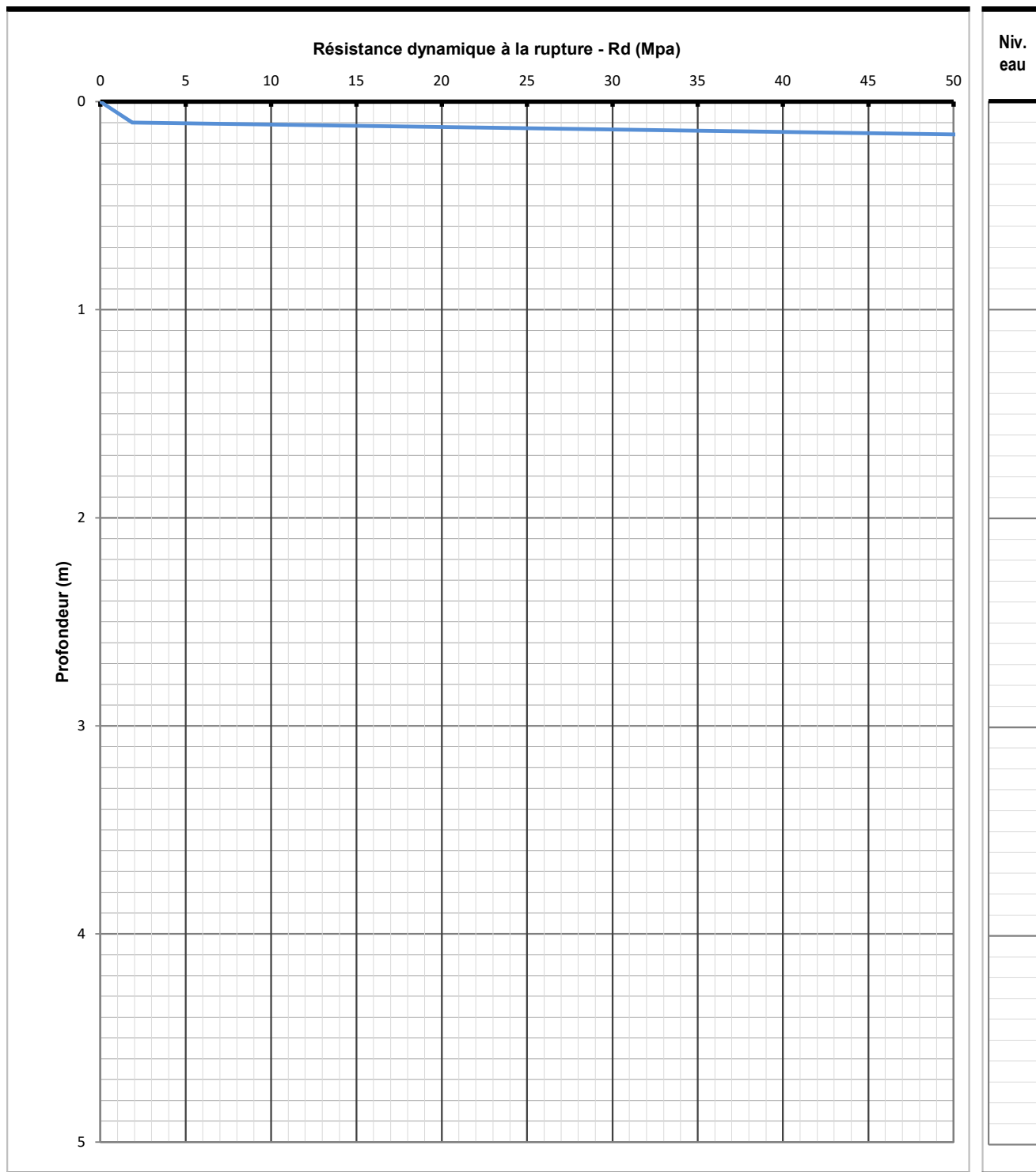
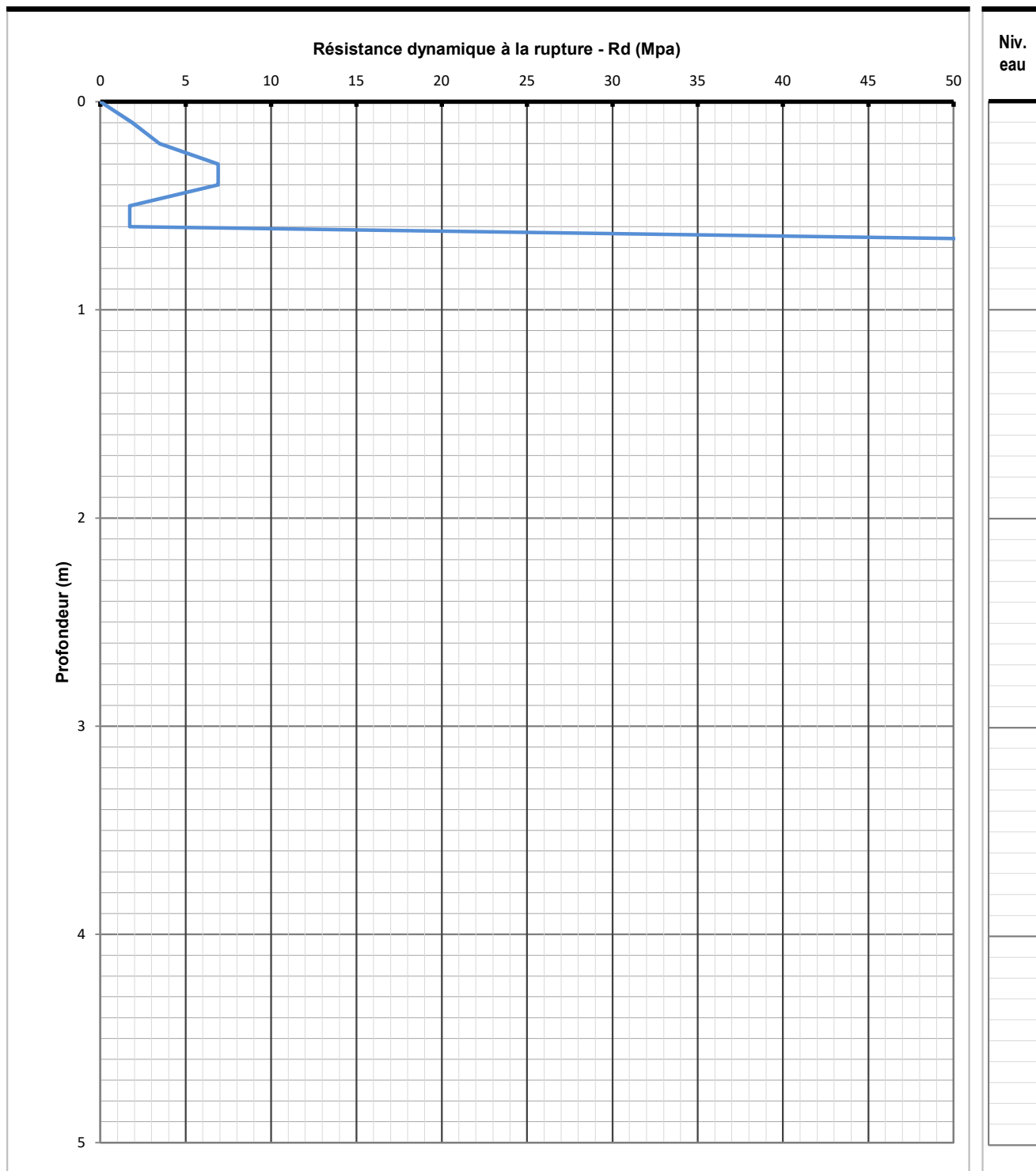


SONDAGE AU PENETROMETRE DYNAMIQUE LOURD
TYPE B - Norme NF P 94-115



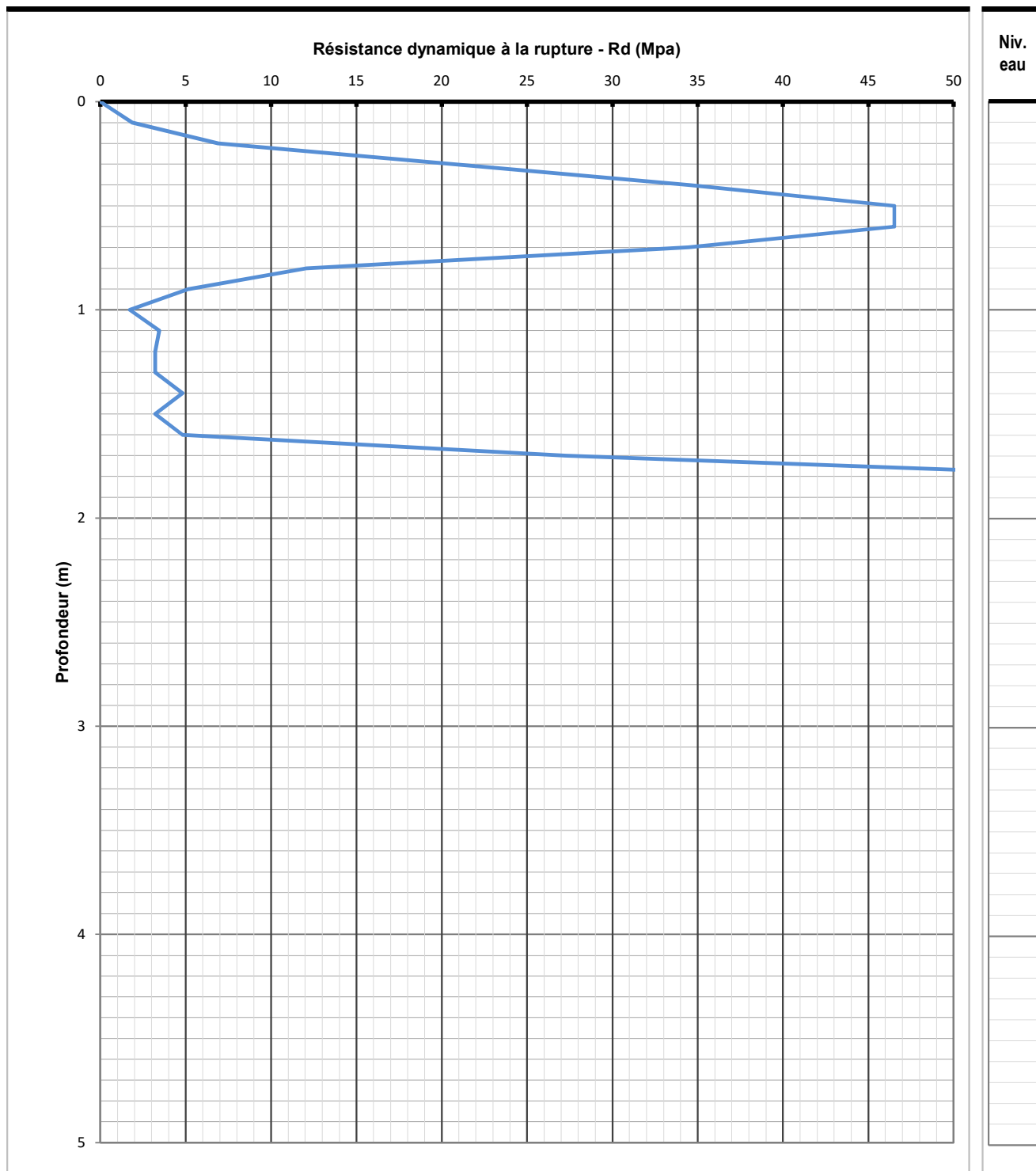
▪ Masse du mouton : 64kg ▪ Hauteur de chute : 0,75m ▪ Masse de la tige : 6,5kg ▪
▪ Masse de l'enclume : 9,9kg ▪ Section pointe : 0,002m² ▪ Masse de la pointe : 0,56kg ▪

SONDAGE AU PENETROMETRE DYNAMIQUE LOURD
TYPE B - Norme NF P 94-115



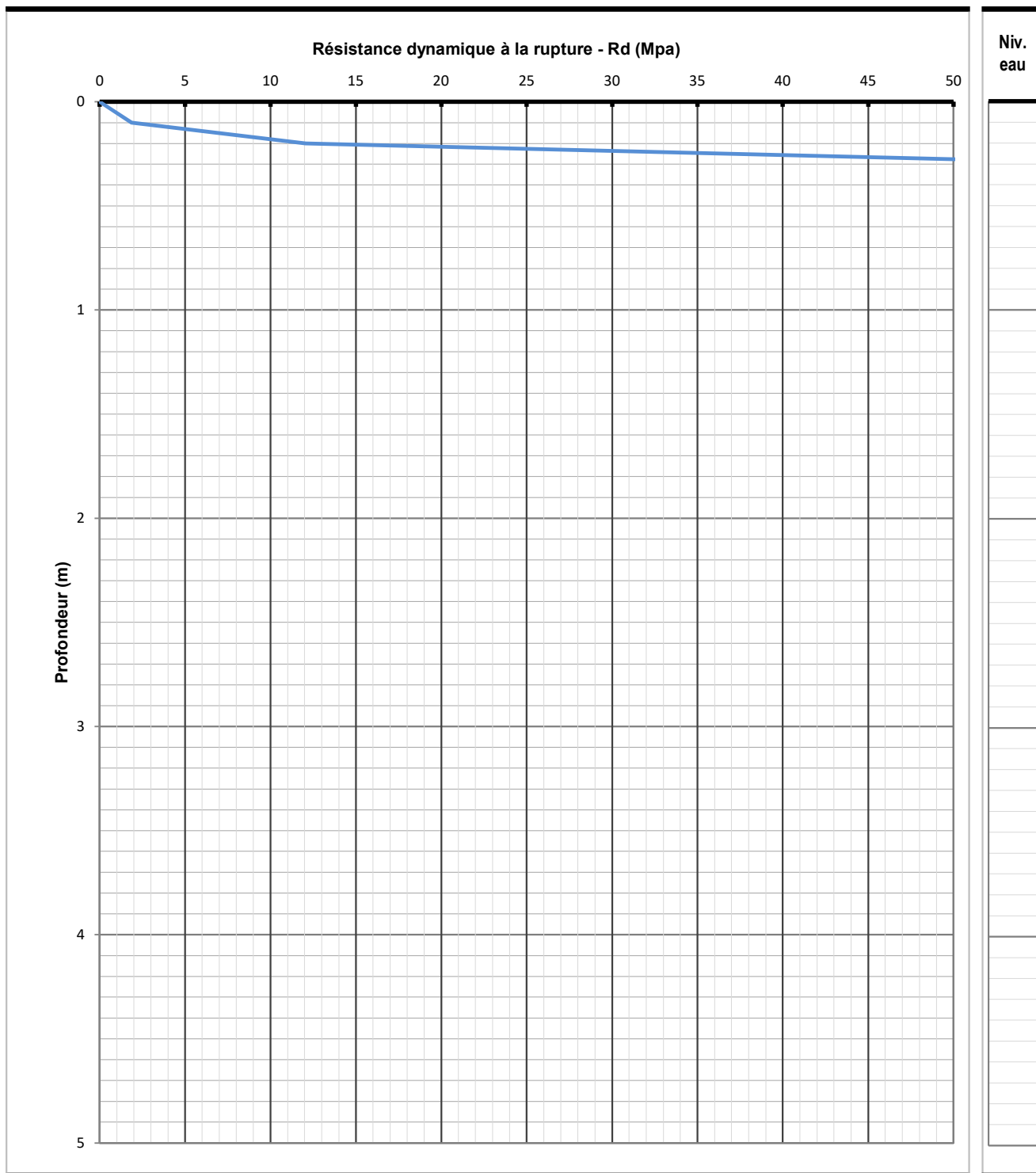
▪ Masse du mouton : 64kg ▪ Hauteur de chute : 0,75m ▪ Masse de la tige : 6,5kg ▪
▪ Masse de l'enclume : 9,9kg ▪ Section pointe : 0,002m² ▪ Masse de la pointe : 0,56kg ▪

SONDAGE AU PENETROMETRE DYNAMIQUE LOURD
TYPE B - Norme NF P 94-115



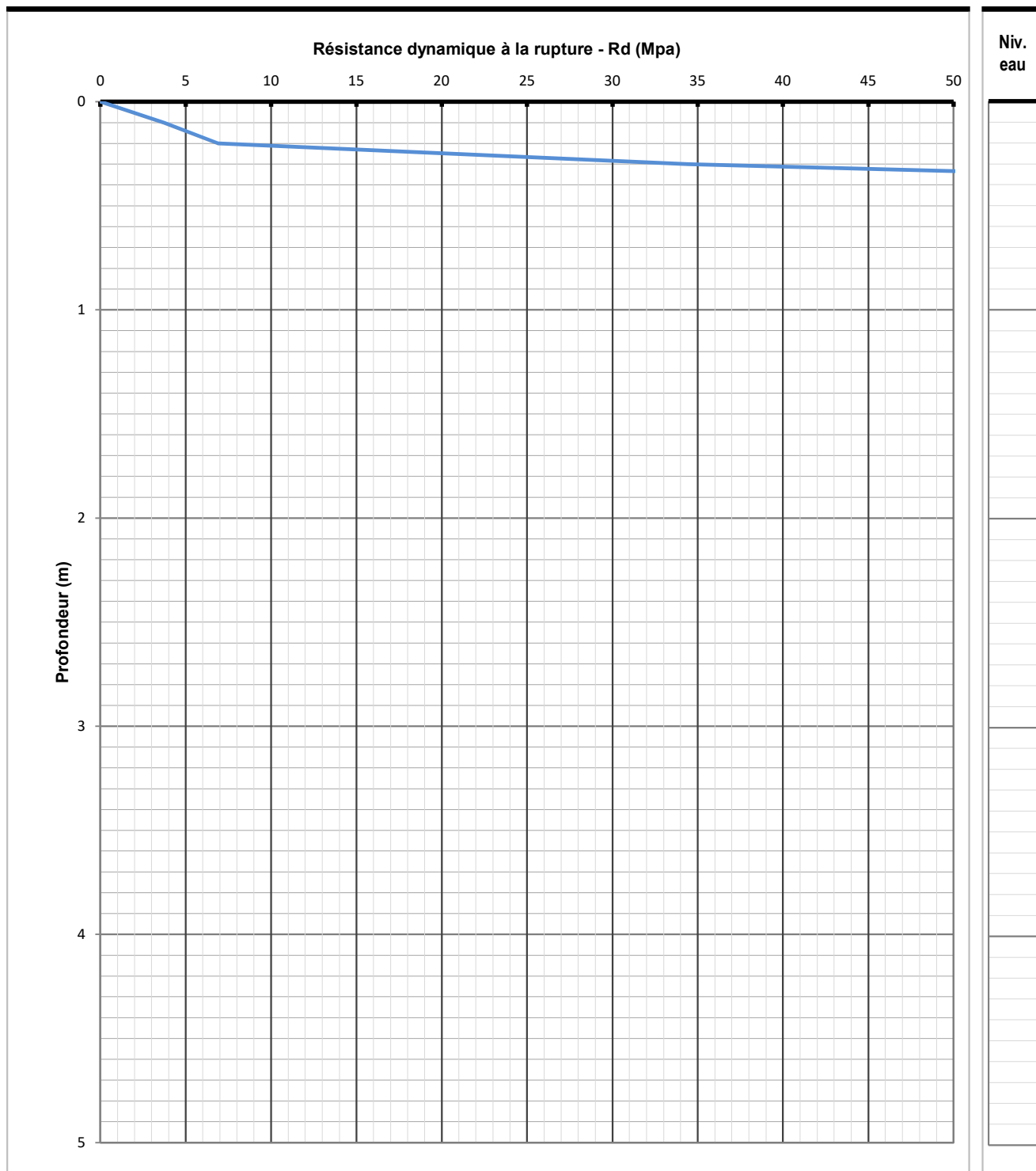
• Masse du mouton : 64kg • Hauteur de chute : 0,75m • Masse de la tige : 6,5kg •
• Masse de l'enclume : 9,9kg • Section pointe : 0,002m² • Masse de la pointe : 0,56kg •

SONDAGE AU PENETROMETRE DYNAMIQUE LOURD
TYPE B - Norme NF P 94-115



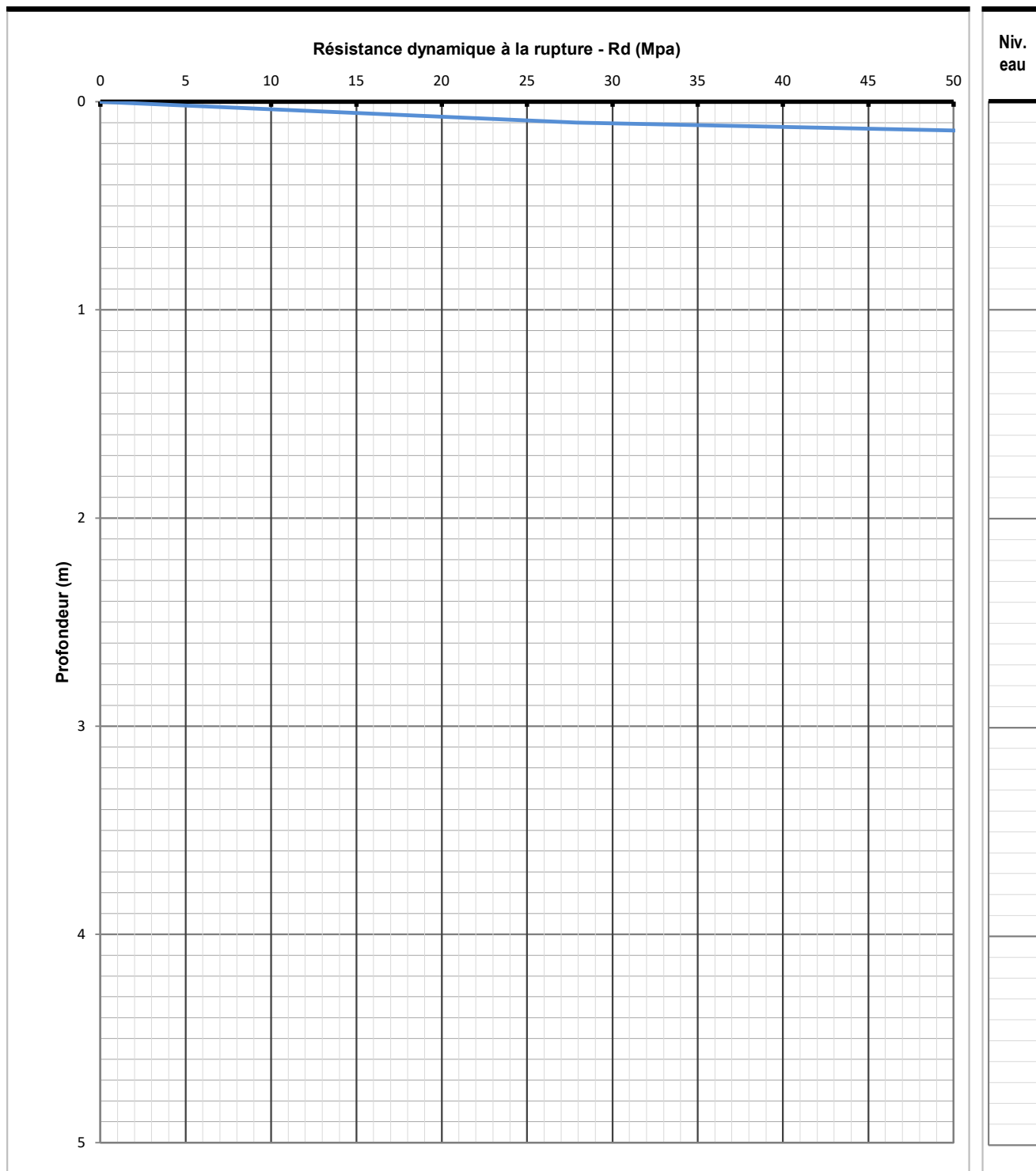
• Masse du mouton : 64kg • Hauteur de chute : 0,75m • Masse de la tige : 6,5kg •
• Masse de l'enclume : 9,9kg • Section pointe : 0,002m² • Masse de la pointe : 0,56kg •

SONDAGE AU PENETROMETRE DYNAMIQUE LOURD
TYPE B - Norme NF P 94-115

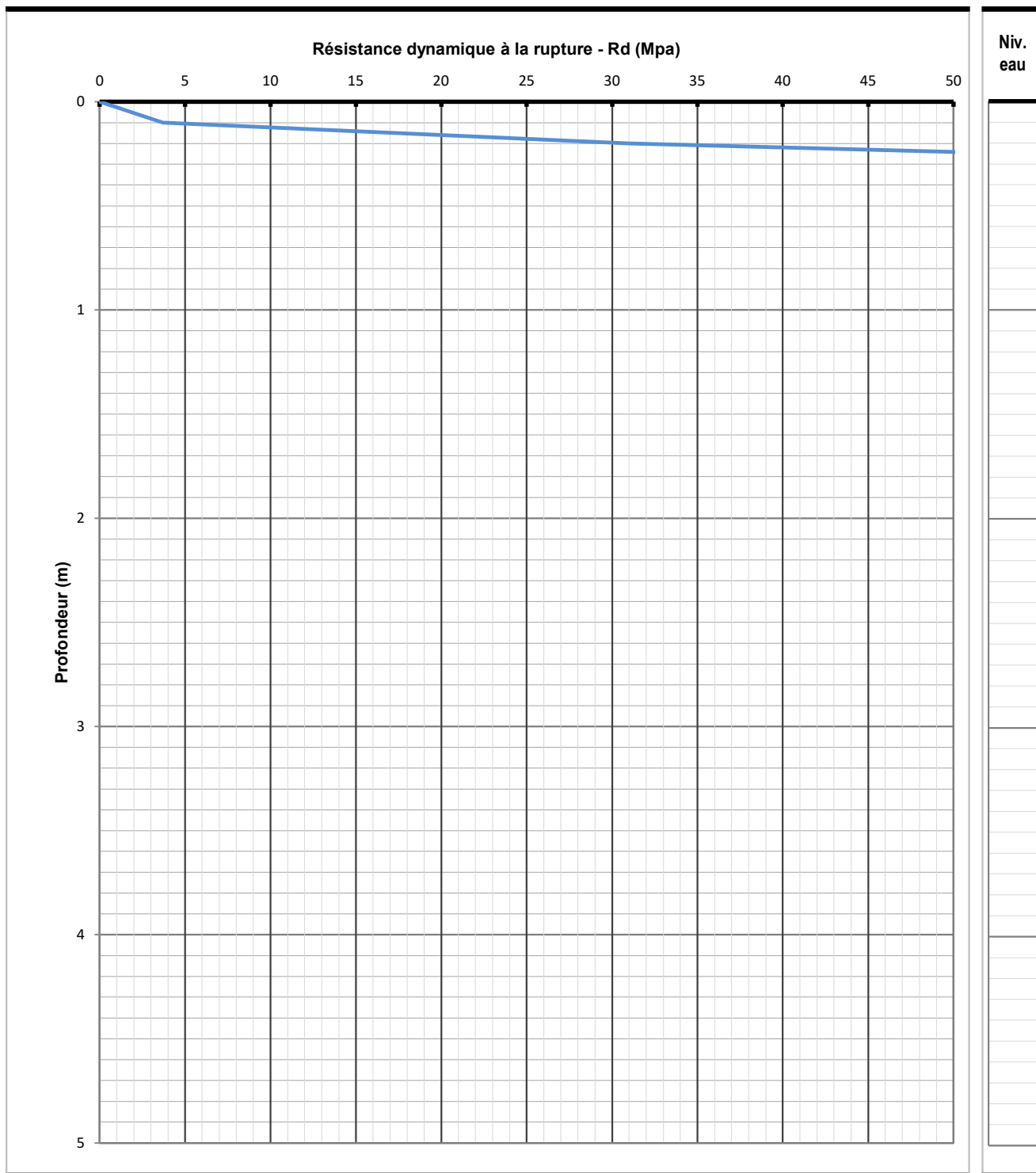


• Masse du mouton : 64kg • Hauteur de chute : 0,75m • Masse de la tige : 6,5kg •
• Masse de l'enclume : 9,9kg • Section pointe : 0,002m² • Masse de la pointe : 0,56kg •

SONDAGE AU PENETROMETRE DYNAMIQUE LOURD
TYPE B - Norme NF P 94-115

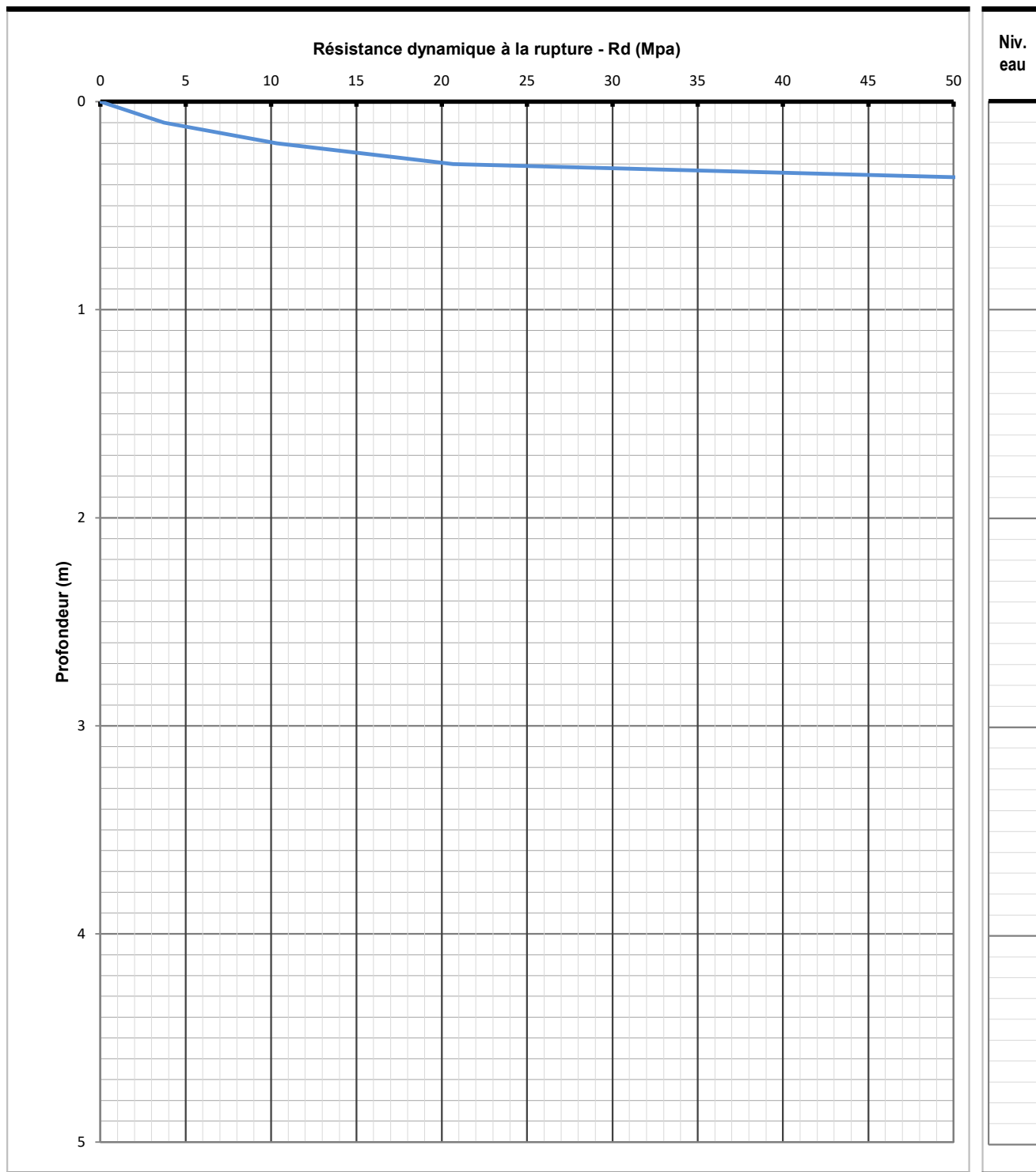


SONDAGE AU PENETROMETRE DYNAMIQUE LOURD
TYPE B - Norme NF P 94-115



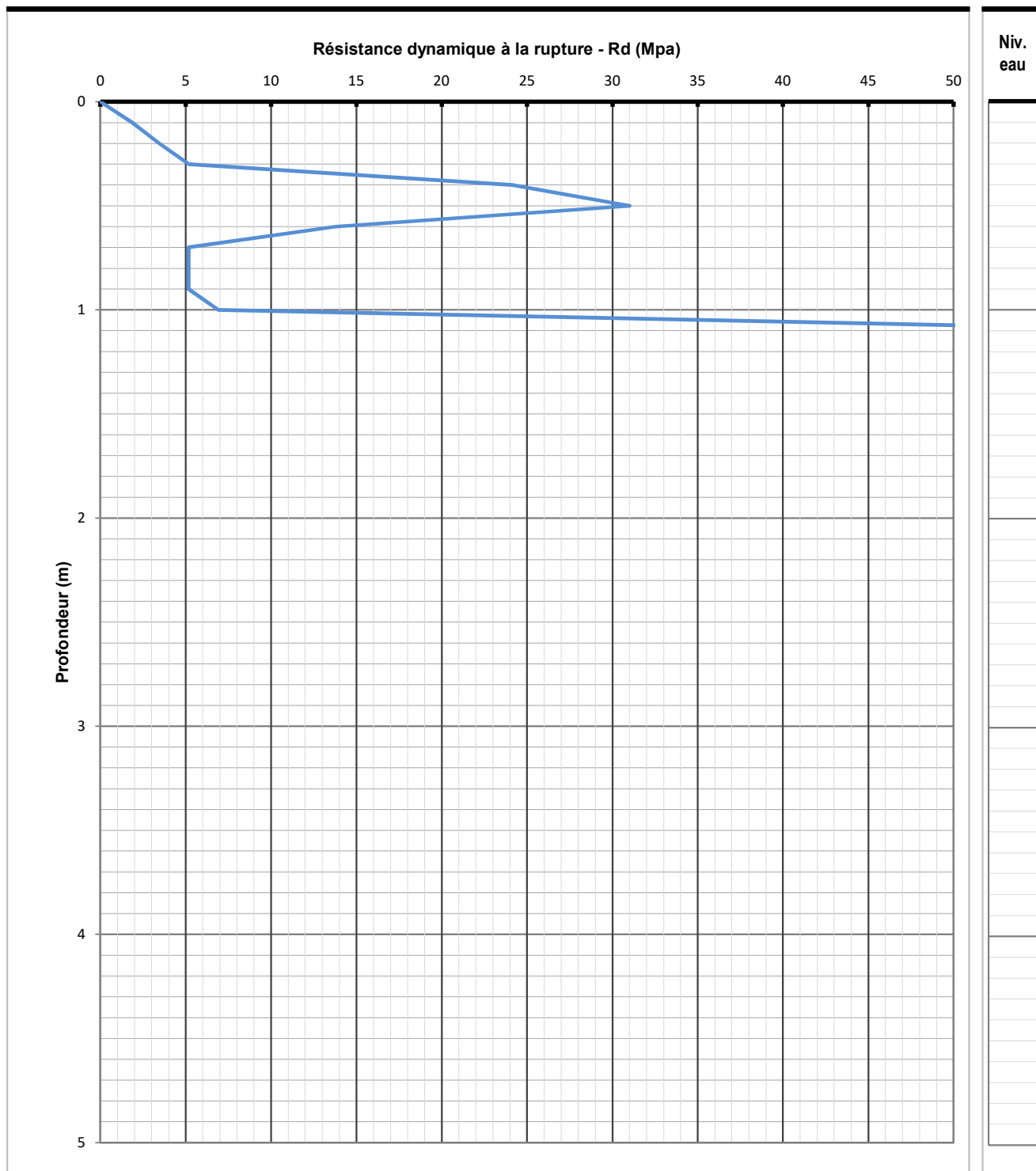
▪ Masse du mouton : 64kg ▪ Hauteur de chute : 0,75m ▪ Masse de la tige : 6,5kg ▪
▪ Masse de l'enclume : 9,9kg ▪ Section pointe : 0,002m² ▪ Masse de la pointe : 0,56kg ▪

SONDAGE AU PENETROMETRE DYNAMIQUE LOURD
TYPE B - Norme NF P 94-115



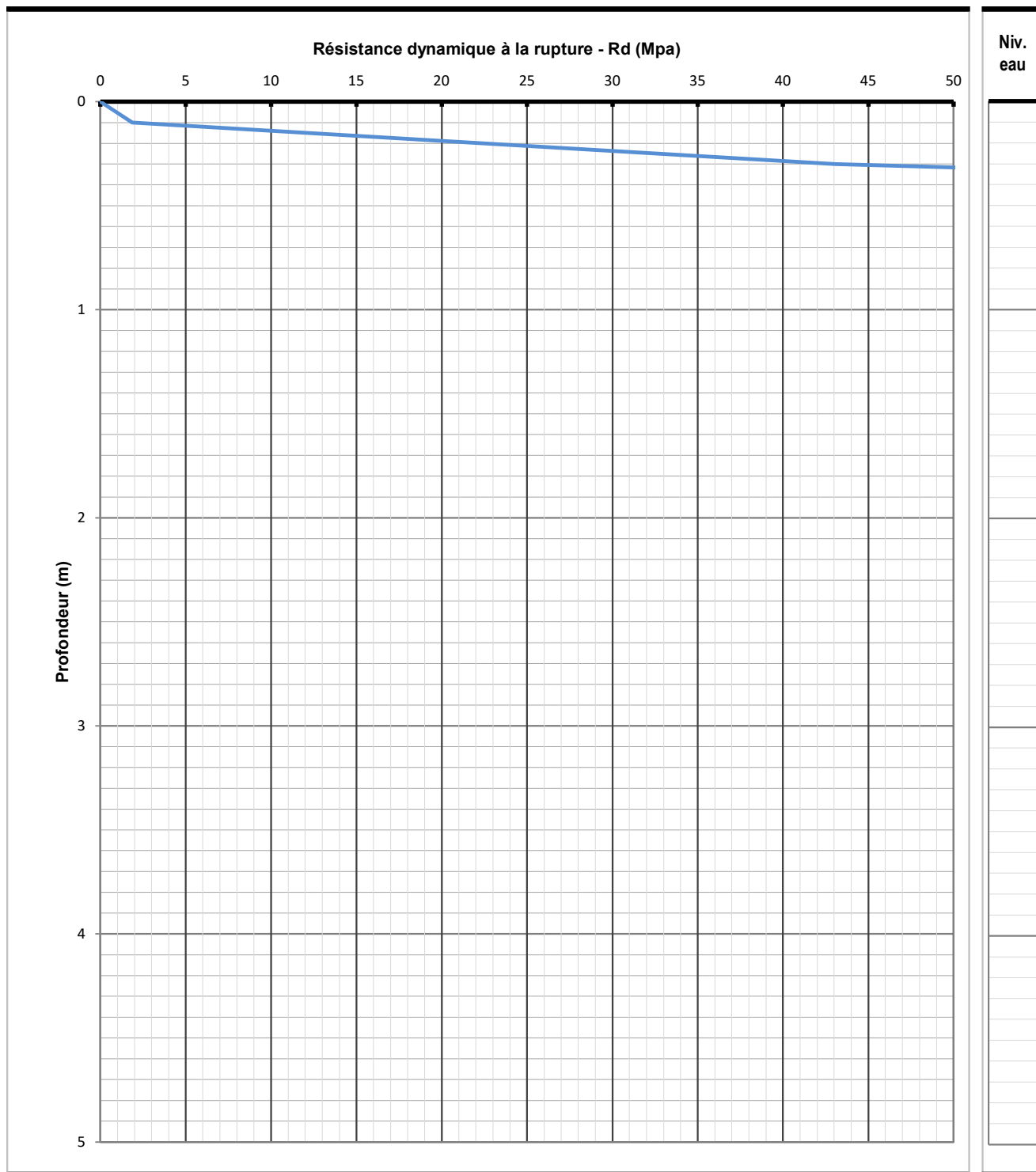
▪ Masse du mouton : 64kg ▪ Hauteur de chute : 0,75m ▪ Masse de la tige : 6,5kg ▪
▪ Masse de l'enclume : 9,9kg ▪ Section pointe : 0,002m² ▪ Masse de la pointe : 0,56kg ▪

SONDAGE AU PENETROMETRE DYNAMIQUE LOURD
TYPE B - Norme NF P 94-115



▪ Masse du mouton : 64kg ▪ Hauteur de chute : 0,75m ▪ Masse de la tige : 6,5kg ▪
▪ Masse de l'enclume : 9,9kg ▪ Section pointe : 0,002m² ▪ Masse de la pointe : 0,56kg ▪

SONDAGE AU PENETROMETRE DYNAMIQUE LOURD
TYPE B - Norme NF P 94-115



▪ Masse du mouton : 64kg ▪ Hauteur de chute : 0,75m ▪ Masse de la tige : 6,5kg ▪
▪ Masse de l'enclume : 9,9kg ▪ Section pointe : 0,002m² ▪ Masse de la pointe : 0,56kg ▪

4.2.4 - Tableaux synthétiques

Tableau 1 – Enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique
Extrait de la norme NF P 94-500 de novembre 2013

Enchaînement des missions G1 à G4	Phases de la maîtrise d'œuvre	Mission d'ingénierie géotechnique (GN) et Phase de la mission		Objectifs à atteindre pour les ouvrages géotechniques	Niveau de management des risques géotechniques attendu	Prestations d'investigations géotechniques à réaliser
Étape 1 : Étude géotechnique préalable (G1)		Étude géotechnique préalable (G1) Phase Étude de Site (ES)		Spécificités géotechniques du site	Première identification des risques présentés par le site	Fonction des données existantes et de la complexité géotechnique
	Étude préliminaire, esquisse, APS	Étude géotechnique préalable (G1) Phase Principes Généraux de Construction (PGC)		Première adaptation des futurs ouvrages aux spécificités du site	Première identification des risques pour les futurs ouvrages	Fonction des données existantes et de la complexité géotechnique
Étape 2 : Étude géotechnique de conception (G2)	APD/AVP	Étude géotechnique de conception (G2) Phase Avant-projet (AVP)		Définition et comparaison des solutions envisageables pour le projet	Mesures préventives pour la réduction des risques identifiés, mesures correctives pour les risques résiduels avec détection au plus tôt de leur survenance	Fonction du site et de la complexité du projet (choix constructifs)
	PRO	Étude géotechnique de conception (G2) Phase Projet (PRO)		Conception et justifications du projet		Fonction du site et de la complexité du projet (choix constructifs)
	DCE/ACT	Étude géotechnique de conception (G2) Phase DCE / ACT		Consultation sur le projet de base / Choix de l'entreprise et mise au point du contrat de travaux		
Étape 3 : Études géotechniques de réalisation (G3/G4)		À la charge de l'entreprise	À la charge du maître d'ouvrage			
	EXE/VISA	Étude et suivi géotechniques d'exécution (G3) Phase Étude (en interaction avec la phase Suivi)	Supervision géotechnique d'exécution (G4) Phase Supervision de l'étude géotechnique d'exécution (en interaction avec la phase Supervision du suivi)	Étude d'exécution conforme aux exigences du projet, avec maîtrise de la qualité, du délai et du coût	Identification des risques résiduels, mesures correctives, contrôle du management des risques résiduels (réalité des actions, vigilance, mémorisation, capitalisation des retours d'expérience)	Fonction des méthodes de construction et des adaptations proposées si des risques identifiés surviennent
DET/AOR	Étude et suivi géotechniques d'exécution (G3) Phase Suivi (en interaction avec la phase Étude)	Supervision géotechnique (G4) Phase Supervision du suivi géotechnique d'exécution (en interaction avec la phase Supervision de l'étude)	Exécution des travaux en toute sécurité et en conformité avec les attentes du maître d'ouvrage	Fonction du contexte géotechnique observé et du comportement de l'ouvrage et des avoisinants en cours de travaux		
À toute étape d'un projet ou sur un ouvrage existant	Diagnostic	Diagnostic géotechnique (G5)		Influence d'un élément géotechnique spécifique sur le projet ou sur l'ouvrage existant	Influence de cet élément géotechnique sur les risques géotechniques identifiés	Fonction de l'élément géotechnique étudié

Tableau 2 – Classification des missions d'ingénierie géotechnique **Extrait de la norme NF P 94-500 de novembre 2013**

L'enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique (étapes 1 à 3) doit suivre les étapes de conception et de réalisation de tout projet pour contribuer à la maîtrise des risques géotechniques. Le maître d'ouvrage ou son mandataire doit faire réaliser successivement chacune de ces missions par une ingénierie géotechnique. Chaque mission s'appuie sur des données géotechniques adaptées issues d'investigations géotechniques appropriées.

ÉTAPE 1 : ÉTUDE GÉOTECHNIQUE PRÉALABLE (G1)

Cette mission exclut toute approche des quantités, délais et coûts d'exécution des ouvrages géotechniques qui entre dans le cadre de la mission d'étude géotechnique de conception (étape 2). Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire. Elle comprend deux phases :

Phase Étude de Site (ES)

Elle est réalisée en amont d'une étude préliminaire, d'esquisse ou d'APS pour une première identification des risques géotechniques d'un site.

Faire une enquête documentaire sur le cadre géotechnique du site et l'existence d'avoisinants avec visite du site et des alentours.

Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.

Fournir un rapport donnant pour le site étudié un modèle géologique préliminaire, les principales caractéristiques géotechniques et une première identification des risques géotechniques majeurs.

Phase Principes Généraux de Construction (PGC)

Elle est réalisée au stade d'une étude préliminaire, d'esquisse ou d'APS pour réduire les conséquences des risques géotechniques majeurs identifiés. Elle s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées.

Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.

Fournir un rapport de synthèse des données géotechniques à ce stade d'étude (première approche de la ZIG, horizons porteurs potentiels, ainsi que certains principes généraux de construction envisageables (notamment fondations, terrassements, ouvrages enterrés, améliorations de sols).

ÉTAPE 2 : ÉTUDE GÉOTECHNIQUE DE CONCEPTION (G2)

Cette mission permet l'élaboration du projet des ouvrages géotechniques et réduit les conséquences des risques géotechniques importants identifiés. Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire et est réalisée en collaboration avec la maîtrise d'œuvre ou intégrée à cette dernière. Elle comprend trois phases :

Phase Avant-projet (AVP)

Elle est réalisée au stade de l'avant-projet de la maîtrise d'œuvre et s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées.

Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.

Fournir un rapport donnant les hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade de l'avant-projet, les principes de construction envisageables (terrassements, soutènements, pentes et talus, fondations, assises des dallages et voiries, améliorations de sols, dispositions générales vis-à-vis des nappes et des avoisinants), une ébauche dimensionnelle par type d'ouvrage géotechnique et la pertinence d'application de la méthode observationnelle pour une meilleure maîtrise des risques géotechniques.

Phase Projet (PRO)

Elle est réalisée au stade du projet de la maîtrise d'œuvre et s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées suffisamment représentatives pour le site.

Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.

Fournir un dossier de synthèse des hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade du projet (valeurs caractéristiques des paramètres géotechniques en particulier), des notes techniques donnant les choix constructifs des ouvrages géotechniques (terrassements, soutènements, pentes et talus, fondations, assises des dallages et voiries, améliorations de sols, dispositions vis-à-vis des nappes et des avoisinants), des notes de calcul de dimensionnement, un avis sur les valeurs seuils et une approche des quantités.

Phase DCE / ACT

Elle est réalisée pour finaliser le Dossier de Consultation des Entreprises et assister le maître d'ouvrage pour l'établissement des Contrats de Travaux avec le ou les entrepreneurs retenus pour les ouvrages géotechniques.

Établir ou participer à la rédaction des documents techniques nécessaires et suffisants à la consultation des entreprises pour leurs études de réalisation des ouvrages géotechniques (dossier de la phase Projet avec plans, notices techniques, cahier des charges particulières, cadre de bordereau des prix et d'estimatif, planning prévisionnel).

Assister éventuellement le maître d'ouvrage pour la sélection des entreprises, analyser les offres techniques, participer à la finalisation des pièces techniques des contrats de travaux.

Tableau 2 – Classification des missions d'ingénierie géotechnique Extrait de la norme NF P 94-500 de novembre 2013

ÉTAPE 3 : ÉTUDES GÉOTECHNIQUES DE RÉALISATION (G3 et G 4, distinctes et simultanées) ÉTUDE ET SUIVI GÉOTECHNIQUES D'EXECUTION (G3)

Cette mission permet de réduire les risques géotechniques résiduels par la mise en œuvre à temps de mesures correctives d'adaptation ou d'optimisation. Elle est confiée à l'entrepreneur sauf disposition contractuelle contraire, sur la base de la phase G2 DCE/ACT. Elle comprend deux phases interactives :

Phase Étude

Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.

Étudier dans le détail les ouvrages géotechniques : notamment établissement d'une note d'hypothèses géotechniques sur la base des données fournies par le contrat de travaux ainsi que des résultats des éventuelles investigations complémentaires, définition et dimensionnement (calculs justificatifs) des ouvrages géotechniques, méthodes et conditions d'exécution (phasages généraux, suivis, auscultations et contrôles à prévoir, valeurs seuils, dispositions constructives complémentaires éventuelles).

Élaborer le dossier géotechnique d'exécution des ouvrages géotechniques provisoires et définitifs : plans d'exécution, de phasage et de suivi.

Phase Suivi

Suivre en continu les auscultations et l'exécution des ouvrages géotechniques, appliquer si nécessaire des dispositions constructives prédéfinies en phase Étude.

Vérifier les données géotechniques par relevés lors des travaux et par un programme d'investigations géotechniques complémentaire si nécessaire (le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats).

Établir la prestation géotechnique du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et fournir les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO)

SUPERVISION GÉOTECHNIQUE D'EXECUTION (G4)

Cette mission permet de vérifier la conformité des hypothèses géotechniques prises en compte dans la mission d'étude et suivi géotechniques d'exécution. Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire et est réalisée en collaboration avec la maîtrise d'œuvre ou intégrée à cette dernière. Elle comprend deux phases interactives :

Phase Supervision de l'étude d'exécution

Donner un avis sur la pertinence des hypothèses géotechniques de l'étude géotechnique d'exécution, des dimensionnements et méthodes d'exécution, des adaptations ou optimisations des ouvrages géotechniques proposées par l'entrepreneur, du plan de contrôle, du programme d'auscultation et des valeurs seuils.

Phase Supervision du suivi d'exécution

Par interventions ponctuelles sur le chantier, donner un avis sur la pertinence du contexte géotechnique tel qu'observé par l'entrepreneur (G3), du comportement tel qu'observé par l'entrepreneur de l'ouvrage et des avoisinants concernés (G3), de l'adaptation ou de l'optimisation de l'ouvrage géotechnique proposée par l'entrepreneur (G3).

donner un avis sur la prestation géotechnique du DOE et sur les documents fournis pour le DIUO.

DIAGNOSTIC GÉOTECHNIQUE (G5)

Pendant le déroulement d'un projet ou au cours de la vie d'un ouvrage, il peut être nécessaire de procéder, de façon strictement limitative, à l'étude d'un ou plusieurs éléments géotechniques spécifiques, dans le cadre d'une mission ponctuelle. Ce diagnostic géotechnique précise l'influence de cet ou ces éléments géotechniques sur les risques géotechniques identifiés ainsi que leurs conséquences possibles pour le projet ou l'ouvrage existant.

Définir, après enquête documentaire, un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.

Étudier un ou plusieurs éléments géotechniques spécifiques (par exemple soutènement, causes géotechniques d'un désordre) dans le cadre de ce diagnostic, mais sans aucune implication dans la globalité du projet ou dans l'étude de l'état général de l'ouvrage existant.

Si ce diagnostic conduit à modifier une partie du projet ou à réaliser des travaux sur l'ouvrage existant, des études géotechniques de conception et/ou d'exécution ainsi qu'un suivi et une supervision géotechniques seront réalisés ultérieurement, conformément à l'enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique (étape 2 et/ou 3).

CONDITIONS D'EXPLOITATION DE CE RAPPORT D'ÉTUDE DE SOLS

La société Solingéo ne peut être en aucun cas tenu à une obligation de résultats car les prestations d'études et de conseil sont réputées incertaines par nature, Solingéo n'est donc tenu qu'à une obligation de moyens.

Le présent rapport ou procès verbal ainsi que toutes annexes, constituent un ensemble indissociable.

La société Solingéo serait dégagée de toute responsabilité dans le cas d'une mauvaise utilisation de toute communication ou reproduction partielle de ce document, sans accord écrit préalable. En particulier, il ne s'applique qu'aux ouvrages décrits et uniquement à ces derniers.

Si en l'absence de plans précis des ouvrages projetés, nous avons été amenés dans le présent rapport à faire une ou des hypothèses sur le projet, il appartient au Maître d'Ouvrage ou à son Maître d'Œuvre de communiquer par écrit à la société Solingéo ses observations éventuelles sans quoi il ne pourrait en aucun cas et aucune raison nous être reproché d'avoir établi notre étude pour le projet que nous avons décrit.

Cette étude est basée sur des reconnaissances dont le caractère ponctuel ne permet pas de s'affranchir des aléas des milieux naturels, et ne peut prétendre traduire le comportement du sol dans son intégralité.

Ainsi, tout élément nouveau mis en évidence lors de l'exécution des fondations ou de leurs travaux préparatoires et n'ayant pu être détecté lors de la reconnaissance des sols (exemple : failles, remblais anciens ou nouveaux, cavités, hétérogénéités localisées, venue d'eau, pollution, etc. ...) doit être signalé à la société Solingéo qui pourra reconsidérer tout ou partie du rapport. Pour ces raisons, et sauf stipulation contraire explicite de notre part, l'utilisation de nos résultats pour chiffrer à forfait le coût de tout ou partie des ouvrages d'infrastructure ne saurait en aucun cas engager notre responsabilité. Une mission G2 minimum est nécessaire pour estimer des quantités, coûts et délais d'ouvrages géotechniques.

De même, des changements concernant l'implantation, la conception ou l'importance des ouvrages par rapport aux hypothèses de base de cette étude, peuvent conduire à modifier les conclusions et prescriptions du rapport et doivent être portés à la connaissance de la société Solingéo.

La société Solingéo ne saurait être rendue responsable des modifications apportées à son étude que dans le cas où elle aurait donné son accord écrit sur les dites modifications.

Les altitudes indiquées pour chaque sondage (qu'il s'agisse de cote de références rattachés à un repère arbitraire ou de cotes NGF) ne sont données qu'à titre indicatif. Seules font foi les profondeurs mesurées depuis le sommet des sondages et comptées à partir du niveau du sol au moment de la réalisation des essais. Pour que ces altitudes soient garanties, il convient qu'elles soient relevées par un géomètre expert. Il en va de même pour l'implantation des sondages sur le terrain.

Il est vivement recommandé au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre ou à l'entreprise de faire procéder, au moment de l'ouverture des fouilles ou de la réalisation des premiers pieux ou puits, à une visite de chantier par un spécialiste. Cette visite est normalement prévue par Solingéo lorsqu'elle chargée d'une mission spécifique de type G4 de suivi de l'exécution des travaux de fondations. Le client est alors prié de prévenir Solingéo en temps utile.

Cette visite a pour objet de vérifier que la nature des sols et la profondeur de l'horizon d'ancrage de fondation sont conformes aux données de l'étude. Elle donne lieu à l'établissement d'un compte rendu.

Le Maître d'Ouvrage devra informer Solingéo de la date réelle d'ouverture du chantier et faire réactualiser le présent document en cas d'ouverture de chantier plus de 2 ans après la date d'établissement du présent document. De même, il est tenu d'informer Solingéo du montant de l'opération et de la date prévisible de réception de l'ouvrage.

ANNEXE 5 : ETUDE PREALABLE AGRICOLE

Projet de Centrale Photovoltaïque Rignac – 46



Etude préalable et mesures de compensation collective agricole

Avril 2022

SAS RURAL CONCEPT
Antenne Lot
430 Avenue Jean Jaurès - CS 60199
460004 CAHORS CEDEX 9
Tél : 05.65.20.39.30 - Fax: 05.65.20.39.29
E-mail: rural.concept@adasea.net

EnergieKontor France SAS
19 Chemin de la Loge
F-31400 Toulouse
Mathieu Ronsin
Directeur Marché Solaire / Région Sud-Ouest
T. +33 6 33 31 07 11

Sommaire du dossier

1. PRESENTATION ET CADRE REGLEMENTAIRE	1
1.1. Préambule	1
1.2. Cadre réglementaire	2
2. ETUDE PREALABLE	4
2.1. Description du projet et délimitation du territoire concerné.....	4
2.1.1. Le site du projet	4
2.1.2. Le projet de centrale solaire photovoltaïque – Source EnergieKontor	7
2.1.2.1. Caractéristiques générales du projet photovoltaïque	7
2.1.2.2. Caractéristiques techniques projetées du projet	7
2.1.2.3. Caractéristiques des modules	8
2.1.2.4. Synthèse du projet	14
2.2. Analyse de l'état initial de l'économie agricole.....	15
2.2.1. Contexte général (régional et départemental)	15
2.2.2. Caractéristiques agricoles locales du territoire de proximité	19
2.2.2.1. Le cadre géologique et pédologique	19
2.2.2.2. L'agriculture du territoire	20
2.2.2.3. Les filières agricoles concernées	23
2.2.2.4. Tableau FFOM de l'agriculture du territoire	25
2.2.3. Les terrains du projet et leurs abords	26
2.2.3.1. Les types de sol	26
2.2.3.2. L'activité agricole	27
2.2.4. Devenir des terrains du projet en cas de non réalisation du projet	30
2.3. Approche de l'impact du projet sur l'économie agricole du territoire.....	30
2.3.1. Impact direct et indirects sur l'économie agricole	30
2.3.1.1. Impact sur les exploitations concernées	30
2.3.1.2. Méthodologie et chiffrage de l'impact du projet sur l'économie agricole	30
2.3.1.3. Impact global sur la consommation de surface agricole	32
2.3.1.4. Effet sur l'emploi	34
2.3.1.5. Effets cumulés avec d'autres projets	34
2.3.2. Mesures prises pour éviter les effets négatifs du projet sur l'économie agricole	35
2.3.2.1. Le choix de la zone	35
2.3.3. Mesures prises pour réduire les effets négatifs du projet sur l'économie agricole	35
2.3.3.1. Le mode d'aménagement de la zone	35
2.3.3.2. L'entretien de la zone par du pâturage ovin.	36
2.4. Proposition de mesures de compensation collective et modalités de mise en œuvre.....	39
2.4.1. Chiffrage des compensations proposées pour consolider l'économie agricole du territoire	39
2.4.2. Propositions de modalités de mise en œuvre	39
2.4.3. Modalité d'évaluation et de suivi de la compensation	40
2.5. Bilan des impacts et des mesures d'évitement, réduction et compensation.....	41
ANNEXES	42
Annexe 1 : Décret n° 2016-1190 du 31 août 2016 relatif à l'étude préalable et aux mesures de compensation prévues à l'article L. 112-1-3 du code rural et de la pêche maritime.....	42
Annexe 2 : Données du réseau d'information agricole 2014-2016	44
Annexe 3 : Valeurs Ajoutées régionales par branche (INSEE)	44
Annexe 4 : Projet contrat de prêt à usages	45
Annexe 5 : Projet lettre d'engagement mutuel entre EnergieKontor et la CUMA de Rignac	57
Annexe 6 : Projet lettre d'engagement mutuel entre EnergieKontor et la CAUVALDOR.....	59

Table des illustrations

CARTE 1 : CARTE DE SITUATION.....	1
CARTE 2 : CARTE DE SITUATION AU 20 000EME	4
CARTE 3 SITUATION CADASTRALE	5
CARTE 4 : TRACE PREVISIONNEL DU RACCORDEMENT AU POSTE SOURCE.....	12
CARTE 5 : PLAN DE CALEPINAGE (SOURCE : ENERGIEKONTOR).....	13
CARTE 6 : CARTE DE SYNTHESE DU PROJET (SOURCE : ENERGIEKONTOR).....	14
CARTE 7 : ORIENTATION TECHNICO-ECONOMIQUE DES COMMUNES DU LOT EN 2020 (SOURCE : AGRESTE).	15
CARTE 8 : CARTE DES PETITES REGIONS AGRICOLES DU LOT (SOURCE : AGRESTE). ..	18
CARTE 9 : CARTE GEOLOGIQUE SIMPLIFIEE (SOURCE : CAUE DU LOT).....	19
CARTE 10 : CARTES DU TERRITOIRE DE PROXIMITE.....	21
CARTE 11 : CARTES DES APPELLATIONS D'ORIGINE.....	22
CARTE 12 : CARTE DES TYPES DE SOLS (SOURCE : CNRS©).....	26
CARTE 13 : CARTE DES SURFACES DECLAREES A LA PAC (SOURCE : RPG)	28
CARTE 14 : CARTE DES SIEGES D'EXPLOITATIONS AGRICOLES PROCHES DU SITE	28
CARTE 15 : CARTE DES PARCELLES DE L'EXPLOITATION CONCERNEE	29
CARTE 16 : CARTE DES SURFACES AGRICOLES CONSOMMEES POUR L'URBANISATION DE 2009 A 2019.....	33
CARTE 17 : CARTE DES SURFACES DE L'EXPLOITATION 2	37
PHOTO 1 : PANORAMIQUE DEPUIS LE SUD-OUEST (RURAL CONCEPT – SD 2021 ©).....	5
PHOTO 2 : PANORAMIQUE DEPUIS LE SUD (RURAL CONCEPT – SD 2021 ©).....	5
PHOTO 3 : PANORAMIQUE DEPUIS LE NORD (RURAL CONCEPT – SD 2021 ©).....	6
PHOTO 4 : VUE DEPUIS LE NORD EST (RC – SD 2021 ©)	6
PHOTO 5 : VUE DE LA BORDURE SUD-EST (RC - SD 2021 ©)	6
PHOTO 6 : VUE DEPUIS LE NORD-EST (RC – SD 2021 ©)	6
PHOTO 7 : VUE DE LA BORDURE NORD-OUEST (RC - SD 2021 ©)	6
PHOTO 8 : VUE DU CHEMIN AU SUD (RC – SD 2021 ©)	6
PHOTO 9 : BREBIS AU PATURAGE SUR LA ZONE (RC - SD 2021 ©)	6
PHOTO 10 : SOL TRES SUPERFICIEL (RC – SD 2021 ©)	26
PHOTO 11 : DOLINE (RC - SD 2021 ©)	26
PHOTO 12 : BANDE OU LA VEGETATION PLUS PRESENTE A L'EST DE LA ZONE	27
PHOTO 13 : CONTRASTE AVEC LE LIMARGUE TOUT PROCHE (RC2021 ©)	27
PHOTO 14 : POINT D'EAU AU NORD DE LA ZONE (RC – SD 2021 ©)	29
GRAPHIQUE 1 : REPARTITION DES UGB RUMINANTS DU TERRITOIRE	REPARTITION PAR TYPES DE
CULTURES 21
FIGURE 1 : COUPES DES TABLES.....	9

1. PRESENTATION ET CADRE REGLEMENTAIRE

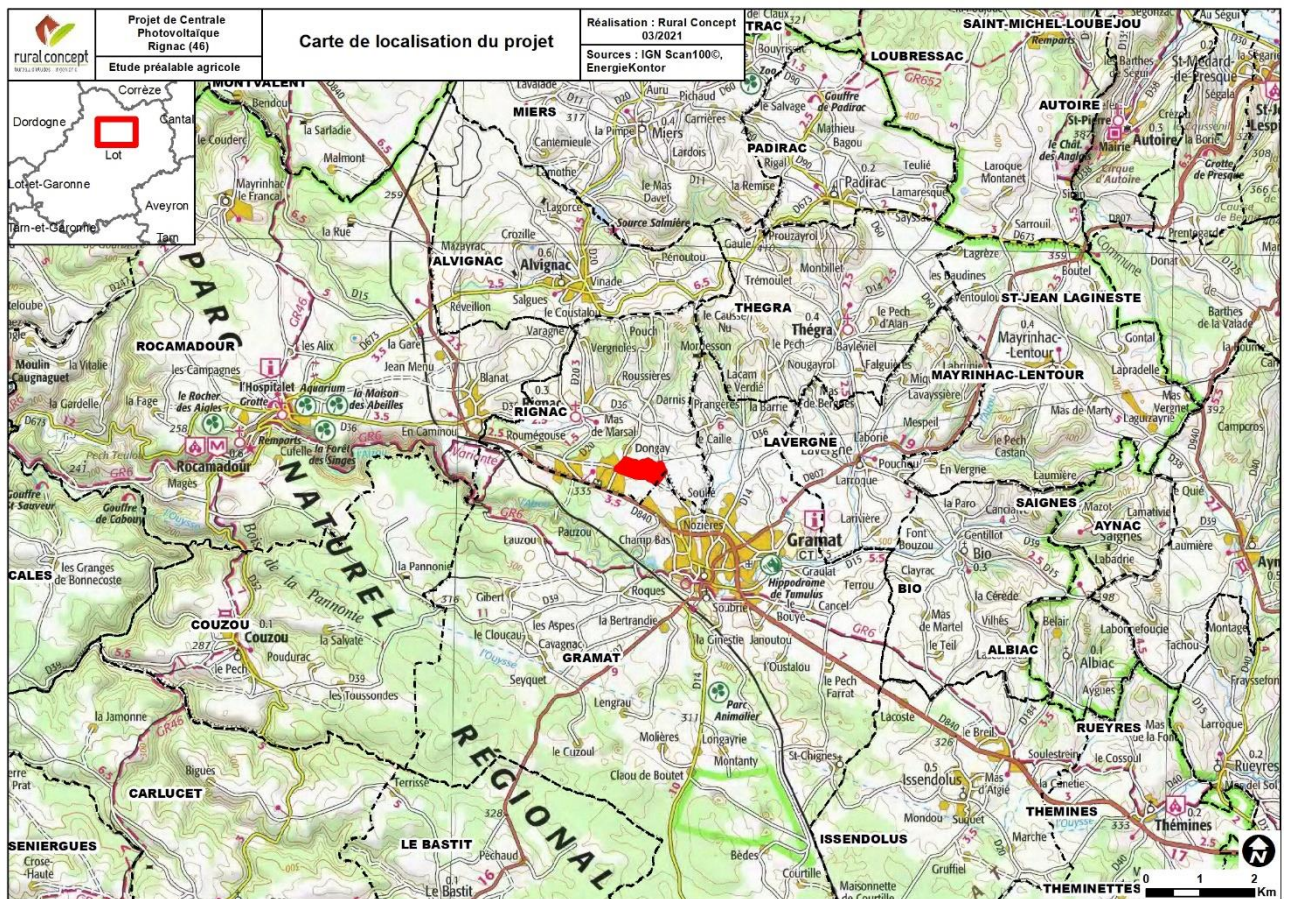
1.1. Préambule

La société EnergieKontor souhaite mettre en place et exploiter une centrale photovoltaïque au sol sur un terrain situé dans la partie Nord du département du Lot sur la commune de Rignac en limite avec celle de Gramat. La durée de la première phase de mise en production de la centrale est de 30 ans. Une fois les installations photovoltaïques implantées, l'entretien de la zone sera réalisé par un pâturage ovin confié, via une convention, à un éleveur local.

Les terrains concernés par le projet sont situés en limite du secteur de type cause. La zone est actuellement en prairie permanente, exploitées par du pâturage. La surface totale est d'un peu moins de 21,5 ha. Les terrains sont aujourd'hui détenus par 1 propriétaire exploitant agricole.

La commune de Rignac dispose d'un Plan d'Occupation des Sols aujourd'hui obsolète, mais l'ensemble de la Communauté de communes Cauvaldor est en phase d'élaboration d'un PLU intercommunale.

Carte 1 : Carte de situation



1.2. Cadre réglementaire

Un dispositif de compensation agricole a été introduit par la Loi d'Avenir pour l'Agriculture et la Forêt (LAAF) de 2014 (Art. L. 112-1-3 du code rural), rendu applicable par le décret d'application paru le 31 août 2016 (n°2016-1190) pour les projets susceptibles d'avoir un impact important sur l'économie agricole locale (ceux soumis à évaluation environnementale).

Contexte réglementaire



Loi du 13 octobre 2014 d'Avenir pour l'Agriculture et la Forêt
(Art. L. 112-1-3 du code rural et de la pêche maritime)



Décret n° 2016-1190 du 31 août 2016 publié au journal officiel le 2 septembre 2016 relatif à l'étude préalable et aux mesures de compensation

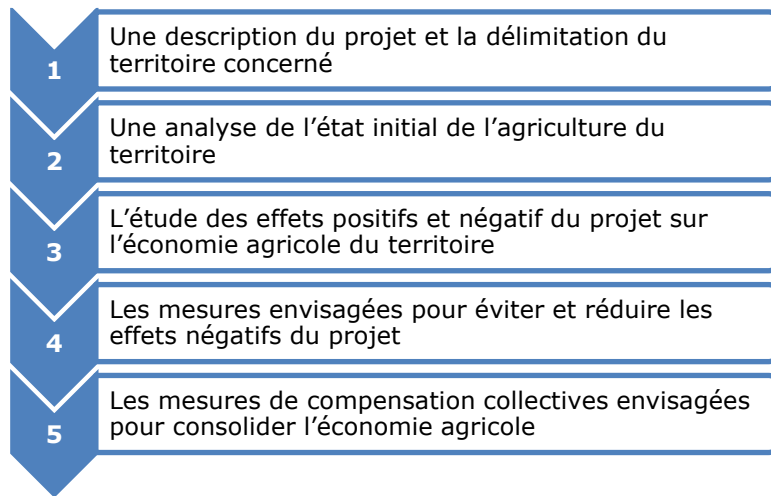
Conditions d'application

- ✓ Projet soumis à étude d'impact environnemental systématique
- ✓ Situé sur une zone non constructible valorisée par une activité agricole dans les 5 dernières années
- ✓ Surface prélevée de manière définitive est fixé à 5 hectares sur l'ensemble du département du Lot

⇒ **Le projet envisage d'utiliser plus de 21 ha aujourd'hui exploités.**

L'étude préalable comprend notamment une évaluation financière globale des impacts sur l'agriculture, et doit préciser les mesures envisagées et retenues pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet (ainsi que l'évaluation de leur coût et des modalités de leur mise en œuvre).

Le décret n°2016-1190 du 31 août 2016 vient préciser le champ d'application et la teneur de l'évaluation des impacts agricoles issu de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt d'octobre 2014 (Cf. annexe 1). Ce décret définit les cinq rubriques du contenu de l'étude.



Les éventuelles mesures de compensation collectives doivent ainsi permettre de régénérer l'économie agricole du territoire concerné. Elles peuvent notamment participer aux investissements pour la production primaire, la transformation ou la commercialisation, accompagner des démarches de promotion des produits ou encore soutenir la formation agricole. Ces financements doivent être orientés vers des projets collectifs, en lien avec le territoire concerné et les filières agricoles impactées par la réalisation de l'aménagement

Ce dispositif vient en complément des mesures préexistantes en lien avec la mise à disposition du foncier par les propriétaires des terrains ou les contrats de prestation pour l'entretien agricole ou non de la zone en exploitation.

Ce nouveau dispositif vient prendre en compte l'impact économique globale pour l'agriculture du territoire et les filières amont et aval concernées.

Le décret prévoit également que le maître d'ouvrage doit informer le préfet de la mise en œuvre des mesures. La périodicité de cette information et les indicateurs de suivi doivent donc être définis dans l'étude.

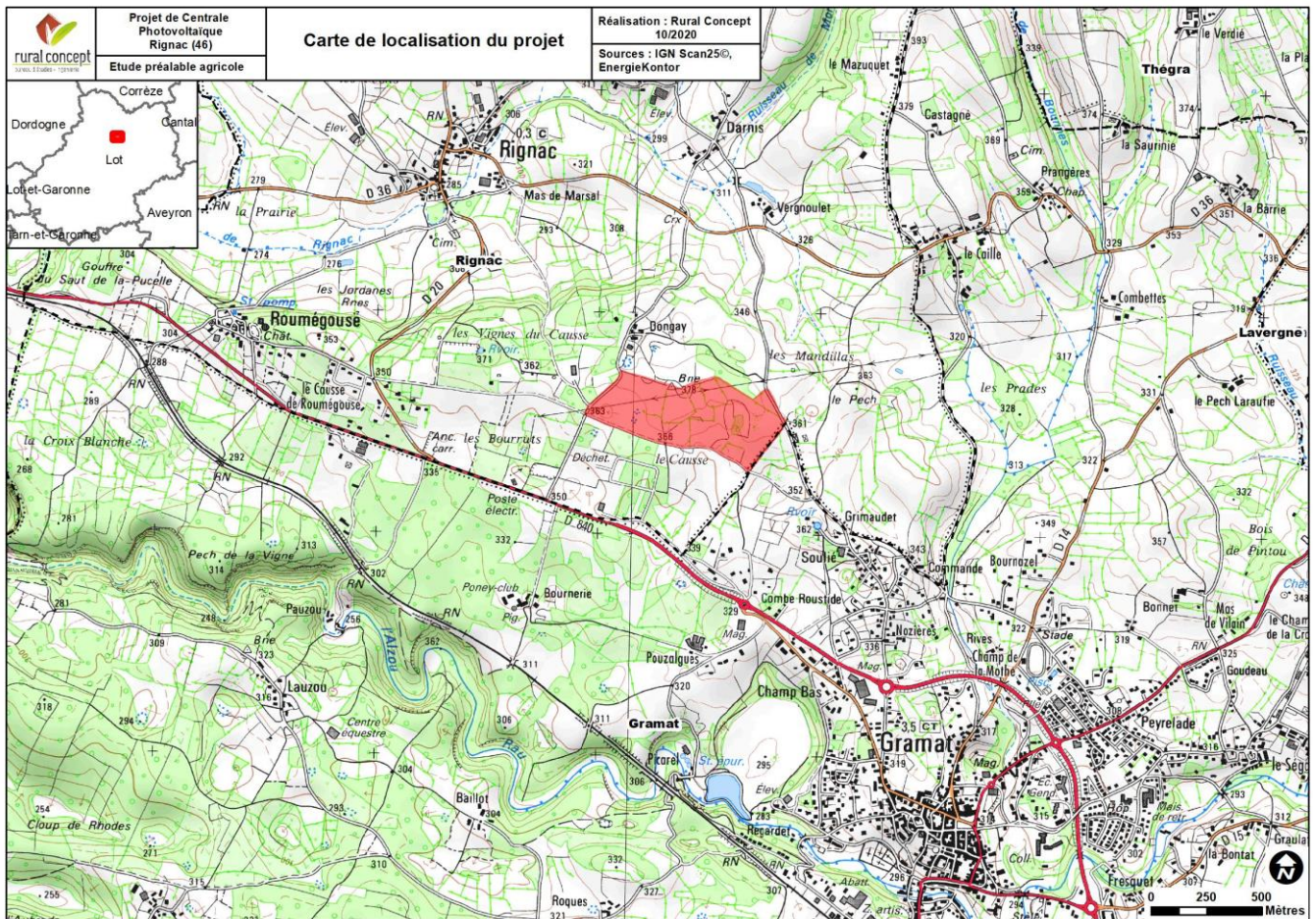
2. ETUDE PREALABLE

2.1. Description du projet et délimitation du territoire concerné

2.1.1. Le site du projet

La zone du projet de centrale photovoltaïque se localise sur un plateau caussenard qui surplombe la dépression de la vallée du ruisseau de Rignac. Elle est située à la sortie Ouest de Gramat en arrière de la zone artisanale des vieilles vignes. Elle n'accueille aucune urbanisation ni bâtiment agricole.

Carte 2 : Carte de situation au 20 000ème



L'ensemble de la surface était en Zone ND du POS de la commune de Rignac. Ce document est aujourd'hui caduc et la commune est soumise au règlement national d'urbanisme. Un PLUi-H est toutefois en cours d'élaboration à l'échelle de la Communauté de communes Cauvaldor.

La surface totale de la zone atteint 21,42 ha. Elle est composée d'une vaste prairie naturelle piquet d'arbres isolés ou en alignement correspondant à des anciennes haies. L'ensemble est délimité par des haies et des murets et longé au sud et à l'ouest par un chemin rural. La zone est en légère pente vers le Sud et une doline bien marquée est présente dans le cadran sud-ouest.

Carte 3 Situation cadastrale

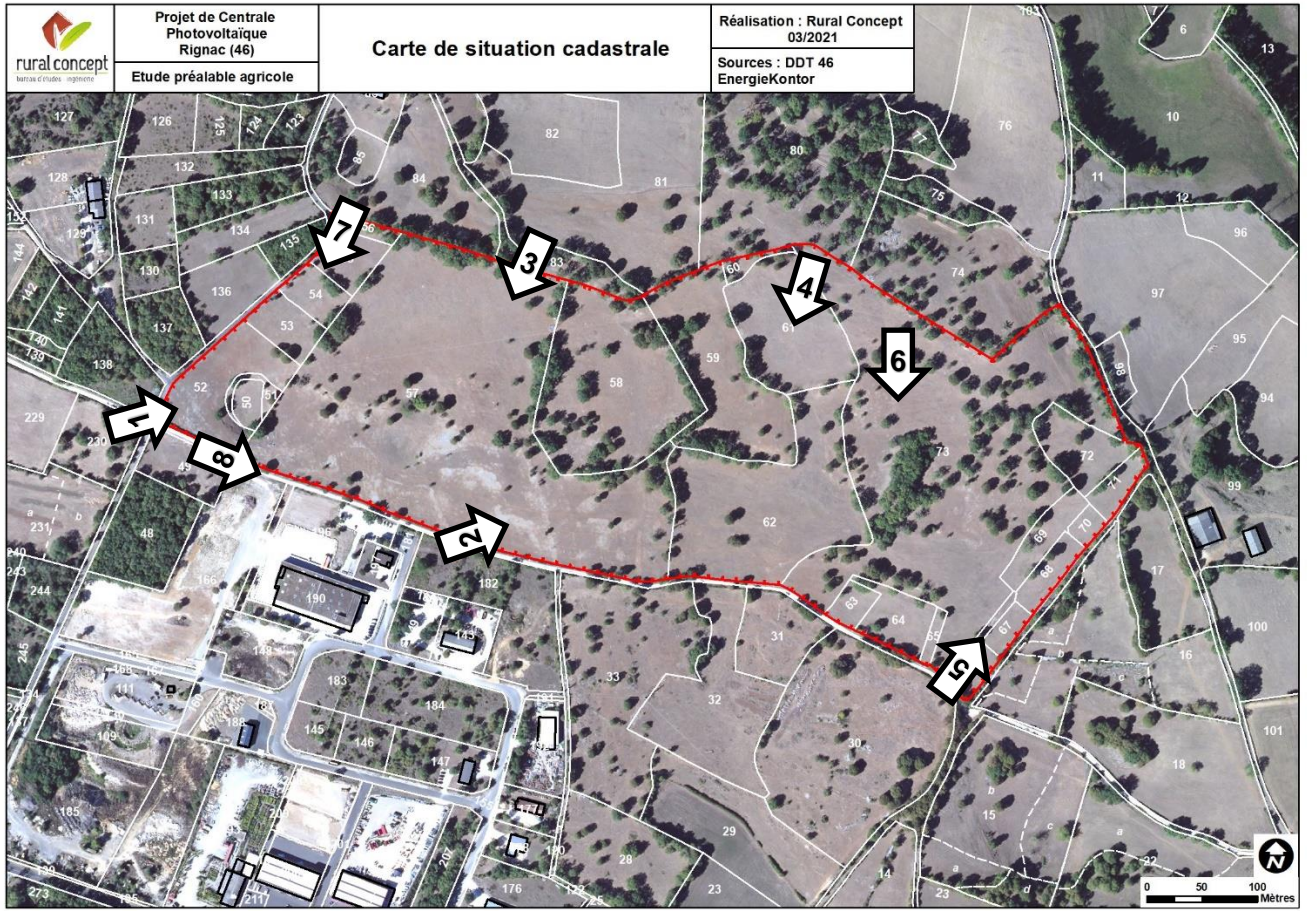


Photo 1 : Panoramique depuis le sud-ouest (Rural Concept – SD 2021 ©)



Photo 2 : Panoramique depuis le sud (Rural Concept – SD 2021 ©)



Photo 3 : Panoramique depuis le Nord (Rural Concept – SD 2021 ©)



Photo 4 : Vue depuis le Nord Est (RC – SD 2021 ©)



Photo 6 : Vue depuis le nord-est (RC – SD 2021 ©)



Photo 8 : Vue du chemin au Sud (RC – SD 2021 ©)



Photo 5 : Vue de la bordure sud-est (RC - SD 2021 ©)



Photo 7 : Vue de la bordure nord-ouest (RC - SD 2021 ©)



Photo 9 : Brebis au pâturage sur la zone (RC - SD 2021 ©)



2.1.2. Le projet de centrale solaire photovoltaïque – Source EnergieKontor

2.1.2.1. Caractéristiques générales du projet photovoltaïque

Caractéristiques	Données
<i>Emprise du projet</i>	21,42 ha
<i>Emprise piste / longueur piste</i>	Linéaire piste lourde : 1 325 ml ; Linéaire Piste Légère: 1 065 ml
<i>Linéaire cloture</i>	2 210 ml (clôture surélevée ou passage à faune)
<i>Surface de panneaux</i>	8.2 ha
<i>Nombre de panneaux</i>	32 022 unités
<i>Les tables</i>	3V27 (364 unités), 3V18 (31 unités) et 3V9 (32 unités)
<i>Puissance crête installée</i>	17,45 MWc (24,200 MWc projetée avant évitement)
<i>Types de panneaux solaires</i>	Technologie monocristalline
<i>Typologie des structures de support</i>	Bipieux en acier galvanisé avec une protection à la corrosion des pannes et arbalétriers en zinc-magnésium à minima ZM310
<i>Production annuelle totale attendue</i>	22 877 MWh/an (1311kWh/kWc/an, source PVsyst)
<i>Equivalent nombre de foyers</i>	4 796 (le calcul s'appuie sur les données de la Commission de Régulation de l'Energie, à savoir une consommation moyenne de 4 770 kWh pour un foyer français en 2018).
<i>Raccordement au réseau</i>	Poste source de Rignac à env. 500 ml

2.1.2.2. Caractéristiques techniques projetées du projet

Les modules choisis pour le projet sont de type silicium monocristallin bifacial. La conception du projet a été faite sur la base d'un panneau de 545Wc, permettant d'obtenir une puissance de 17.45 MWc pour l'ensemble du parc photovoltaïque. Ce type de module est en effet pressenti pour la mise en oeuvre et correspond au module usuellement disponible chez la plupart des fabricants.

Caractéristiques techniques du module pressenti	
Nombre	32022
Puissance Unitaire	545 Wc
Longueur	2285 mm
Largeur	1134 mm
Epaisseur	35 mm
Poids	31.6 kg

2.1.2.3. Caractéristiques des modules

Les structures

Les modules photovoltaïques seront installés sur des structures fixe, en acier galvanisé, formant des tables. Ces structures sont dimensionnées pour résister aux contraintes environnementales (neige, vent, glace). Elles s'adaptent aux pentes et/ou aux irrégularités du terrain, de manière à limiter au maximum tout terrassement.

Elles seront orientées vers le sud avec une inclinaison de 15°. Le site comportera 364 tables 3V27 (3 rangées de 27 panneaux disposés au format portrait), 31 tables 3V18 (3 rangées de 18 panneaux disposés au format portrait) et 32 tables 3V9 (3 rangées de 9 panneaux disposés au format portrait).

Le type d'ancrage sera défini en fonction de la nature du terrain. La fixation des tables se fera par le biais de pieux battus dans le sol lorsque cela est possible. En cas de refus, un pré-forage sera réalisé avant le battage des pieux.

La hauteur des tables sera limitée à environ 2.8m, ce qui facilite l'intégration du projet au niveau visuel, tout en optimisant la puissance installée.

Les structures fixes sont en acier galvanisé et se composent de rails de support fixés sur des pieux.

Le point bas des tables se trouvent en général à 0.8m au-dessus du sol, dans le cas de ce projet, cette hauteur a été relevée pour atteindre 1m. Ce choix a été fait en concertation avec la Chambre d'Agriculture du Lot afin de s'assurer du bien-être animal des ovins (BMC) présents sur le site. Cela permet aussi de garantir la présence de lumière diffuse à la végétation tout en assurant une ventilation naturelle des modules suffisante. L'espacement entre les tables de plus de 3.8m permet le passage d'un engin mécanique pour l'entretien mécanique des refus ; ainsi qu'un réensemencement si nécessaire.

Figure 1 : Coupes des tables

Configuration de table: 3V27 - 15° - 10.50m

Echelle : 1/200

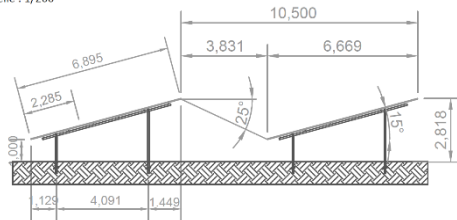


Table 3V18

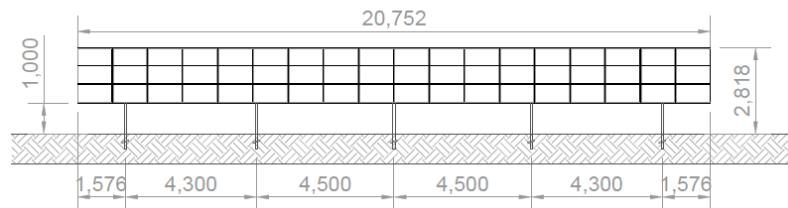
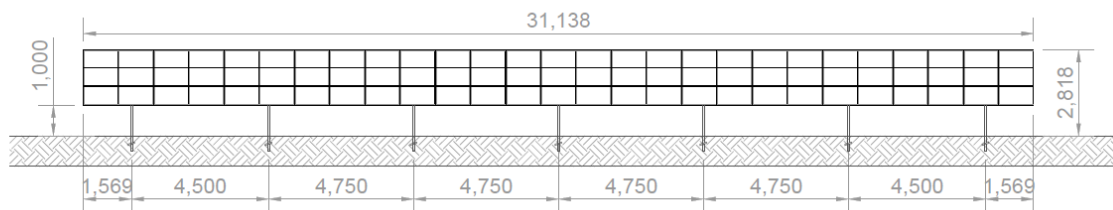


Table 3V27



Les onduleurs

Les onduleurs transforment le courant continu produit par les modules en courant alternatif. Ces matériels répondent aux normes électriques en vigueur (C15-100 et C13-200 notamment).

On distingue deux catégories d'onduleurs, les onduleurs strings et les onduleurs centraux. Le choix entre ces deux technologies prend en compte : la puissance installée, les spécificités du site ainsi que les conditions d'exploitation et de maintenance.

A ce stade du projet, les onduleurs strings sont privilégiés. Ces onduleurs sont situés sous les tables et ainsi ne consomment pas d'espace.

Les locaux techniques

Le parc photovoltaïque au sol sera équipé de 7 locaux techniques comprenant 6 postes de transformation et 1 poste de livraison.

Les dimensions prévues des locaux techniques sont de 6.2m x 2.6m x 2.65m, pour une surface de 16.12 m². Ils seront posés sur un lit de sable. Un bardage en bois non traité sera installé sur les postes en bordure de chemin, ce qui permettra une intégration paysagère du poste.

Le transformateur est adapté de façon à relever la tension de sortie requise au niveau du poste de livraison en vue de l'injection sur le réseau électrique (HTA).

Le cas échéant et afin de prévenir de tout risque de pollution par déversement accidentel, ces locaux techniques disposent d'un bac de rétention permettant de récupérer l'huile contenue dans le transformateur. Ce bac situé sous le transformateur, récupère la totalité du volume d'huile du transformateur.

La puissance totale du site étant supérieure à 250 kWc, le raccordement devra se faire en Haute Tension (HTA), via l'installation d'un poste de livraison. Le poste de livraison constitue l'interface physique et juridique entre l'installation et le réseau public de distribution de l'électricité. Il est l'endroit où l'électricité produite par les modules photovoltaïques subit les contrôles obligatoires avant d'être envoyée sur le réseau d'ENEDIS. C'est également le point de comptage de l'électricité produite par la centrale et qui sera injectée dans le réseau public.

Les voies d'accès et de circulation

L'accès au site se fera via la D840 puis par le chemin d'accès au lieu-dit Dongay.

Des pistes internes seront mises en place afin de faciliter l'accès aux différents locaux techniques ainsi que permettre la circulation au sein du parc pour en assurer le fonctionnement (maintenance, entretiens).

Deux types de pistes seront mise en place sur ce site. En effet on retrouve des pistes lourdes d'une largeur de 5m (renforcée pour résister au poids des camions de transport et des grues) ainsi que des pistes légères d'une largeur de 5m également.

Ces pistes seront créées à partir de matériaux naturels (ou recyclés si possible) et leur rayon de courbure sera suffisant pour permettre un accès aux engins de chantier ainsi qu'au SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours) pour une intervention éventuelle. Ces pistes ne seront donc pas imperméabilisées.

Les pistes d'accès seront empierrées par ajout de grave compactée par couches pour supporter le poids des engins ainsi que respecter les préconisations SDIS (force portante de 160 kilo-Newtons avec un maximum de 90 kilo-Newtons par essieu). Ces surfaces ne seront donc pas imperméabilisées.

L'espacement entre les rangées de tables permettra également la circulation des engins de maintenance et d'entretien.

2 portails d'accès (un au Sud-Ouest et un au Sud-Est) permettent aux brebis d'accéder au site de part et d'autre du parc photovoltaïque Dongay.

Les clôtures et la sécurité

La centrale photovoltaïque sera ceinturée par un grillage d'une hauteur de 2 mètres en acier galvanisé en finition mate à maille large. L'objectif de cette clôture est d'interdire tout accès au public, notamment pour des raisons de sécurité (présence d'électricité) et de prévention des vols et des détériorations.

Cette clôture permettra également d'éviter que les grands mammifères ne pénètrent dans la centrale ; elle permettra néanmoins le passage de la petite faune et de la faune de taille moyenne via des passages aménagés.

Le portail est dimensionné de façon à permettre l'accès à la centrale par les services de défense contre les incendies.

Le site fera l'objet d'un gardiennage à distance. Un système de caméras sera installé sur le site, ce qui permettra de mettre en œuvre un système de « levée de doutes ». Des caméras infrarouges, ainsi qu'un système de détecteur anti-intrusion sont prévus sur l'ensemble du parc photovoltaïque.

Deux réserves d'eau artificielle seront mises en place à l'Est et à l'Ouest du parc photovoltaïque.

Les caractéristiques techniques du type de réserve incendie envisagé sont les suivantes :

Caractéristiques techniques de chaque réserve incendie	
Longueur	10 m
Largeur	6 m
Hauteur	1m
Volume d'eau contenu	60 m ³

Une clôture amovible est mise à disposition pour permettre un pastoralisme tournant à l'intérieur du parc. Les 3 abreuvoirs projetés sont protégés des courants de fuite. Les câbles sous les panneaux sont protégés mécaniquement.

Le raccordement au réseau électrique

Le raccordement au réseau électrique national sera réalisé sous une tension de 20 000 Volts depuis le poste de livraison de la centrale photovoltaïque. Le tracé exact ne sera connu qu'une fois la Proposition Technique et Financière (PTF) réalisée par ENEDIS. La PTF ne pourra être réalisée qu'une fois le permis de construire obtenu.

Une pré-étude de raccordement a été effectuée par ENEDIS afin de déterminer la faisabilité technique du raccordement au poste source. Celui-ci se trouve à 800m et son accès se fait directement depuis le chemin longeant le site.

La solution pressentie pour le raccordement au poste source est la façon suivante, retour PRAC numéro SDO-RP-2020-001413 en date du 15/02/2021 :

Carte 4 : Tracé prévisionnel du raccordement au poste source

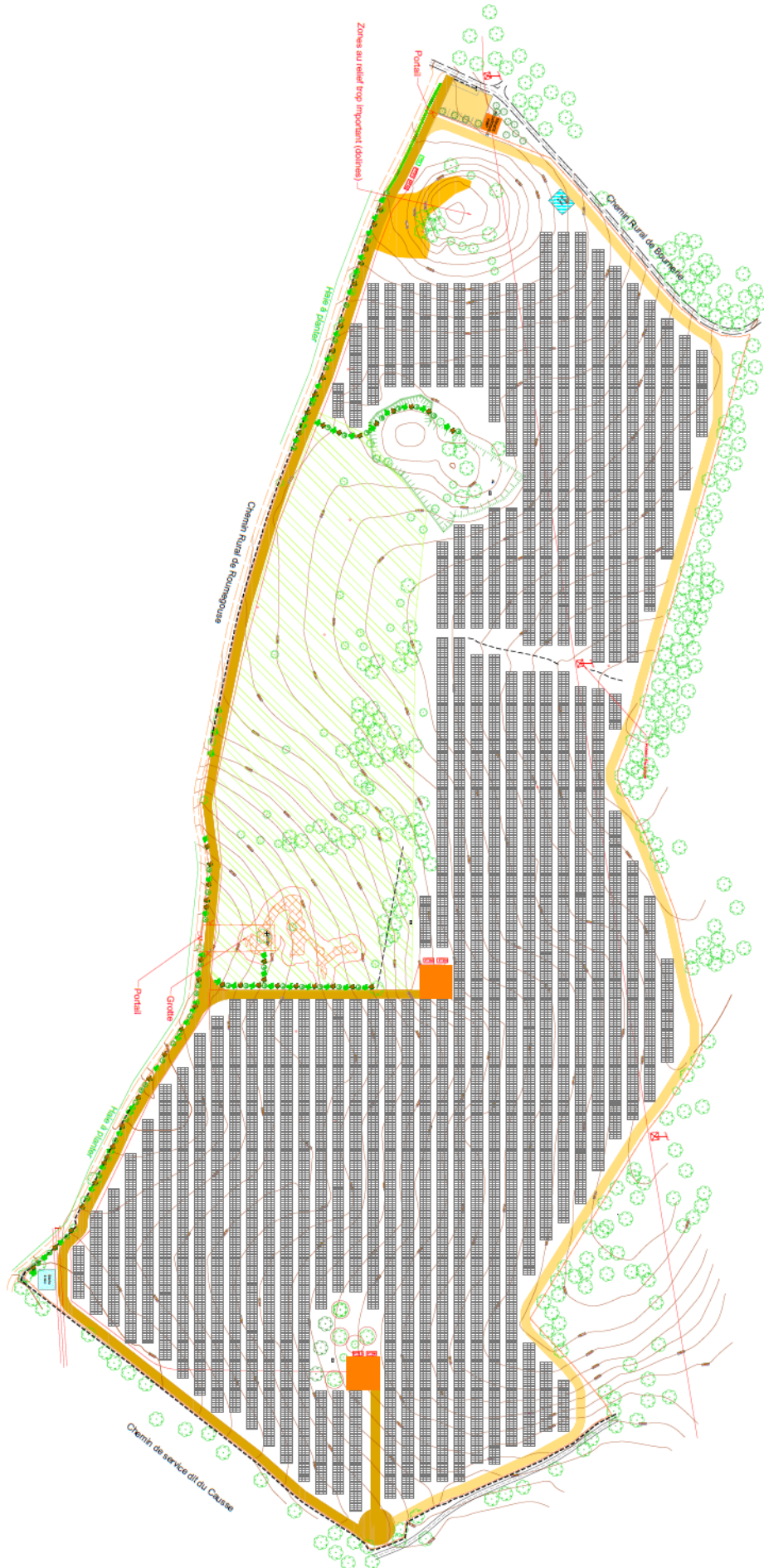


4. Solution de raccordement – Résultats des études

4.1. Tracé prévisionnel de la solution de raccordement

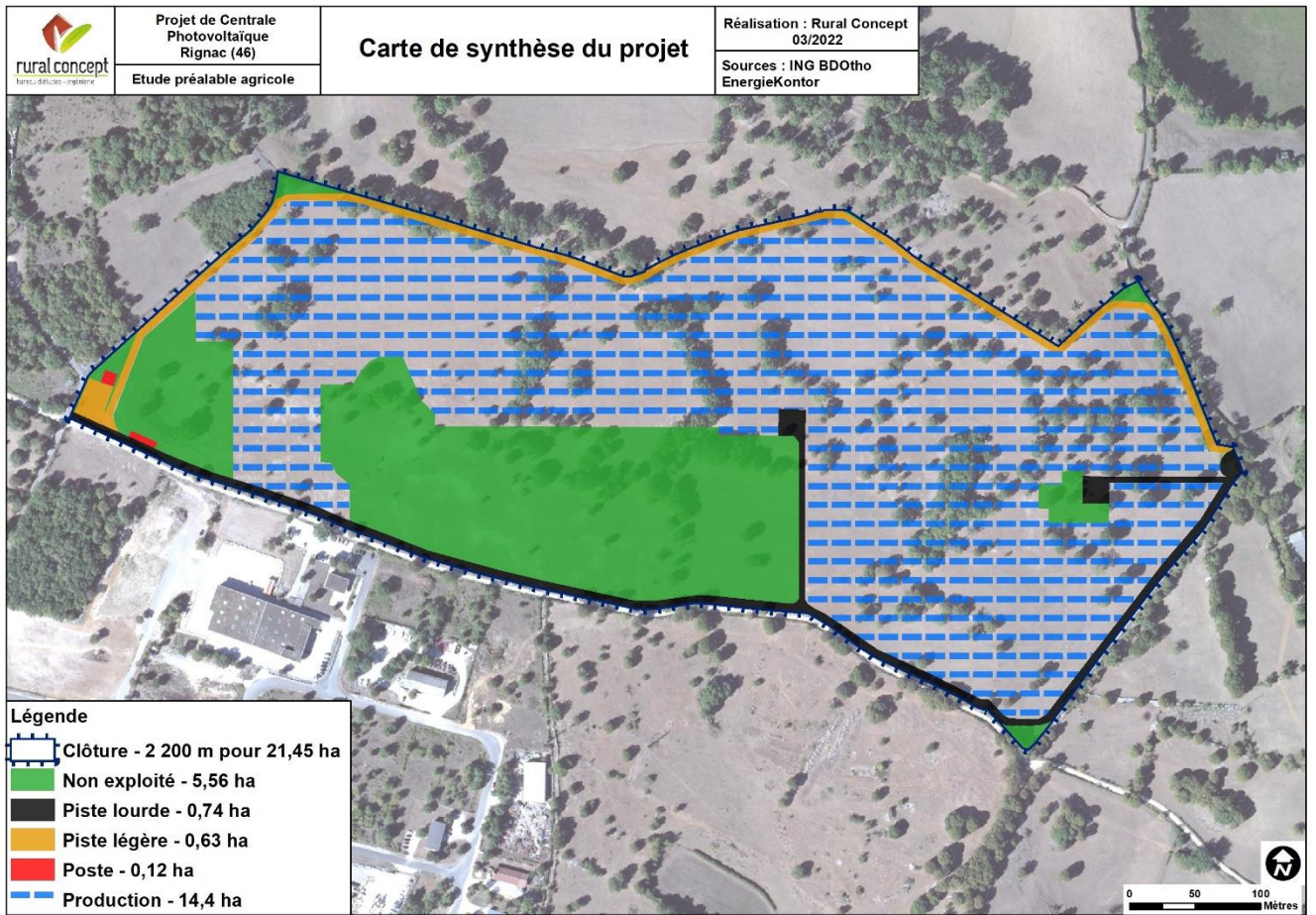


Carte 5 : Plan de calepinage (Source : EnergieKontor).



2.1.2.4. Synthèse du projet

Carte 6 : Carte de synthèse du projet (Source : EnergieKontor).



2.2. Analyse de l'état initial de l'économie agricole

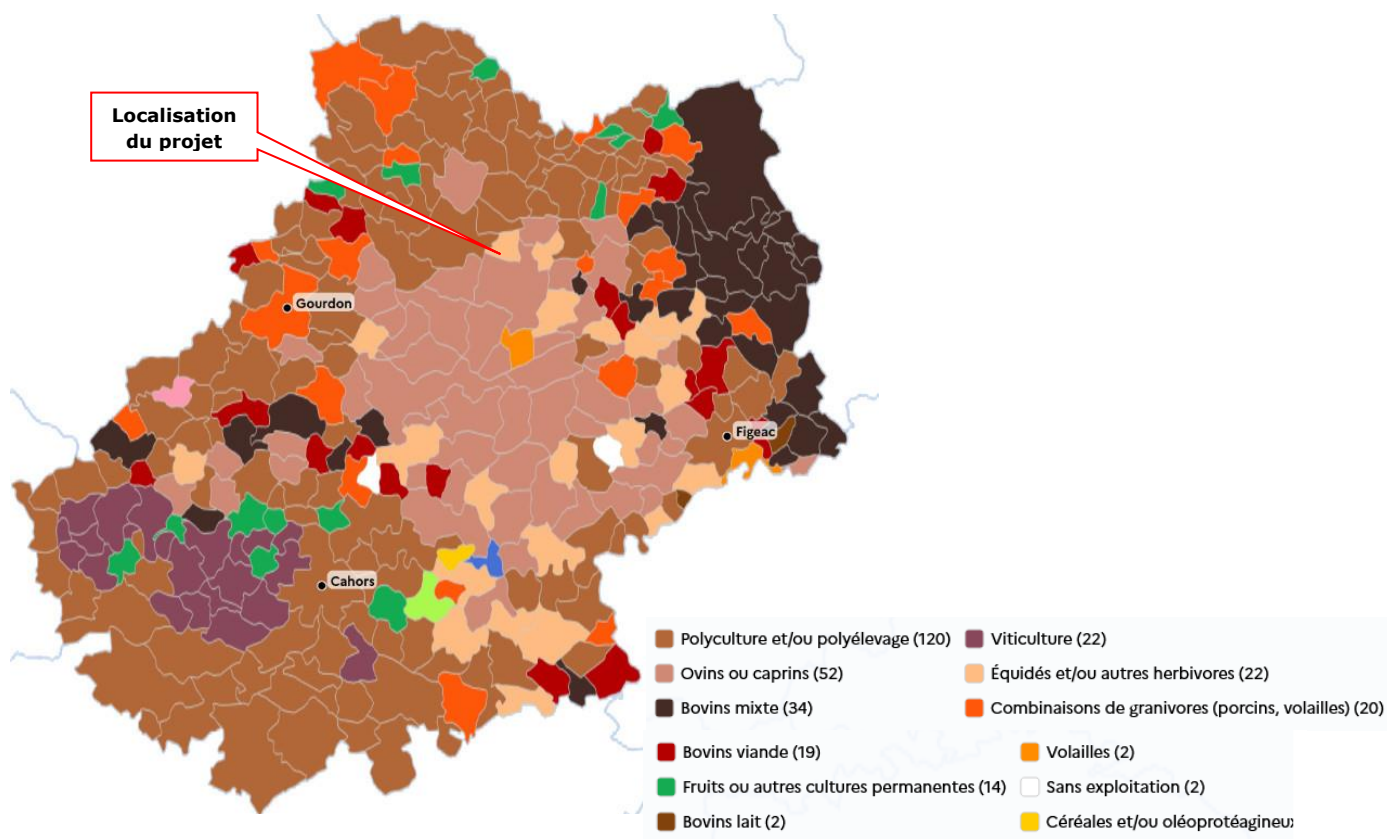
2.2.1. Contexte général (régional et départemental)

Le département du Lot compte, en 2020, 3 916 exploitations agricoles. Ce chiffre est en diminution de -23% depuis 2010 soit une disparition de près de 120 exploitations par an. Ces entreprises agricoles représentent plus de 4 100 équivalents temps plein uniquement pour les exploitants et plus 1000 emplois salariés dont d'1/3 sont des saisonniers ou occasionnels.

La superficie agricole utilisée (SAU) est de 218 204 ha¹. Cette surface exploitée, basée sur des recensements, a tendance à bien se maintenir depuis 2000 mais ces chiffres cachent une réelle érosion de l'espace agricole liée à l'urbanisation ou à l'abandon de certains terrains les moins productifs. L'agriculture valorise ainsi plus de 40% du territoire départemental mais avec une assez grande variabilité selon les zones géographiques. Les contextes géographiques et pédoclimatiques sont en effet parfois peu propices à la production agricole (le département du Lot est classé en totalité en zone défavorisée). Ainsi la proportion de terre arable dans l'assolement est de moins de 40% et le taux d'occupation par l'agriculture est inférieur de -15% à celui de l'ancienne région Midi-Pyrénées (55% en moyenne).

Les ¾ des exploitations sont orientées vers une diversité d'élevages et 80% de la SAU sont consacrés aux productions fourragères. Les productions végétales sont elles aussi très variables selon les régions et les filières en place. Les démarches de qualités (AOP, IGP, Label Rouge) sont nombreuses dans tous les types de productions et concernent plus d'une exploitation sur 3 et 23% des exploitations sont en circuit court dont 860 exploitations qui pratiquent la vente directe (1/3 en viticulture).

Carte 7 : Orientation technico-économique des communes du Lot en 2020 (Source : Agreste).



¹ RGA 2020 - Agreste

La grande diversité des productions est très intimement liée à la large variabilité des contextes géographiques et pédoclimatiques. Le département est en effet composé de 7 petites régions dont certaines sont très différentes :

- **La Bouriane** : C'est le prolongement lotois du Périgord Noir. Le sous-sol est composé de marnes et calcaires du jurassique et du crétacé partiellement recouverts de dépôts argilo-sableux, voire graveleux du tertiaire. Les bois occupent près de 60% de l'espace. Les surfaces exploitées se concentrent dans les fonds des vallées et, de manière plus parsemée, sur les plateaux sous forme de clairières agricoles. Les productions y sont très diversifiées et en particulier en élevage avec une présence assez notable de bovins viande ou lait et des ovins relativement bien représentés.
- **Le Causse** : Le terme de Causse est souvent utilisé au pluriel car on peut distinguer plusieurs entités aux caractéristiques relativement distinctes : le Causse de Martel (au nord de la Dordogne), le Causse de Gramat (entre la Dordogne et le Célé, zone où se situe le projet), le Causse de Saint-Chels (entre Lot et Célé) et le Causse de Limogne (au Sud du Lot). Le sous-sol des causses est constitué principalement par des calcaires du Jurassique qui supportent localement des formations superficielles, ce qui donne un caractère propre à chaque causse. Le paysage des plateaux se caractérise par une alternance de vastes zones boisées et de zones de landes et de pelouses ponctuées par quelques prairies ou cultures de céréales. Malgré les contraintes topographiques et pédologiques fortes, près de la moitié de la surface, boisée ou non, est valorisée par l'agriculture et en particulier par le pâturage. C'est le domaine de l'élevage ovin viande conduit en extensif et en particulier de la race Causse du Lot. Cette région regroupe en effet près de 65% de l'ensemble du cheptel lotois. D'autres élevages comme les caprins avec la production de Rocamadour, de bovins viandes ou de palmipèdes sont également présents.
- **Le Limargue** : Sur ce territoire, délimité par les causses du Quercy à l'Ouest et du Ségala à l'Est, l'érosion a entièrement décapé la couverture calcaire du Jurassique, laissant apparaître les sédiments plus anciens du Lias : marnes imperméables et calcaires gréseux. Dans cette frange, le relief est globalement doux. Les prairies bocagères occupent une large part de l'espace agricole qui est très présent. Les espaces ouverts couvrent en effet plus de 60% du territoire. Il s'agit de la petite région la moins boisée du département. Dans ce secteur de transition, l'élevage est très présent avec une certaine diversité de production et notamment un cheptel ovin assez conséquent.
- **Le Quercy Blanc** : Au Sud du Lot, c'est le domaine des plateaux de calcaires lacustres. Ce secteur se caractérise par des plateaux aux rebords abrupts découpés par des vallées principales et secondaires. Les coteaux appelées Serres s'étirent alors en lanières étroites et ramifiées entre ces vallées. Ils offrent un potentiel agronomique relativement faible et ne sont que partiellement utilisés par l'agriculture. Ces calcaires reposent sur des marnes qui deviennent apparentes sur les versants des vallées. L'agriculture y est alors nettement plus dominante notamment sous la forme de vastes parcelles homogènes et la présence de retenues d'eau dans les vallées secondaires. Les espaces ouverts occupent plus de la moitié de la surface totale de cette région. Les productions sont ainsi principalement orientées vers les grandes cultures (céréales, oléo-protéagineux) mais également sur l'arboriculture, la

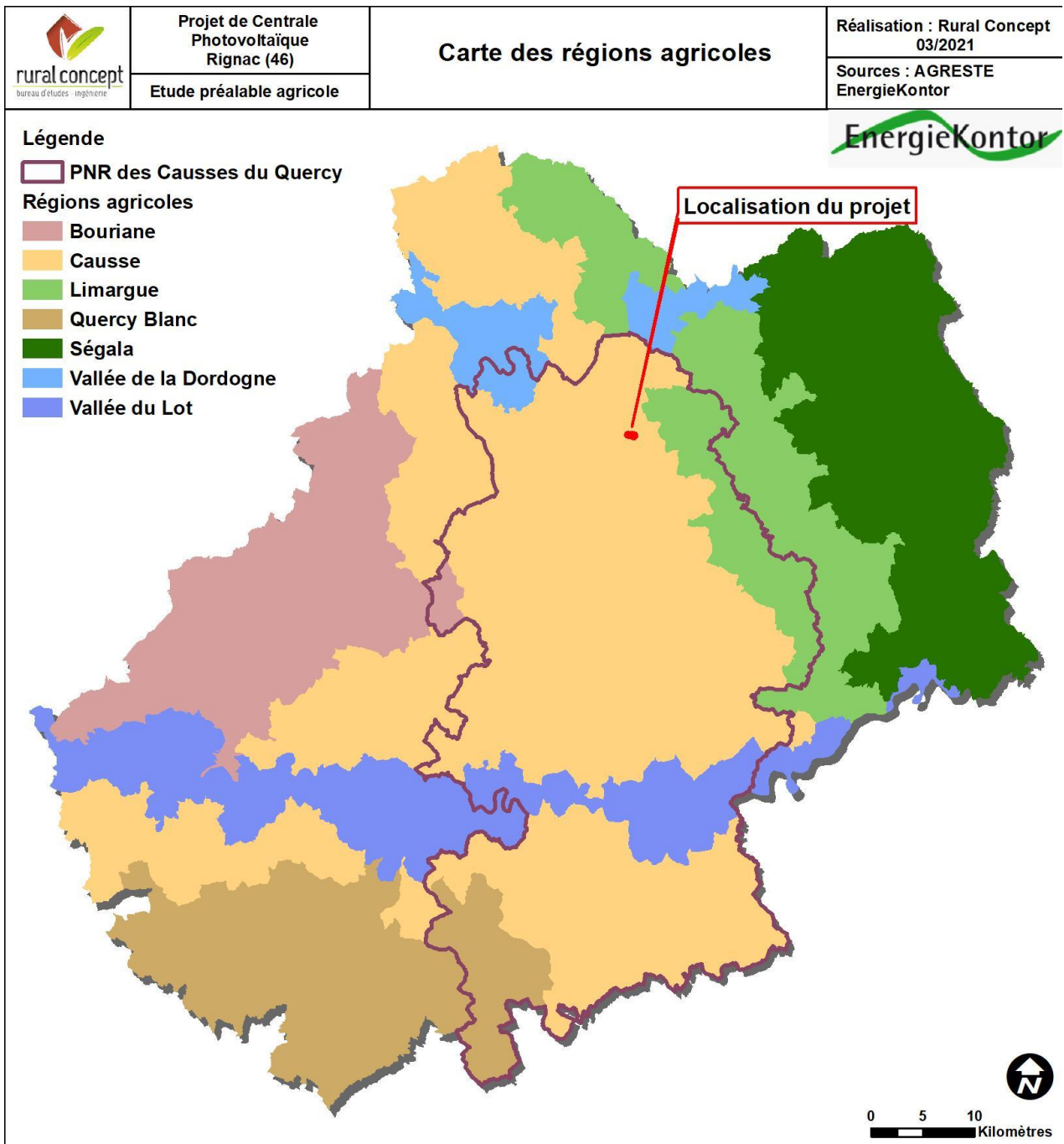
viticulture (Coteaux du Quercy) et les fruits (prune, melon). L'élevage y est toutefois bien représenté et assez diversifié avec notamment des troupeaux de bovins lait et surtout viande.

- **Le Ségala** : C'est le prolongement quercynois du Massif Central qui se caractérise par un sous-sol composé de roches métamorphiques et granitiques. La pluviométrie importante (près de 1000 mm d'eau en moyenne par an) conjuguée au sous-sol cristallin et imperméable entraîne la présence de nombreux cours d'eau qui ont formé de profondes vallées en V, aux versants pentus et aux fonds très humides. Le paysage est complété par des plateaux agricoles principalement occupés par des prairies et par quelques zones de cultures fourragères (maïs ensilage). Les milieux ouverts occupent ainsi 55% du territoire. C'est le domaine de l'élevage bovin, viande principalement et lait dans une moindre mesure. Les ovins sont peu représentés.
- **La vallée de la Dordogne** : Au Nord du Lot, la rivière Dordogne a érodé les différents types de terrains, créant une zone de plaine plus ou moins large. On y retrouve des terrasses étagées, généralement localisées dans les méandres, supportant des alluvions fertiles. Le paysage offre ainsi un fort contraste entre une plaine très agricole et localement urbanisée et les vastes versants très pentus ainsi que les bords de plateaux tous deux fortement boisés. La forêt occupe en effet les 2/3 de l'espace de cette région. L'activité agricole est intimement liée à ces différents potentiels de production. Ainsi, dans la plaine on retrouve une grande diversité de productions végétales (grandes cultures, légumes, fruits, noix) alors que dans les zones périphériques, on retrouve les caractéristiques des exploitations caussenardes avec une forte proportion de prairies et surtout de parcours souvent boisés. Le nombre total de troupeaux et en particulier d'ovins reste tout de même assez limité
- **La vallée du Lot** : Dans sa partie en amont de Cahors, elle a découpé les calcaires jurassiques créant une vallée en U avec une plaine relativement large bordée de falaises ou de versants très abrupts et fortement boisés. Plus en aval les falaises sont rares mais les versants sont tout de même très marqués parfois uniquement composés d'éboulis (cévennes). La forêt ainsi la moitié de la surface de cette région. Les espaces agricoles se concentrent essentiellement dans la plaine. Si sur la partie amont les productions sont relativement diversifiées (grandes cultures, cultures fourragères, tabac, légumes), la vallée en aval est le berceau du vin de Cahors. La vigne est en effet omniprésente dans ce secteur, complétée par quelques prairies, cultures et vergers de noyers. L'élevage est assez peu représenté tout au long de la vallée

Les principales filières s'organisent autour de productions animales phares : agneau, palmipèdes, fromage de chèvre, bovins viande (broutards et veau sous la mère), mais aussi d'une assez grande diversité de productions végétales : vin, noix, fruits (fraises, melon, raisins, prunes), légumes (asperges, maraichage), production de semences et grandes cultures.

L'industrie agroalimentaire a un poids certain dans l'économie locale. Elle regroupe près de 150 entreprises et emploie près de 3 000 personnes. Du petit artisan aux entreprises internationales, le secteur est diversifié.

Carte 8 : Carte des petites régions agricoles du Lot (Source : Agreste).

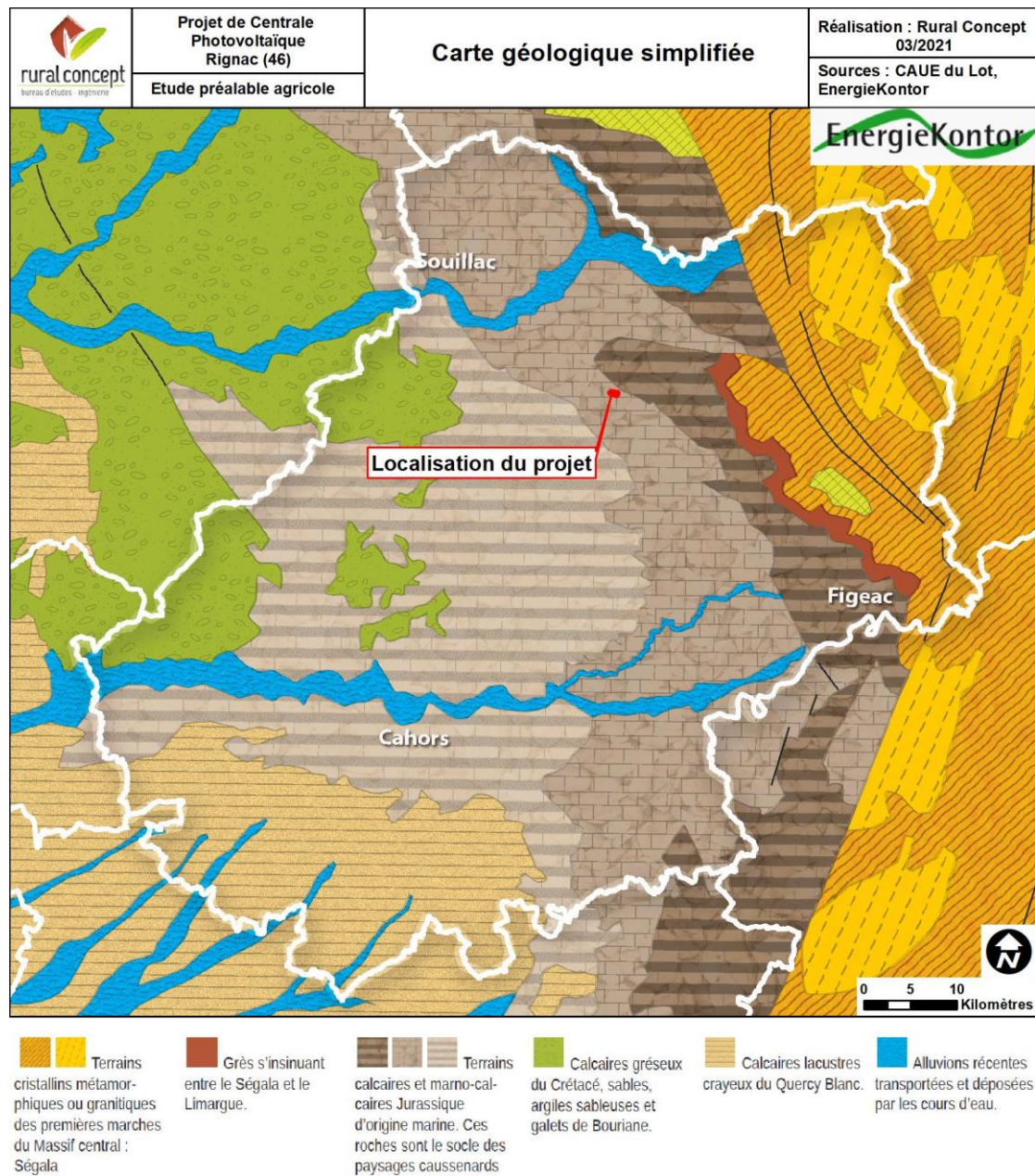


2.2.2. 2.2.2. Caractéristiques agricoles locales du territoire de proximité

Le site du projet est situé au Nord du Causse de Gramat en limite avec la bande de Limargue qui déborde dans le causse et qui est délimitée au nord par la faille de Padirac. L'agriculture est localement dominée par les influences de ces 2 régions naturelles très imbriquées dans ce secteur : les élevages ovins viande et caprins lait qui domine les zones de causses et des productions plus diversifiées avec notamment davantage de bovins et des noyeraies dans la zone de Limargue.

2.2.2.1. Le cadre géologique et pédologique

Carte 9 : Carte géologique simplifiée (Source : CAUE du Lot)



Afin de prendre en compte les caractéristiques technico-économiques de l'agriculture du territoire concerné, une zone d'étude élargie a été déterminée autour du site. Ce territoire de proximité a été déterminé en prenant ces 2 entités géographiques. Il inclut donc les communes du Nord de Causse de Gramat jusqu'à la limite de la forêt de la Braunhie et de la vallée du Céou au Sud et jusqu'à la vallée de la Dordogne au Nord. Afin de prendre en compte le secteur de limargue proche il inclut également les communes les plus proches du causse dans cette zone. Cette zone de 560 km² permet ainsi d'intégrer à la fois la diversité des productions réalisées dans le limargue et celles plus spécialisées du plateau caussenard.

Le secteur de Causses est composé de formations calcaires du Jurassique. Sur ce socle sédimentaire dense, les phénomènes d'érosion n'ont souvent permis qu'un développement limité et discontinu de sols qui ont tendance à être très argileux et caillouteux et des sols argileux rouges plus profonds dans les dépressions. Le relief y est généralement doux mais les quelques cours d'eau qui traversent ce causse ont entaillé des vallées profondes et encaissées, voire des canyons comme celui de l'Alzou tout proche du site.

La partie qui se trouve au sud de la faille de Padirac et qui s'étend jusqu'à la zone du projet en a été surélevée. L'érosion a entièrement décapé sa couverture calcaire du Jurassique, laissant apparaître les sédiments plus anciens du Lias : marnes imperméables et calcaires gréseux. Ces dépôts alluviaux se mêlent aux argiles de décalcification des calcaires et forment des sols argilo-marneux, épais, souvent fertiles et résistants à la sécheresse. Le réseau hydrographique y est plus dense que sur les causes et le relief plus tournant avec des collines de pentes faibles ou moyennes.

2.2.2.2. L'agriculture du territoire

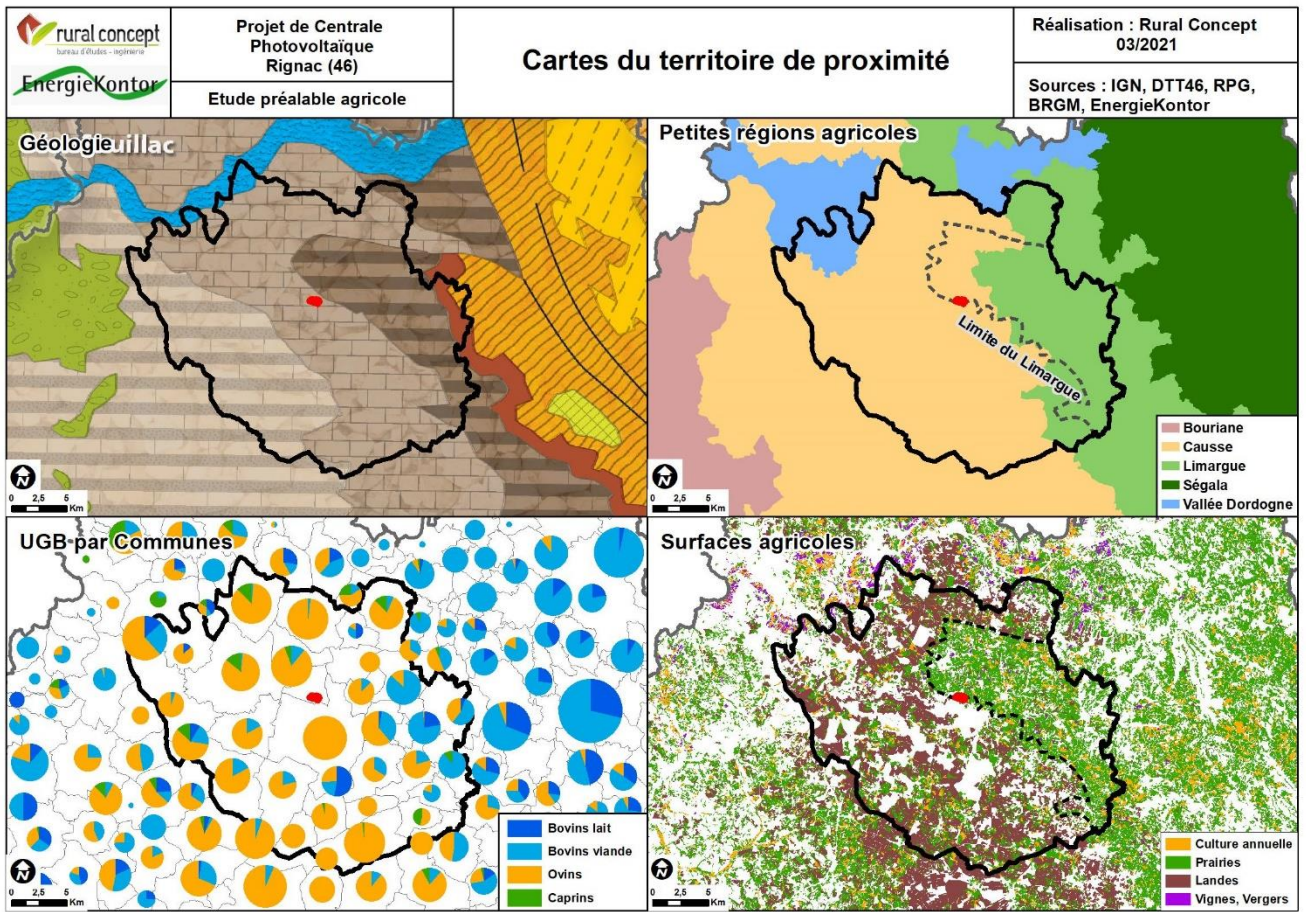
Cette dualité de terroirs offre à l'activité agricole un potentiel assez hétérogène avec des contraintes pédologiques et topographique qui peuvent être fortes. La valorisation par l'agriculture est ainsi très différente dans ce territoire.

Le causse est le secteur privilégié de l'élevage d'ovins viande conduits en extensif. Les exploitations sont souvent de grande taille avec de vastes zones de landes et de parcours souvent fermés. Le paysage y est en effet dominé par les boisements. L'agriculture valorise un peu plus de 60% de l'espace avec une forte proportion de landes qui représentent 61% de la surface agricole. Du fait notamment du très faible potentiel agronomique des terrains, une assez grande partie de la surface n'est donc pas exploitée.

Dans la franche Est, le paysage est plus vallonné mais surtout beaucoup plus ouvert. Le Limargue se caractérise en effet par de vastes bocages où les prairies temporaires dominent. L'agriculture exploite de manière plus forte ces terroirs qui offre un meilleur potentiel avec un taux d'utilisation supérieur à 70% du territoire. Les productions sont ainsi plus diverses avec notamment des nombreux élevages bovins viandes et des ateliers caprins. Dans cette région les productions végétales sont également plus présentes et en particulier les vergers de noyers qui couvrent près de 280 ha sur ce secteur.

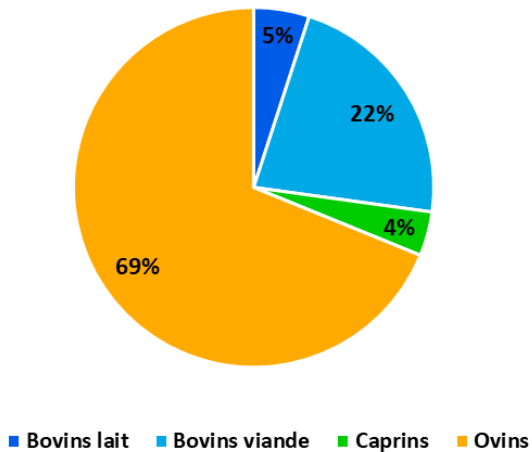
A l'échelle de ce territoire, ce sont toutefois les ovins qui dominent les élevages de ruminant avec près de 70% des unités gros bétails. L'activité est complétée par des ateliers de types hors-sol qui ne sont pas spécifiquement liés à un type de terroir et notamment les élevages de palmipèdes gras, soutenus par une filière locale dynamique (La Quercynoise).

Carte 10 : Cartes du territoire de proximité



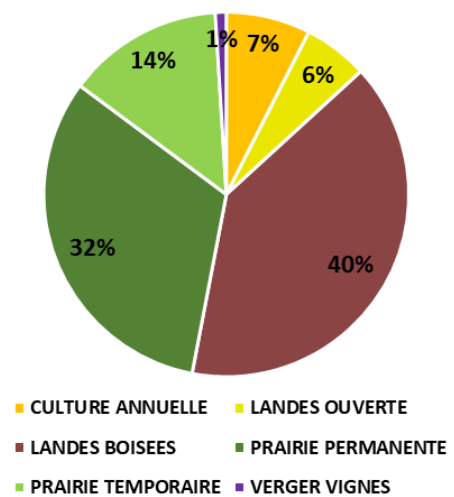
Graphique 1 : Répartition des UGB ruminants du territoire

Répartition des UGB ruminants du territoire



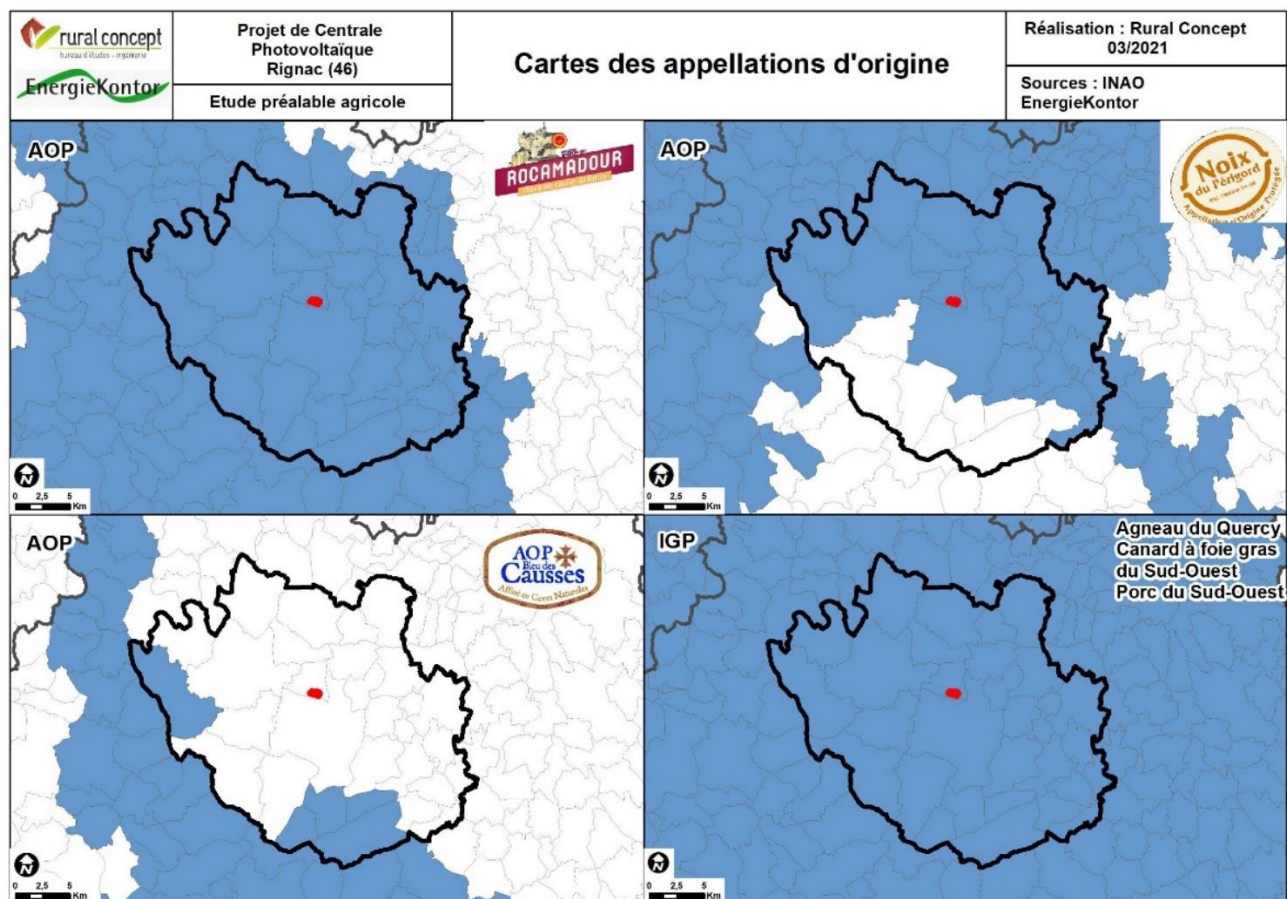
Répartition par types de cultures

Répartition par types de cultures



Ces filières agricoles s'inscrivent le plus souvent dans des démarches de qualité avec des productions phares comme le Rocamadour, l'agneau fermier du Quercy ou la Noix du Périgord. Ce territoire est concerné tout ou partie par 3 zones d'appellation origine protégée (AOP) et de 16 zones d'indication géographique protégée (IGP). Ces appellations d'origines sont complétées par des signes de qualités tels que les Labels Rouges Agneau fermier du Quercy, Bœuf Limousin, Blond d'Aquitaine, Veau Fermier Elevé Sous La Mère.

Carte 11 : Cartes des appellations d'origine



En 2020, 375 exploitations agricoles ont été recensées sur ce territoire. Un tiers des exploitations ont disparues entre 2010 et 2020 soit une diminution de 15 entreprises par an sur la période. Parmi les restantes, seulement 136 sont considérées comme moyennes ou grandes, celles dont la production brute standard (chiffre d'affaire théorique) est supérieur à 100 000 euros par an. De plus, l'âge moyen de ces agriculteurs reste très élevé, 2/3 des exploitants du lot ont plus de 50 ans. Cela représente en un peu plus de 500 équivalent temps plein uniquement pour la production primaire.

L'agriculture biologique est en net développement avec 47 producteurs et 6 transformateurs sur l'ensemble de la zone pour près de 1 200 ha cultivés en AB soit environ 3% de la SAU (sources agence bio 2019).

2.2.2.3. Les filières agricoles concernées

La filière ovins viande :

Avec près de 200 000 brebis nourrices réparties dans 800 troupeaux (BDNI), le Lot est le premier département d'Occitanie et le deuxième au niveau national pour l'élevage ovin viande. L'élevage est orienté vers la production d'agneaux lourds de bergerie, valorisés par les Labels Rouges « Agneau Fermier du Quercy » et « Agneau Fermier des Pays d'Oc ». La filière ovine a un poids économique conséquent dans le Lot : elle génère un produit de plus de 20 millions d'euros, soit 5,2 % du produit agricole départemental.

Les éleveurs ovins sont accompagnés sur les plans technique et économique par les organisations de producteurs et la Chambre d'Agriculture du Lot. Les 3 organisations du département regroupent 80 % des éleveurs ovins lotois. Il s'agit de 2 organisations commerciales : CAPEL (Coopérative Agricole des Productions et Elevages du Lot) et GEOC (Groupement d'Elevage Ovin Caussenard); et d'une non commerciale : ELVEA 46 (Association d'éleveurs).

La filière dispose de 2 outils d'abattage : un multi-espèces à Saint-Céré et surtout un spécialisé en ovin à Gramat, avec atelier de découpe, en plein cœur du bassin de production ovin du département. En 2016, ce sont 239 977 agneaux et 26 556 brebis qui ont été abattus à Gramat, soit une production de 4 958 tonnes de viande ovine. Il est complété d'un atelier de découpe où sont transformés 2000 T de viande (2016). 120 personnes se répartissent sur l'ensemble du site. Le second outil, basé à Saint-Céré, a abattu 29274 agneaux en 2016, 533 brebis, pour une production de 561 T de viande ovine.

C'est la filière dominante du territoire et le plus impacté par la réalisation du projet sur des terrains de type causse.

La filière bovins viande :

Les élevages bovins allaitants représentent dans le Lot près de 1 000 troupeaux pour plus de 42 400 vaches allaitantes, soit 73 % du cheptel bovin départemental.

Ces élevages sont principalement orientés vers la production d'animaux maigres de type « broutards », destinés à l'export (74 % des animaux commercialisés par les éleveurs allaitants sont vendus maigres).

La commercialisation de bovins est l'activité contribuant le plus fortement au produit agricole départemental. Les veaux représentent 18,9 % du produit agricole du Lot, soit plus de 81 millions d'euros et les gros bovins représentent 6,5 % du produit agricole du Lot, soit près de 28 millions d'euros (moyenne quinquennale 2009-2012).

Les bovins élevés dans le Lot sont commercialisés par les Organisations de Producteurs (Bovidoc pour la CAPEL, Altitude et l'association d'éleveurs ELVEA Sud Massif Central) et par des négociants indépendants. Les gros bovins peuvent être abattus dans le Lot, à l'abattoir de Saint-Céré mais le département ne dispose pas d'un abattoir agréé pour les veaux.

La filière palmipèdes gras

La production de palmipèdes repente près de 200 élevages dans le département. Cette activité qui n'est pas directement à un type de terroir est présente un peu partout sur le territoire. Elle est impulsée par une filière locale particulièrement dynamique avec la coopérative la Quercynoise, implanté à Gramat, qui traite près de 2 000 000 animaux par an mais aussi des entreprises de transformation et de commercialisation très bien implantées localement (Valette foies gras à Gourdon et Saint Clair : 200 salariés, Godard - Chambon et Marrel à Gourdon : 50 salariés).

La filière Rocamadour

L'appellation rocamadour est protégée par une appellation d'origine contrôlée depuis 1995. Son aire s'étend sur toute partie caussenard du département du Lot et sur 34 communes dans les départements limitrophes (Aveyron, Corrèze, Dordogne, Tarn-Et-Garonne).

Avec un cheptel de près de 17 500 chèvres, la filière regroupe près de 90 opérateurs dont 35 producteurs fermiers (dont 4 convertis en Agriculture Biologique), 44 producteurs de lait et 4 producteurs livrant du caillé, 3 artisans et 1 affineur. En plus de la transformation et de la vente directe réalisées par une trentaine de producteurs, la filière compte 2 entreprises privées (Etoile du Quercy et Fromagerie Tribalat) et 1 coopérative (Coopérative Les Fermiers du Rocamadour).

En 2018, plus de 33 millions de Rocamadour ont été vendus, ce qui représente près de 1288 tonnes de fromages et 90 opérateurs pour l'ensemble de la filière.

La filière noix :

La France est le 1er pays producteur de noix de l'Union européenne, avec une moyenne de 38 000 tonnes par an. Elle est scindée en deux grands bassins Sud-ouest et Sud-Est, à production équivalente. Sur les 4 départements Dordogne, Lot, Corrèze et Charente, près de 9 000 hectares de vergers sont englobés dans l'aire d'Appellation d'Origine Protégée Noix du Périgord.

Environ 2 600 hectares de noyers sont actuellement présents dans le Lot, répartis sur 650 exploitations. Les nuciculteurs lotois représentent 15% des producteurs de noix français

Les noix sont commercialisées à 60 % au sein de coopératives, le reste étant vendu auprès de négociants. Ces noix sont soit transformées en cerneaux, soit commercialisées en coque directement.

Les sociétés CAPEL, VALCAUSSE et PROMONOIX, organisations de producteurs lotoises, commercialisent la majorité de la production du département. Interviennent également LIPEQU, Coop CERNO et la Périgourdine, organisations de producteurs de la Dordogne.

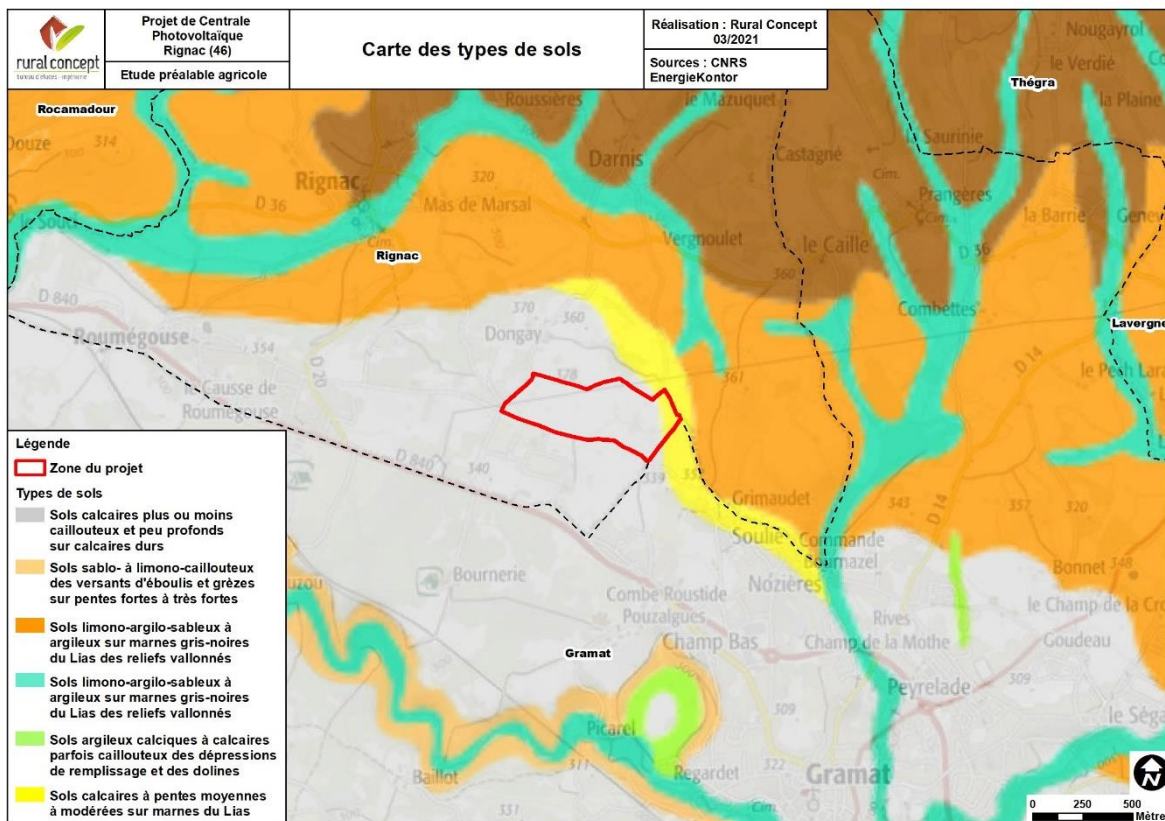
2.2.2.4. Tableau FFOM de l'agriculture du territoire

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Terroirs et productions agricoles diversifiées ✓ Nombreuses productions sous signes de qualité (Agneaux du Quercy, Rocamadour) ✓ Potentiel agronomique intéressant en zone limargue ✓ Bonne adaptation des productions au potentiel du territoire (ovin viandes sur le causse) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible potentiel agronomique sur le causse ✓ Vastes espaces agricoles délaissés et boisés ✓ Une forte diminution du nombre d'exploitations ✓ Une faible densité d'exploitations
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Développement du Bio et de la vente directe ✓ Une forte présence des différentes filières ✓ Regroupements des exploitations sous forme sociétaires 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pression urbaine autour de Gramat et à proximité de l'A20 et de Cahors ✓ Age avancé des exploitants et de forts enjeux d'installation et de transmission ✓ Impact de l'évolution de la PAC sur les systèmes d'élevage

2.2.3. Les terrains du projet et leurs abords

2.2.3.1. Les types de sol

Carte 12 : Carte des types de sols (Source : CNRS©)



La zone du projet de centrale photovoltaïque est située sur la bordure du plateau Causenard. Ce dernier est composé par des calcaires jurassiques assez durs qui génèrent des sols souvent peu profonds très argileux avec une forte présence de cailloux. Le sol de la zone du projet correspond bien à cette famille de terrain qui va des lithosols au sol très peu profonds. Plusieurs dolines modèlent le relief Dans la partie Nord et surtout dans la frange Est de la zone le relief est nul. La strate herbacée plus dense indique la présence de sols légèrement plus profonds. On retrouve également des sols plus profonds dans le fond des dolines mais sur des surfaces très limité et parfois difficilement accessibles.

Photo 10 : Sol très superficiel (RC – SD 2021 ©)



Photo 11 : Doline (RC - SD 2021 ©)



Photo 12 : Bande où la végétation plus présente à l'Est de la zone Photo 13 : Contraste avec le limargue tout proche (RC2021 ©)

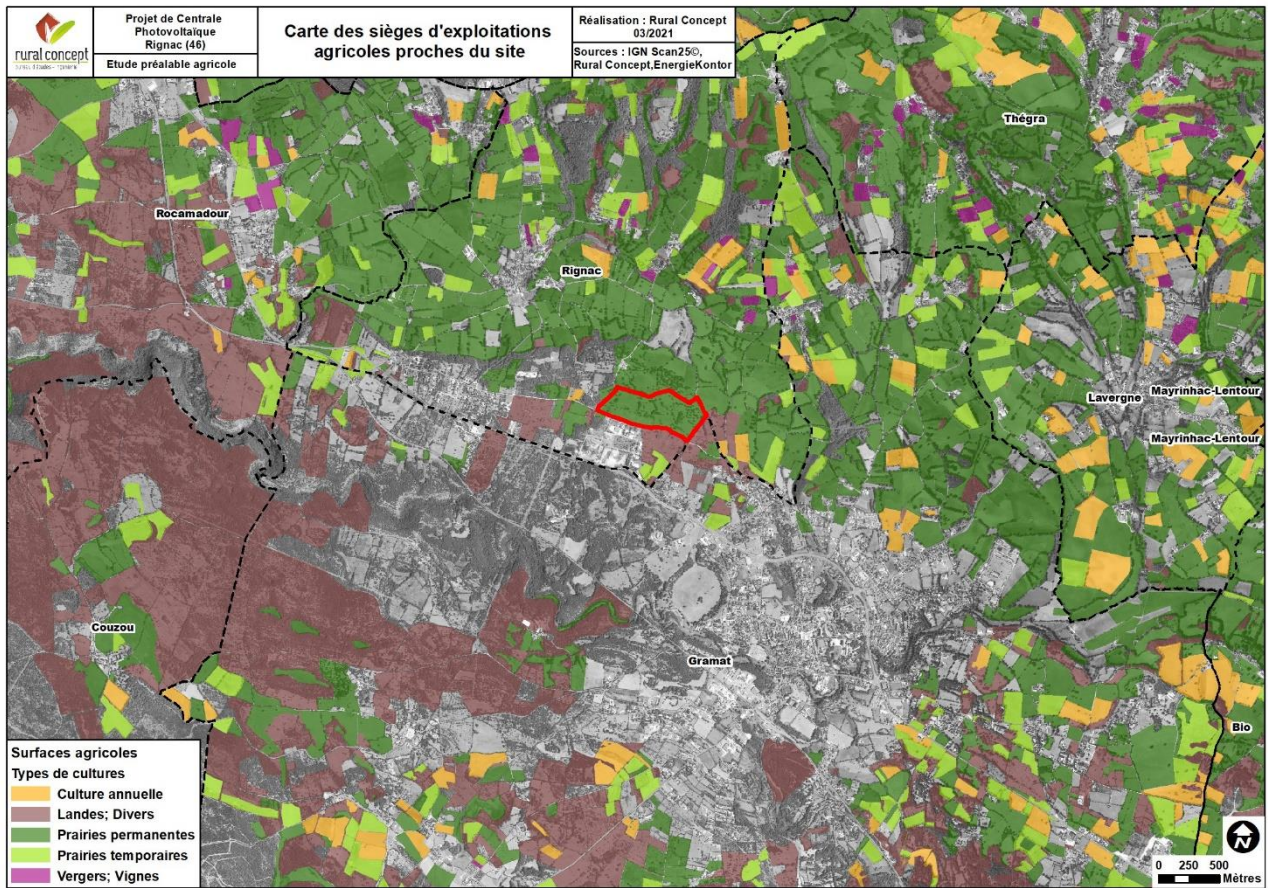


2.2.3.2. L'activité agricole

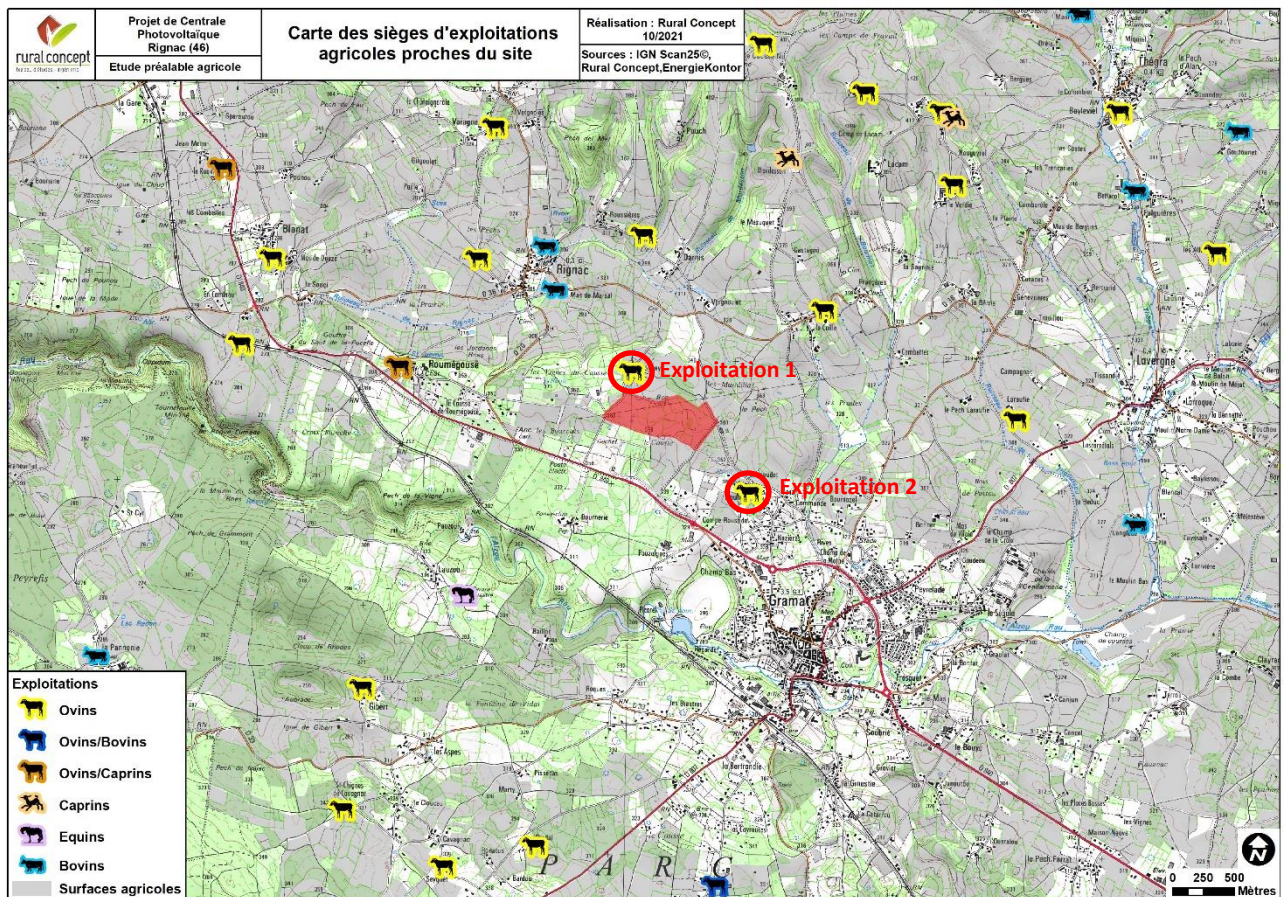
A l'échelle de la commune de Rignac, Le nombre d'exploitations a eu tendance à diminuer de manière forte avec -30% entre 2000 et 2010. Mais cette évolution c'est nettement infléchi ces dernières années puisque ce nombre d'exploitations est de 16 en 2020 dont 12 sont considérées comme petites. La densité d'exploitations est donc particulièrement importante avec 1,5 entreprises agricoles/km².

La surface totale exploitée sur la commune s'élève à près de 650 ha, soit plus des 2/3 du territoire. Ce taux relativement élevé est assez commun dans les secteurs dominés par paysage de type limargue. L'agriculture valorise proportionnellement moins de surface sur les causses et en particulier à Gramat. Comme dans de nombreuses communes de cette zone, la différence entre zone de cause dominée par les landes et zone de limargue dominée par les prairies est très significative. Il en est de même pour les productions réalisées à la périphérie de la zone du projet. Si ce sont bien les brebis qui dominent largement, la production caprine, parfois associée à un troupeau d'ovins, est également très présente. Les quelques ateliers de bovins viandes se retrouvent exclusivement en secteur de limargue (Rignac, Lavergne, Thégra). C'est également dans cette zone que la production de noix s'est développée sous forme de parcelles assez isolées. Dans ce secteur, les exploitations sont de taille plus modestes (moins de 60 ha contre plus de 100 sur le cause en moyenne) et la densité d'exploitation et nettement plus élevée avec souvent plus d'une exploitation par km².

Carte 13 : Carte des surfaces déclarées à la PAC (Source : RPG)



Carte 14 : Carte des sièges d'exploitations agricoles proches du site



La zone du projet a toujours été exploitée et déclarée comme prairie permanente à la PAC depuis plus de 10 ans. Elle fait partie d'un vaste enclos de près de 43 ha utilisé comme parcours pour un éleveur d'ovins viande (exploitation 1). Il s'agit d'un agriculteur âgé de 72 ans qui exploite plus de 60 ha pour élever 270 brebis BMC (Blanche du Massif Central). Aucun repreneur pour cette exploitation n'est aujourd'hui identifié. Les bâtiments de l'exploitation et en particulier la bergerie sont implantés dans la partie ouest de ce vaste parcours. Le troupeau est ainsi laissé au pâturage sur l'ensemble de la zone une bonne partie de l'année (entre 9 et 11 mois).

Cet îlot était autrefois découpé en un quinzaine de plus petites parcelles délimitées par des murets parsemés par des arbres. Il ne reste aujourd'hui que des alignements de vieux chênes et d'érables. Les franges Nord et Est du parcours ainsi que le fond des dolines offrent ponctuellement des sols plus profonds. Ils étaient utilisés pour la production de céréales voir de légumes.

Carte 15 : Carte des parcelles de l'exploitation concernée

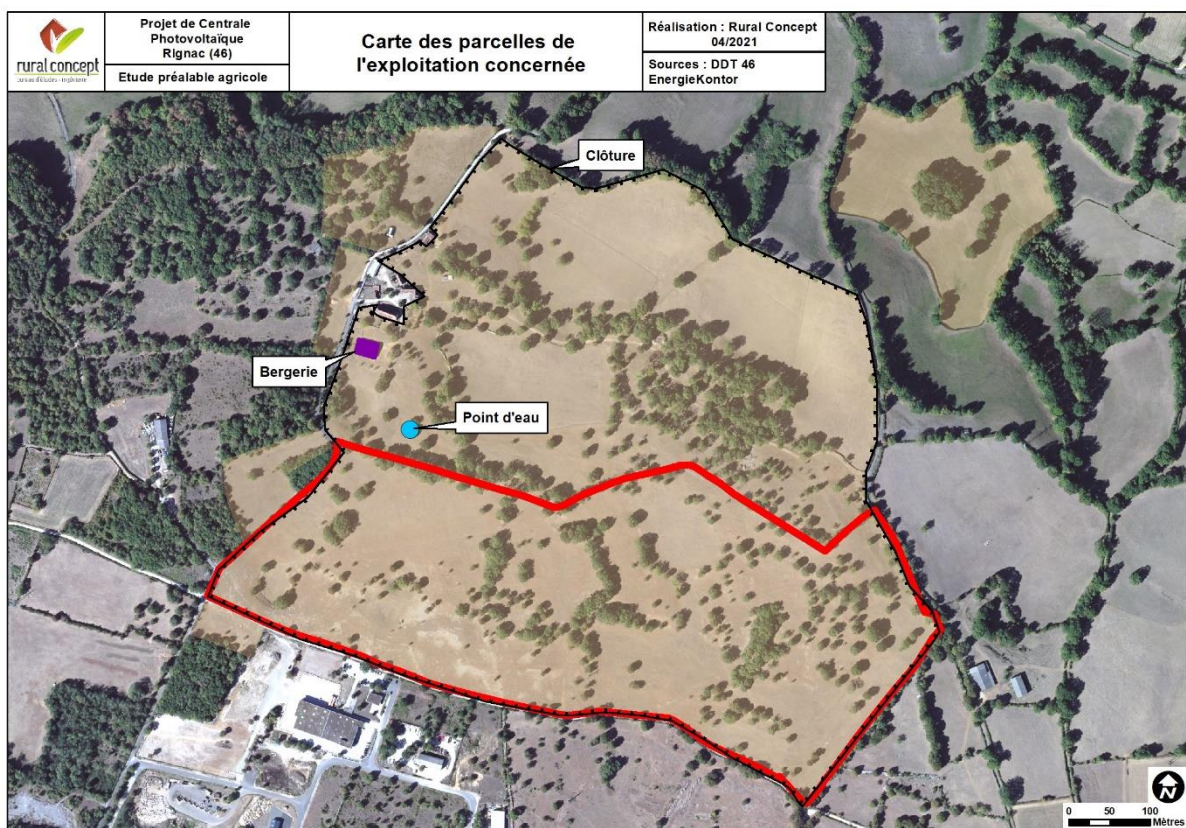


Photo 14 : Point d'eau au Nord de la zone (RC – SD 2021 ©)



2.2.4. Devenir des terrains du projet en cas de non réalisation du projet

En cas de non réalisation du projet ces terrains devraient théoriquement retrouver leur vocation agricole passée basée sur du pâturage ovin.

2.3. Approche de l'impact du projet sur l'économie agricole du territoire

2.3.1. Impact direct et indirects sur l'économie agricole

La réalisation du projet aura un impact direct sur l'activité agricole du fait de l'utilisation, pendant au moins 30 ans, de 21,42 ha de surface exploitable.

Cela impactera la production des exploitants qui valorisaient aujourd'hui ces terrains et également la valeur ajoutée générée par les opérateurs de l'amont et de l'aval (moins d'achats auprès des fournisseurs et moins de volumes commercialisés auprès des entreprises de l'aval).

2.3.1.1. Impact sur les exploitations concernées

Si les terrains ne sont plus disponibles pour les exploitants actuels, l'impact sera relativement important sur son activité du fait notamment de surface impactée et de sa localisation à proximité de l'exploitation. La zone représente en effet la moitié de la surface totale du vaste parcours. Etant donné l'âge de l'exploitant actuel, il envisage de diminuer son troupeau d'environ 50 à 80 unités pour l'adapter à la ressource fourragère.

2.3.1.2. Méthodologie et chiffrage de l'impact du projet sur l'économie agricole

Afin de quantifier l'impact économique de l'utilisation des surfaces potentiellement exploitables, il est proposé d'utiliser la méthodologie établie par la DRAAF Occitanie. Elle permet d'établir le montant de l'impact direct sur la production qui est multiplié par un coefficient qui permet de prendre en compte l'impact sur les entreprises de première transformation.

Pour cela, il est proposé d'utiliser 2 référentiels :

- **le premier permettra d'évaluer l'impact annuel sur l'amont et la production agricole :**

La production brute standard (PBS). Les coefficients de PBS représentent la valeur de la production potentielle par hectare ou par tête d'animal présent hors toute aide. Ils sont exprimés en euros. Leur valeur est régionalisée lorsque cette régionalisation a un sens (Agreste). Ce coefficient permet d'évaluer le potentiel de production en intégrant les charges liées à l'approvisionnement amont de la production (intrants).

Les données utilisées sont les plus récents disponibles, communiqués par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation (Agreste, réseau d'information comptable agricole : Rica). Il s'agit de valeurs moyennes des années 2014 à 2016 dans la région Midi-Pyrénées pour les productions les plus représentatives de ce secteur à savoir **Ovins – Caprins** (Cf. annexe 2) :

Indicateur	2014	2015	2016	Moyenne
Production brute standard (€)	105 163 €	107 202 €	86 653 €	99 673 €
Surface agricole utile (SAU) (ha)	103,9	117,5	103,7	108,4
PBS/ha	1 012 €	912 €	836 €	920 €

La valeur utilisée pour l'évaluation de production est la moyenne à l'hectare est de 920 €/ha/an.

- **Le second est destiné à évaluer l'impact sur l'aval de la production agricole :**

L'INSEE produit chaque année les valeurs ajoutées par branche d'activité et par région.

(Source utilisée : INSEE, Valeurs Ajoutées Régionales par branche et moyenne triennale 2013/2014/2015) du ratio suivant, à l'échelle régionale Midi-Pyrénées (cf. annexe 3).

Selon ces données la Valeur Ajoutée pour la branche « Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac », **le coefficient de valorisation de production primaire est de 1,39 en Midi-Pyrénées**

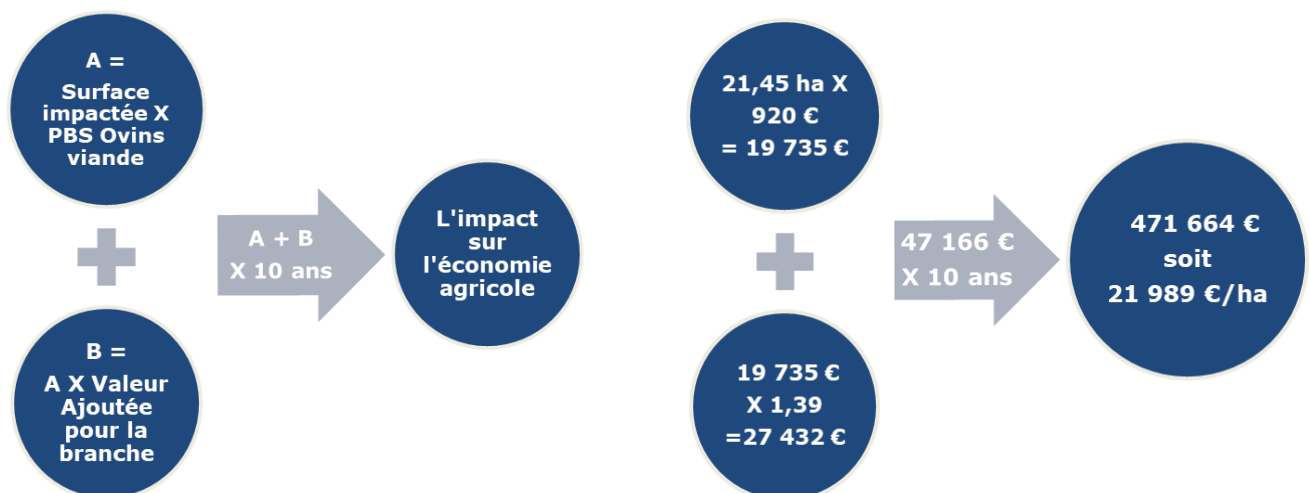
La somme de ces 2 critères permet d'estimer le montant annuel qui impact la production directe et la filière.

La perte annuelle de potentiel économique est ensuite multipliée par un nombre d'années correspondant au temps nécessaire pour reconstituer l'économie agricole.

Il faut compter entre 7 et 15 ans pour que le surplus de production généré par un investissement couvre la valeur initiale de cet investissement dans les entreprises françaises. Ainsi, même si l'exploitation de la centrale est prévue sur 30 ans, on peut estimer que les investissements, réalisés dans le cadre de la compensation, permettront de retrouver le niveau de production au bout de 10 ans.

Dans le cas présent, on retiendra **10 ans**.

L'impact sur l'économie agricole peut ainsi être chiffré de la manière suivante :



2.3.1.3. Impact global sur la consommation de surface agricole

Les données de la SAU sont issues des chiffres Agreste 2021 :

	Surface Agricole utilisée (S.A.U.) en milliers d'hectares		
	2010	2020	Variation sur 10 ans
France Métropolitaine	26 963	26 864	- 0,97 %
Midi-Pyrénées	2 291	2 269	- 0,99%
Lot	223,5	218,2	-2,4%
Territoire de proximité	34,5	35,0	+1,5 %

S.A.U. des exploitations en fonction de la localisation du siège de l'entreprise (Source Agreste)

L'évolution de la SAU du Lot apparaît assez nettement négative entre 2010 et 2020. Cette érosion de l'espace agricole liée à l'urbanisation et/ou la déprise agricole selon les secteurs. Au cours des 10 dernières années la consommation foncière pour le développement de l'urbanisation s'élève à 2 411 ha pour le département².

Mais cette tendance est surtout liée à la déclaration comme surface agricole d'espaces boisés qui sont pâturés sur le Causse.

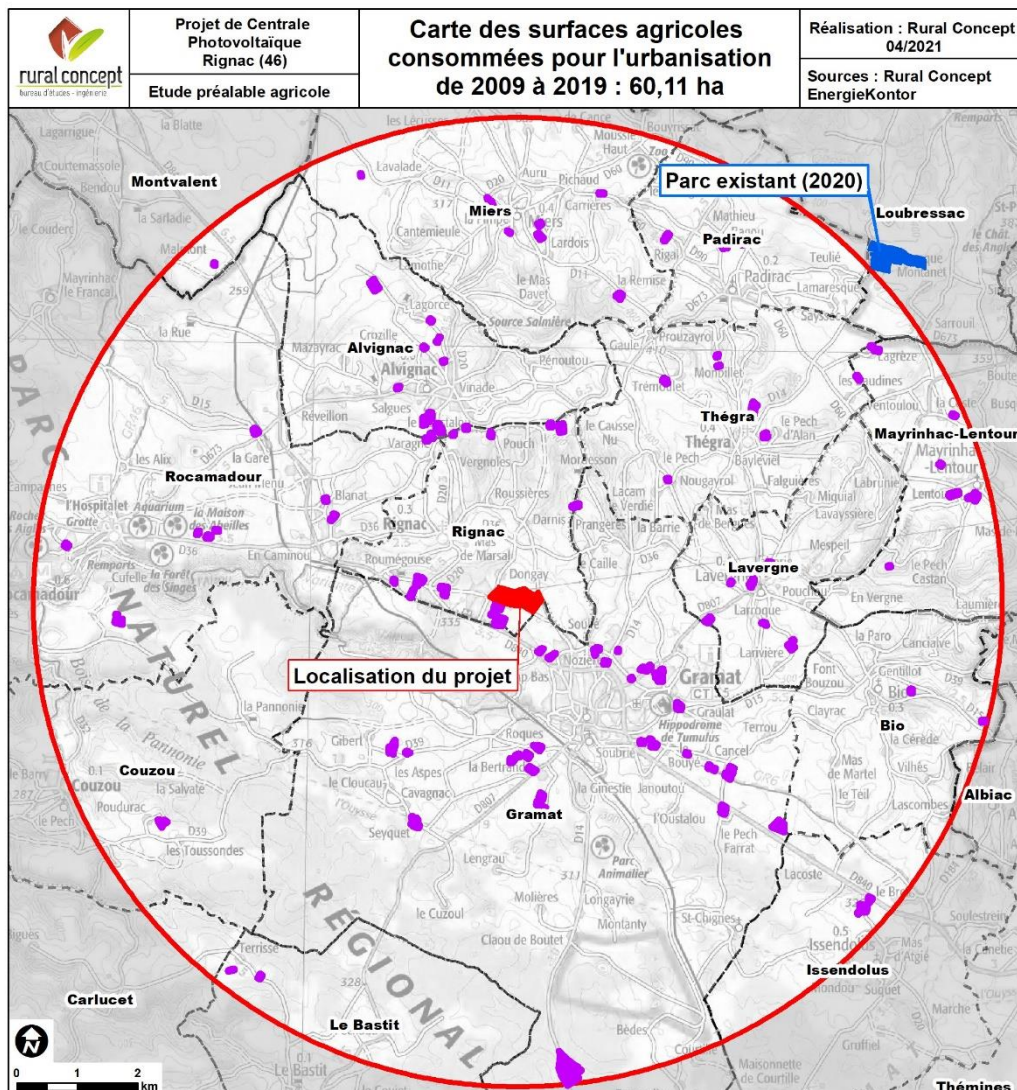
Au niveau local, ce phénomène de « sur déclaration » des espaces boisés qui sont pâturés sur le Causse et le fait que, dans les statistiques, les surfaces sont rattachées à la commune du siège de l'exploitation faussent grandement la réalité de l'évolution des surfaces agricoles dans ce territoire.

La consommation foncière d'espace agricole par l'urbanisation est en effet sensible sur la commune de Rignac, avec 8,3 ha utilisés entre 2009 et 2019. Dans un rayon de 8 km autour du site, ce sont plus de 60 ha qui ont ainsi été consommées avec en particulier 27 ha sur la commune de Gramat et 6 ha sur celle d'Alvignac (cf. carte ci-dessous).

De plus, même si certaines surfaces de landes ou de bois ont été remises en pâturage dans le secteur via des démarches collectives (Calès, Rocamadour), l'abandon d'espaces agricoles les moins productif reste une réalité sur les zones de causse.

² Consommation d'espace pour les logements dans le LOT – DDT 46 - JUILLET 2021

Carte 16 : Carte des surfaces agricoles consommées pour l'urbanisation de 2009 à 2019



Le projet de parc photovoltaïque prévoit d'utiliser 21,42 ha de surfaces agricoles soit 3% de la surface exploitée sur la commune.

Etant donnée la localisation des terrains concernés, la réalisation du projet de parc photovoltaïque n'entraînera pas de contraintes supplémentaires sur la circulation agricole et l'accès aux parcelles voisines.

Par ailleurs, l'implantation des panneaux étant réalisée sur des pieux battus, le sol est préservé et l'ensemble des terrains pourront être restitués pour la production agricole en fin d'exploitation. Seules les surfaces aménagées pour accueillir les installations techniques et pour la desserte interne vont être impactés plus fortement.

2.3.1.4. Effet sur l'emploi

L'estimation de l'impact sur l'emploi comprend les emplois directs et indirects à partir du ratio constaté à l'échelle régionale Midi-Pyrénées.

Pour les emplois directs, l'estimation est faite à partir du nombre moyen d'emplois en ETP (UTA : unité de travail annuel) sur la moyenne des exploitations production en ovins et bovins viande qui sont les plus représentatives des productions agricoles du territoire sur les plateaux de causse.

Pour les emplois indirects, nous avons utilisé les données AGRESTE, RICA, moyenne des années 2014 à 2016 (cf. annexe 2) :

La moyenne de la SAU en Ovins et caprins en Midi-Pyrénées est de 108,4 ha pour 1,51 ETP soit 0,0140 ETP/ha.

Pour les emplois indirects, ils sont estimés à partir du ratio donné par l'INSEE à l'échelle régionale soit (Fichier ESANE) : un emploi direct génère un emploi indirect.

En appliquant ces ratios aux surfaces impactées par type de production, nous obtenons l'estimation suivante :

Impact sur l'emploi direct =
21,42 ha en production X 0,0140 ETP/ha = 0,3 ETP

Soit un total de 0,6 ETP.

Rappelons que nombre d'emploi direct sur les exploitations agricoles du territoire de proximité est de l'ordre de 500 dont 29 uniquement sur la commune de Rignac (RGA 2010). L'impact sur l'emploi est donc relativement négligeable et ceux d'autant plus qu'une activité agricole par pâturage sera réalisée sur futur parc photovoltaïque.

2.3.1.5. Effets cumulés avec d'autres projets

La consommation foncière a été particulièrement importante ces dernières années dans ce territoire. Aujourd'hui, aucun autre projet d'aménagement d'envergure n'est envisagé sur le territoire. Par ailleurs, le PLUI-H en cours d'élaboration doit mettre en place des mesures visant à limiter la consommation d'espace.

Très récemment un parc photovoltaïque de 8 ha a été mis en service au Sud de la commune de Gramat et un autre d'une surface de 20 ha et cours de réalisation à Loubressac à 8 km. D'autres projets de ce type en cours d'étude dans des territoires proches.

D'après les dernières données disponibles sur les études d'impact passées et en cours, seuls 2 projets pouvant potentiellement impacter les espaces agricoles du territoire de proximité et 2 autres proches de celui-ci sont connus (source : projets-environnement.gouv.fr) :

- Projet de création d'une voie nouvelle d'accès au secteur du château de Rocamadour
Syndicat mixte du Grand Site de Rocamadour - 2019
- Projet de parc photovoltaïque Commune de Loubressac - Générales du Solaire - Impact sur 25 ha - 2016.
- Projet de parc photovoltaïque au lieu-dit "Causse de Benne" sur le territoire de la commune de Saint-Jean-Lespinasse - Impact sur 11 ha - 2021
- Projet d'exploitation de carrière par approfondissement d'une ancienne carrière de calcaire sur le territoire de la commune de Carennac - SAS FARGE - Impact sur 11 ha dont 2,65 ha supplémentaires - 2021- Projet de parc photovoltaïque Commune de Loubressac - Générales du Solaire - Impact sur 25 ha - 2016.

2.3.2. Mesures prises pour éviter les effets négatifs du projet sur l'économie agricole

2.3.2.1. Le choix de la zone

La zone du projet a été choisie sur un secteur de lande sur le causse avec un sol assez argilo calcaire caillouteux très superficiel. Les terrains plus profonds de Limargue tout proche ne sont pas affectés par le projet. Il s'agit d'une partie d'un vaste îlot. Le reste de la parcelle qui représente plus de 20 ha où sont situés les bâtiments d'exploitation, restera toujours utilisable.

2.3.3. Mesures prises pour réduire les effets négatifs du projet sur l'économie agricole

2.3.3.1. Le mode d'aménagement de la zone

Le projet d'implantation de la centrale photovoltaïque intègre des principes permettant de réaliser un entretien de la végétation par du pâturage ovin dans de bonnes conditions.

- **Le point bas des tables sera à 1 m du sol et l'écartement entre les panneaux est de 3,85 m.**
- **Le taux de couverture des panneaux (surface projetée au sol) ne représente que 38% de la surface totale du projet. Sur la zone de production, qui fait 14,06 ha, la surface projetée par les panneaux correspond à 8,15 ha soit un taux de couverture de 58%.**
- **Sur les 21,42 ha de la zone, seuls 1,3 seront impactés de manière plus forte (pistes, postes, espace pédagogique, ...) dont 0,54 de pistes légères. De plus 5,5 ha au sein de la zone ne seront pas occupés par des panneaux mais seront laissés en zone de pâture.**
- **Le périmètre sera délimité par une clôture qui sera en acier galvanisé en finition mate, à maille large, en utilisant si possible des poteaux en bois dans l'esprit d'une clôture agricole.**
- **Le portail sera en acier galvanisé en teinte Gris Beige.**
- **La parcelle seraensemencée avant la mise en exploitation.**
- **En complément de l'entretien par pâturage, la végétation et en particulier la présence de refus, sera traitée par un entretien mécanique réalisé par un prestataire extérieur.**
- **Les panneaux seront installés sur des pieux battus dans le sol. Le terrain ne sera donc pas impacté durablement et pourra être rendu à l'exploitation agricole après le démantèlement.**
- **Une des mesures d'accompagnement consiste à étudier la faisabilité de raccordement avec le gestionnaire du réseau d'eau potable pour raccorder le terrain afin de pouvoir remplir les abreuvoirs présents sur le parc. A défaut, il sera mis à disposition abreuvoir et/ou citerne à eau à l'éleveur.**
- **Un kit de clôtures mobiles sera mis à disposition pour pouvoir réaliser le pâturage tournant sur la zone.**
- **Les voies de desserte interne seront traitées aussi simplement que possible, en reprenant les caractéristiques d'un chemin d'exploitation agricole (largeur de voie limitée et sans structure renforcée ni imperméabilisation).**
- **Le raccordement au poste source devra être réalisé en souterrain.**

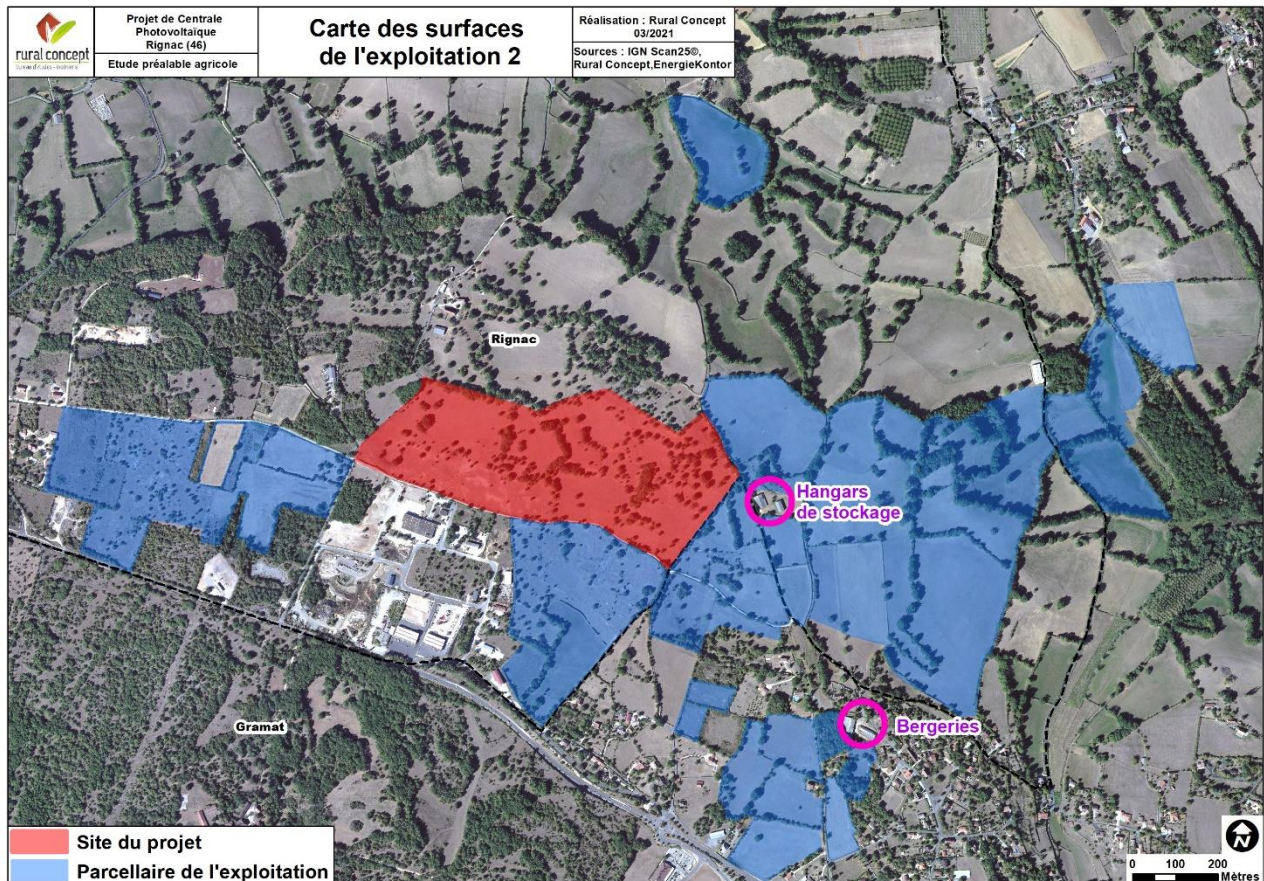
2.3.3.2. L'entretien de la zone par du pâturage ovin.

L'entretien de la végétation sera réalisé par du pâturage ovin sur l'ensemble de la zone. Etant donné l'âge assez avancé de l'exploitant 1 il ne sera pas en capacité de continuer son activité agricole à long terme. Ainsi, l'entretien du futur parc photovoltaïque par pâturage ovin sera confié dès sa création à l'exploitant 2. Ce dernier est localisé à quelques centaines de mètres au Sud-Est du site en limite avec l'agglomération de Gramat. Il s'agit d'une exploitation sous forme sociétaire qui élève un troupeau de d'ovins.

Caractéristiques de l'exploitation

Exploitation 2		
Forme juridique	GAEC	
Main d'œuvre	Exploitant 1	54 ans, installé en 2012
	Exploitant 2	53 ans, installé en 2001
Productions	400 ovins viande	Forte prolificité (2,1)
	Croisés Lacaune x	4 agnelages/an (février, avril, juillet, octobre)
	Blanche du Massif central (BMC)	Vente agneaux lourds (25/28 kg) en coopérative et négos (CAPEL, GEOC)
Partenaires	Capel - Gramat	
Amont et Aval	France Rurale Ets Moissinac - Gramat	
Projet de l'exploitation	Maintien des activités actuelles de l'exploitation. Recherche d'un repreneur potentiel dans les 5 ans à venir.	
SAU	95 ha	Prairie temporaire : 45 ha (dont 35 ha dédié pour la production de fourrage) Prairies permanente : 35 ha Landes : 35 ha Céréales à paille (blé, orge) : 6 ha
L'exploitation est autosuffisante en fourrage en année normale notamment grâce aux prairies temporaires en limargue et aussi sur le causse qui sont valorisées prioritairement pour la production de fourrage. Les besoins sont assez important achat de paille, de céréales et de tourteaux pour l'engraissement des agneaux.		

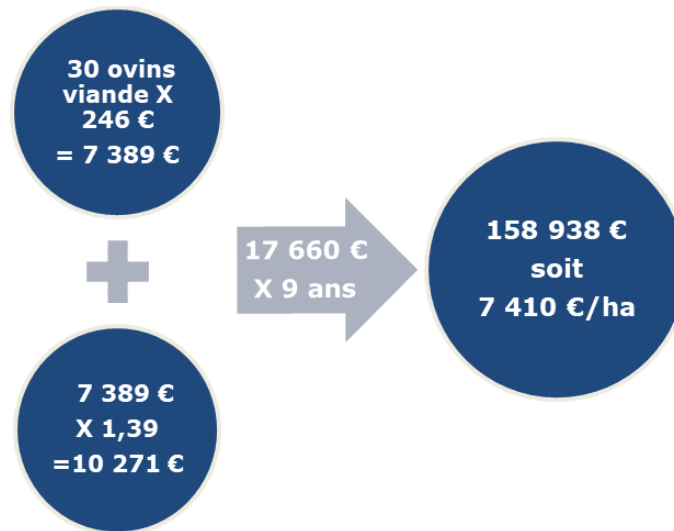
Carte 17 : Carte des surfaces de l'exploitation 2



Selon l'expérience accumulée par l'exploitant actuel sur cette zone et celle de l'exploitant 2, il semble tout à fait possible de réaliser au minimum 4 à 5 mois de pâturage sur cette zone avec un lot d'environ 80 à 90 brebis sur 19,9 ha valorisables. Cette pratique sera réalisée via un pâturage tournant, avec des parcs de 4 à 5 ha, maîtrisé par une clôture mobile avec un passage au printemps et éventuellement un autre en fin d'été ou début automne. Cela représente l'équivalent de 30 brebis à l'année soit entre 3 500 et 4000 jours/brebis/an pour un chargement annuel inférieur à 0,4 UGB/ha. Ce niveau de pâturage estimé est ainsi de l'ordre de 200 jours/brebis/ha/an ce qui correspond à une pression minimale pour des milieux de type pelouses sèches pratiquée notamment sur des site Natura 2000 du causse de Gramat.

Un bilan des pratiques réalisées par l'exploitant en charge de l'entretien de la zone sera établi pour s'assurer de la pérennité de la production agricole sur ces surfaces. Ce suivi sera régi par la convention entre le porteur de projet et l'exploitant (cf. annexe 4) avec l'accompagnement de la chambre d'agriculture du Lot ou un autre organisme agricole. Il sera réalisé en deux étapes, un suivi technico-économique annuel plus poussé sur les 3 premières années afin de suivre l'évolution de la ressource fourragère du site comparativement à d'autres surfaces de l'exploitation et de « peser » l'intérêt économique du parc pour l'exploitant, puis un suivi annuel de la productivité de l'activité agricole sur toute la durée d'exploitation du projet. Ce bilan précisera à minima : les dates de pâturage (entrée, sortie), le nombre et le type d'animaux, les éventuels problèmes rencontrés.

Afin de prendre en compte cette production agricole qui sera réalisée sur la zone, les mêmes modalités de calcul sont appliquées. Nous proposons d'utiliser la PBS en ovins viande Midi-Pyrénées 2013 (utiliser pour les études économiques d'installation) sur la base de 30 unités. De plus afin de prendre en compte la période de mise en place du parc photovoltaïque qui rendra la zone inutilisable durant la période de travaux, cette estimation sera calculée sur seulement 9 campagnes.



Cette valeur ajoutée vient ainsi en déduction de l'impact sur la production agricole du territoire (471 526 € sur 10 ans) qui s'établit ainsi à :

312 588 €/ha sur 10 ans soit 14 573 €/ha.

Cette pratique sera complétée sur tout ou une partie par une fauche mécanique ou gyrobroyage si nécessaire afin de gérer les refus et de limiter la pousse des végétations arbustives. Comme prévue dans la convention, **ces opérations seront donc réalisées par un prestataire extérieur.**

2.4. Proposition de mesures de compensation collective et modalités de mise en œuvre

2.4.1. Chiffrage des compensations proposées pour consolider l'économie agricole du territoire

L'estimation de l'investissement nécessaire pour la reconstitution du potentiel économique agricole est basée sur les données du RICA, en Midi-Pyrénées qui détermine qu'investir 1€ dans la production agricole permet de générer 5,32 € de produits agricoles.

Ainsi, pour régénérer l'économie agricole, l'investissement nécessaire sera de :
 $312\,588 \text{ €} / 5,32 = \mathbf{58\,757 \text{ € sur 10 ans soit 2\,739 € / par hectare agricole utilisé.}}$

2.4.2. Propositions de modalités de mise en œuvre

Le maître d'ouvrage ne possède aujourd'hui aucune réserve foncière permettant de remettre à disposition de nouvelles surfaces exploitables pour l'agriculture. Compte tenu de l'impact du projet sur l'économie agricole, il est proposé que le montant de la compensation soit alloué pour moitié à la CUMA de Rignac et pour moitié à la Communauté de Communes Cauvaldor dans le cadre de la mise en œuvre de son projet alimentaire territorial (PAT). Ces accompagnements financiers représenteront un investissement directement valorisé pour la productivité de l'agriculture du territoire.

La CUMA de Rignac est une structure coopérative implantée localement. Créée en 1989, elle compte aujourd'hui 52 adhérents pour un chiffre d'affaire d'environ 60 000 €/an. Elle rayonne sur les communes de Rignac, Thégra, Miers, Gramat, Mayrinac-Lentour, Alvignac. Elle met à disposition une trentaine d'outils principalement orientés sur les activités d'élevage et de culture (transports et soins des animaux, épandeurs, semoirs, entretien des cultures, tracteurs, bennes, pulvérisateurs, télescopique, tractopelle, ...).

La dotation sera versée pour une partie comme aide aux nouveaux arrivants (jeunes agriculteurs) pour accéder aux parts sociales de la CUMA. Le solde sera étalé pour l'achat de matériels agricoles destinés à la récolte de foin (herse prairie, faucheuse frontale, ...).

Courant 2018, la Communauté de communes Causses et Vallée de la Dordogne (CAUVALDOR) a décidé de mettre en place la préfiguration d'un Projet Alimentaire Territorial (PAT) sur son territoire, qui est défini comme un projet global et transversal qui vise à renforcer l'articulation entre le bien-produire et le bien manger dans un cadre d'un programme multi-partenarial et qui répond aux besoins et aux attentes des acteurs du territoire. Au cours du premier semestre 2018, un diagnostic agricole et alimentaire a été dressé à l'échelle des 79 communes. Il fait un état des lieux de la production alimentaire agricole, du besoin alimentaire des habitants, en identifiant les ressources et les spécificités du territoire (atouts et contraintes socio-économiques et environnementales).

Les principaux enjeux du territoire identifiés dans le PAT sont :

- **Maintenir et développer l'offre de produits locaux** : favoriser l'accès au foncier, accueillir et accompagner les porteurs de projet et les nouveaux installés, maintenir les exploitations en place, structurer l'offre et la demande alimentaire, développer et soutenir la production en agriculture biologique.

- **Favoriser l'accès aux produits locaux** : informer et communiquer sur les produits, lieux de vente, valoriser les marchés, structurer la logistique et la distribution, augmenter la part de l'approvisionnement local en restauration collective.
- **Valoriser le patrimoine alimentaire** : Initier les enfants et les jeunes au patrimoine local, assurer la promotion de celui-ci.
- **Sensibiliser les habitants et accompagner l'évolution des pratiques alimentaires** : faire le lien entre santé et alimentation, associer alimentation et environnement, accompagner l'augmentation des produits locaux sans impact sur le budget des ménages.

Parmi les actions engagées et à venir, de ce programme, la société EnergieKontor souhaite accompagner la collectivité sur les actions prévues du PAT (maintenir et développer l'offre de produits locaux, favoriser l'accès aux produits locaux, valoriser le patrimoine alimentaire).

Une lettre d'engagement mutuel entre EnergieKontor et la CUMA de Rignac et une entre EnergieKontor et Cauvaldor fixent le cadre de la mise en œuvre de cette compensation. Ces documents seront fournis à préfecture du Lot après signature (cf. annexes 5 et 6).

2.4.3. Modalité d'évaluation et de suivi de la compensation

L'évaluation et le suivi de ces mesures de réduction de compensation pourront être objectivement réalisées grâce aux indicateurs et justificatifs suivants :

- **Réalisation d'un entretien par pâturage ovins :**
 - ⇒ **Document fourni : Bilan annuel des pratiques sur la parcelle**
 - ⇒ **En cas de changement significatif du mode d'entretien réalisé et notamment l'éventuelle modification de l'exploitant en charge de ces interventions, la préfecture sera informée des nouvelles modalités mises en place.**

- **Accompagnement financier de la CUMA de Rignac :**
 - ⇒ **Document fourni : justificatif(s) de versement au compte de la CUMA jusqu'à hauteur de 29 379 €**
 - ⇒ **Bilan de l'utilisation de ce fond par la CUMA**

- **Accompagnement financier de la Communauté de Communes Cauvaldor :**
 - ⇒ **Document fourni : justificatif(s) de versement au compte de la Communauté de Communes Cauvaldor jusqu'à hauteur de 29 379 €**
 - ⇒ **Bilan de l'utilisation de ce fond par la Communauté de Communes**

2.5. Bilan des impacts et des mesures d'évitement, réduction et compensation



ANNEXES

Annexe 1 : Décret n° 2016-1190 du 31 août 2016 relatif à l'étude préalable et aux mesures de compensation prévues à l'article L. 112-1-3 du code rural et de la pêche maritime

2 septembre 2016

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 19 sur 70

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT

Décret n° 2016-1190 du 31 août 2016 relatif à l'étude préalable et aux mesures de compensation prévues à l'article L. 112-1-3 du code rural et de la pêche maritime

NOR : AGR1603920D

Publics concernés : maîtres d'ouvrage publics et privés.

Objet : étude préalable et mesures de compensation collective agricole.

Entrée en vigueur : le décret est applicable aux projets de travaux, ouvrages ou aménagements publics et privés pour lesquels l'étude d'impact prévue à l'article L. 122-1 du code de l'environnement a été transmise à l'autorité compétente à compter du 1^{er} novembre 2016.

Notice : le décret précise les cas et conditions de réalisation de l'étude préalable qui doit être réalisée par le maître d'ouvrage d'un projet de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements susceptible d'avoir des conséquences négatives importantes sur l'économie agricole. Cette étude comporte notamment les mesures envisagées par le maître d'ouvrage pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet ainsi que des mesures de compensation permettant de consolider l'économie agricole du territoire.

Références : le code rural et de la pêche maritime peut être consulté, dans sa rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1 et R. 122-2 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 112-1-1 à L. 112-1-3 et L. 181-10 ;

Vu les avis du Conseil national d'évaluation des normes en date des 9 juin 2016 et 7 juillet 2016 ;

Après avis du Conseil d'Etat (section des travaux publics),

Décète :

Art. 1^{er}. – La section 1 du chapitre II du titre 1^{er} du livre 1^{er} du code rural et de la pêche maritime (partie réglementaire) est complétée par une sous-section 5 ainsi rédigée :

« Sous-section 5

« Compensation collective visant à consolider l'économie agricole du territoire

« Art. D. 112-1-18. – I. – Font l'objet de l'étude préalable prévue au premier alinéa de l'article L. 112-1-3 les projets de travaux, ouvrages ou aménagements publics et privés soumis, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation, à une étude d'impact de façon systématique dans les conditions prévues à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et répondant aux conditions suivantes :

« – leur emprise est située en tout ou partie soit sur une zone agricole, forestière ou naturelle, délimitée par un document d'urbanisme opposable et qui est ou a été affectée à une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 dans les cinq années précédant la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation, d'approbation ou d'adoption du projet, soit sur une zone à urbaniser délimitée par un document d'urbanisme opposable qui est ou a été affectée à une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 dans les trois années précédant la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation, d'approbation ou d'adoption du projet, soit, en l'absence de document d'urbanisme délimitant ces zones, sur toute surface qui est ou a été affectée à une activité agricole dans les cinq années précédant la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation, d'approbation ou d'adoption du projet ;

« – la surface prélevée de manière définitive sur les zones mentionnées à l'alinéa précédent est supérieure ou égale à un seuil fixé par défaut à cinq hectares. Par arrêté pris après avis de la commission prévue aux articles L. 112-1-1, L. 112-1-2 et L. 181-10, le préfet peut déroger à ce seuil en fixant un ou plusieurs seuils départementaux compris entre un et dix hectares, tenant notamment compte des types de production et de leur valeur ajoutée. Lorsque la surface prélevée s'étend sur plusieurs départements, le seuil retenu est le seuil le plus bas des seuils applicables dans les différents départements concernés.

« II. – Lorsqu'un projet est constitué de plusieurs travaux, installations, ouvrages ou autres interventions au sens du dernier alinéa du III de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, la surface mentionnée à l'alinéa précédent correspond à celle prélevée pour la réalisation de l'ensemble du projet.

« Art. D. 112-1-19. – L'étude préalable comprend :

« 1° Une description du projet et la délimitation du territoire concerné ;

« 2° Une analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire concerné. Elle porte sur la production agricole primaire, la première transformation et la commercialisation par les exploitants agricoles et justifie le périmètre retenu par l'étude ;

« 3° L'étude des effets positifs et négatifs du projet sur l'économie agricole de ce territoire. Elle intègre une évaluation de l'impact sur l'emploi ainsi qu'une évaluation financière globale des impacts, y compris les effets cumulés avec d'autres projets connus ;

« 4° Les mesures envisagées et retenues pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet. L'étude établit que ces mesures ont été correctement étudiées. Elle indique, le cas échéant, les raisons pour lesquelles elles n'ont pas été retenues ou sont jugées insuffisantes. L'étude tient compte des bénéfices, pour l'économie agricole du territoire concerné, qui pourront résulter des procédures d'aménagement foncier mentionnées aux articles L. 121-1 et suivants ;

« 5° Le cas échéant, les mesures de compensation collective envisagées pour consolider l'économie agricole du territoire concerné, l'évaluation de leur coût et les modalités de leur mise en œuvre.

« Dans le cas mentionné au II de l'article D. 112-1-18, l'étude préalable porte sur l'ensemble du projet. A cet effet, lorsque sa réalisation est fractionnée dans le temps, l'étude préalable de chacun des projets comporte une appréciation des impacts de l'ensemble des projets. Lorsque les travaux sont réalisés par des maîtres d'ouvrage différents, ceux-ci peuvent demander au préfet de leur préciser les autres projets pour qu'ils en tiennent compte.

« Art. D. 112-1-20. – Les documents évaluant les impacts des projets sur l'environnement prescrits par le code de l'environnement tiennent lieu de l'étude préalable prévue à l'article D. 112-1-19 s'ils satisfont à ses prescriptions.

« Art. D. 112-1-21. – I. – L'étude préalable est adressée par le maître d'ouvrage au préfet par tout moyen permettant de rapporter la preuve de sa date de réception.

« Le préfet transmet l'étude préalable, y compris lorsqu'elle est établie sous la forme mentionnée à l'article D. 112-1-20, à la commission prévue aux articles L. 112-1-1, L. 112-1-2 et L. 181-10 qui émet un avis motivé sur l'existence d'effets négatifs notables du projet sur l'économie agricole, sur la nécessité de mesures de compensation collective et sur la pertinence et la proportionnalité des mesures proposées par le maître d'ouvrage. Le cas échéant, la commission propose des adaptations ou des compléments à ces mesures et émet des recommandations sur les modalités de leur mise en œuvre. A l'expiration d'un délai de deux mois à compter de sa saisine, l'absence d'avis sur les mesures de compensation proposées vaut absence d'observation.

« II. – Lorsque les conséquences négatives des projets de travaux, ouvrages ou aménagements publics et privés sont susceptibles d'affecter l'économie agricole de plusieurs départements, le maître d'ouvrage adresse l'étude préalable au préfet du département dans lequel se situent la majorité des surfaces prélevées, qui procède à la consultation des préfets des autres départements concernés par le projet et recueille leurs avis, rendus après consultation dans chaque département de la commission prévue aux articles L. 112-1-1, L. 112-1-2 et L. 181-10. Il peut prolonger le délai prévu à l'alinéa précédent d'un mois en cas de besoin.

« III. – Le préfet notifie au maître d'ouvrage son avis motivé sur l'étude préalable dans un délai de quatre mois à compter de la réception du dossier ainsi que, le cas échéant, à l'autorité décisionnaire du projet. Lorsque l'avis de plusieurs préfets est requis en application du II du présent article, le préfet du département dans lequel se situe la majorité des surfaces prélevées est chargé de la notification de ces avis dans les mêmes conditions.

« A défaut d'avis formulé dans ce délai, le préfet est réputé n'avoir aucune observation à formuler sur l'étude préalable.

« Lorsque le préfet estime que l'importance des conséquences négatives du projet sur l'économie agricole impose la réalisation de mesures de compensation collective, son avis et l'étude préalable sont publiés sur le site internet de la préfecture. Lorsque l'avis de plusieurs préfets est requis en application du II du présent article, les avis des préfets des départements et l'étude préalable sont publiés sur le site internet de chacune des préfectures des départements concernés par le projet dès lors que l'un des préfets consultés estime que l'importance des conséquences négatives du projet sur l'économie agricole impose la réalisation de mesures de compensation collective.

« Art. D. 112-1-22. – Le maître d'ouvrage informe le préfet de la mise en œuvre des mesures de compensation collective selon une périodicité adaptée à leur nature. »

Art. 2. – Le présent décret est applicable aux projets de travaux, ouvrages ou aménagements publics et privés pour lesquels l'étude d'impact prévue à l'article L. 122-1 du code de l'environnement a été transmise à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement définie à l'article R. 122-6 du code de l'environnement à compter du premier jour du troisième mois suivant celui de sa publication au *Journal officiel* de la République française.

Art. 3. – Le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 31 août 2016.

MANUEL VALLS

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'agriculture,
de l'agroalimentaire et de la forêt,
porte-parole du Gouvernement,*
STÉPHANE LE FOLL

Annexe 2 : Données du réseau d'information agricole 2014-2016

Réseau d'information comptable agricole : 1988-2016 (Anciennes régions)

Filtres : Orientation technico-économique (OTEX)=OTEFDD 481 + 482 + 483 : **Ovins et caprins** --Classe de dimension économique (CDEX)=Ensemble des moyennes et grandes exploitations Info: 09:14 / 4 x 11 / 1.25s

	2014	2015	2016
Indicateur	73 - Midi-Pyrénées	73 - Midi-Pyrénées	73 - Midi-Pyrénées
Nombre d'exploitations dans échantillon	84	82	89
Nombre d'exploitations représentées	3 940	3 862	3 755
Production brute standard (€)	105 163	107 202	86 653
Surface agricole utile (SAU) (ha)	103,9	117,5	103,7
Effectif porcs (Tête)	0	0	0
Effectif de porcs à l'engrais (Tête)	0	0	0
Effectif de porcelets (Tête)	0	0	0
Main d'oeuvre totale (UTA)	1,57	1,57	1,4
Main d'oeuvre non salariée (UTA)	1,46	1,46	1,35

Source : Agreste - Réseau d'information comptable agricole (RICA)

Annexe 3 : Valeurs Ajoutées régionales par branche (INSEE)

Valeurs Ajoutées régionales de 2015 semi-définitives par branche NAF rev2, A17 en millions d'euros
Région Midi-Pyrénées

Libellé de la branche	Agriculture, sylviculture et pêche	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Ratio C1/AZ
code de la branche en A17	AZ	C1	
Midi-Pyrénées 2015	1 456	1 872	
Midi-Pyrénées 2014	1 353	1 826	
Midi-Pyrénées 2013	1 093	1 715	
Moyenne	1 301	1 804	1,39

Annexe 4 : Projet contrat de prêt à usages

Contrat de prêt à usage sur le terrain d'une installation photovoltaïque au sol

Entre d'une part

La société EKF Parc Solaire Dongay SNC société en nom collectif au capital social de 100 euros, domiciliée Adresse, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 908 028 905 et représentée par Peter Szabo et Günter Eschen, dûment habilité aux fins des présentes.

Ci-après désigné le « **Prêteur** »

Et d'autre part

Le Groupement agricole d'exploitation en commun ESPERANCA, au capital social de 120.000,00 euros, domiciliée au lieudit Soulié 46500 Gramat, immatriculée au RCS de Cahors sous le numéro 751 470 832 et représentée par Jean-Michel Montillet et Sandrine Montillet dûment habilité aux fins des présentes.

Ci-après désigné le « **Preneur** »

Ci-après ensemble désignés les « **Parties** »

Préambule

CAPACITE

Les Parties déclarent :

- qu'elles ne font l'objet d'aucune mesure ou procédure, notamment relative aux incapables majeurs, susceptible de restreindre leur capacité civile ou de faire obstacle à la libre disposition de leurs biens ;
- qu'elles ne sont pas et n'ont jamais été en état de faillite personnelle, liquidation des biens, règlement judiciaire, redressement judiciaire ou cessation de paiement.

Les Parties exposent ce qui suit :

Dans le cadre du projet photovoltaïque Dongay de Rignac, le Prêteur a pour projet la construction et l'exploitation d'une installation photovoltaïque composé de panneaux photovoltaïques, modules photovoltaïques, de câbles, d'onduleurs, de bâtiments techniques et tout autre équipement nécessaire à l'exploitation de celle-ci (ci-après l'« **Installation Photovoltaïque** »).

Il est prévu, dans ce cadre

- que le Prêteur exploite l'Installation photovoltaïque sur plusieurs terrains de la(des) commune(s) de Rignac d'une surface de 21 hectares clôturés ci-après le « **Terrain** ». La clôture fixe entourant le Terrain s'élèvera à une hauteur de 2 mètres (ci-après la « **Clôture** ») ;
- que le Prêteur conclut avec le propriétaire du Terrain un bail emphytéotique.

Etant précisé qu'à ce jour, c'est la société Energiekontor France SAS, appartenant, au même groupe que le Prêteur, qui a conclu une promesse de bail emphytéotique avec le propriétaire du Terrain et qu'elle en cèdera le bénéfice au Prêteur qui pourra ainsi conclure le bail emphytéotique.

Par les présentes, les Parties conviennent de conclure un prêt à usage aux termes duquel le Preneur s'engage à entretenir le Terrain par le pâturage ovin ou bovin ainsi que les équipements pastoraux afférents (Ci-après désigné le « **Prêt à usage** »).

Le présent contrat a donc pour objet de fixer les droits et obligations de chacune des Parties

Article 1. Objet du Prêt à usage et prix

Le Prêteur prête le Terrain au Preneur, qui accepte, à titre de prêt à usage, conformément aux articles 1875 et suivantes du Code civil et sous les conditions ordinaires et de droit en pareille matière, sauf les éventuelles dérogations apportées par les présentes.

Article 2. Durée

Le Prêt à Usage est conclu pour une durée de **3 ans** à compter de la mise en service de l'Installation Photovoltaïque, à savoir à compter de la date de première injection d'électricité dans le réseau public d'électricité, laquelle interviendra au plus tard dans un délai de 7 ans à compter de la signature des présentes (ci-après la « **Prise d'Effet** »).

Si la Prise d'Effet n'est pas intervenue dans le délai susvisé de 7 ans, les présentes sont caduques.

A l'expiration de la période initiale susvisée de 3 ans, le Prêt à Usage sera renouvelé une fois par tacite reconduction pour une période d'un an, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des Parties envoyée en lettre recommandée avec accusé de réception au moins 3 mois avant l'échéance.

En outre, les Parties pourront toujours convenir de prolonger le Prêt à Usage par avenant.

Article 3. Usage

Le Preneur s'oblige expressément à n'utiliser le Terrain qu'à l'usage défini aux présentes, à savoir (i) en vue d'y faire paître des ovins dans les enceintes clôturées et (ii) éventuellement d'effectuer l'entretien de la végétation présente sur le Terrain (taille et broyage des arbustes et des refus que les animaux n'auraient pas mangés...).

Le Preneur s'engage à faire paître ses troupeaux sur le Terrain deux fois par an, au printemps et à l'automne, durant deux périodes de 30 jours chacune (avec une tolérance de 15 jours par période suivant la croissance réelle de la végétation et les conditions météorologiques) réparties entre le 15 avril et le 1^{er} juin puis entre le 1^{er} septembre et le 15 octobre de chaque année (ci-après les « **Périodes de Pâturage** »).

Le Terrain peut accueillir une capacité totale fixée à 80 **ovins** environ. Le cas échéant, cette capacité sera à adapter en fonction de la croissance de la végétation.

La présence des animaux doit permettre d'éviter une pousse excessive de la végétation sur le Terrain.

Si un réensemencement est nécessaire, le Preneur s'engage à le réaliser.

Article 4. Rémunération de l’Emprunteur

4.1. Rémunération pour la mise à disposition d’ovins

Le Prêteur s'engage à verser au Preneur, en contrepartie de la mise à disposition d’ovins sur le Terrain, la somme forfaitaire annuelle de XXXX euros Hors Taxes (ci-après la « **Rémunération de base** »).

4.2. Rémunération pour l’entretien de la végétation présente sur le Terrain

4.2.1. Si le Preneur réalise l’entretien du Terrain à l’aide d’engins mécaniques notamment pour tailler et broyer des refus ou arbustes, le Prêteur lui versera en outre une somme forfaitaire annuelle s’élevant à XXXX euros Hors Taxes (ci-après la « **Rémunération Complémentaire** »).

4.2.2. Les parties conviennent d’ores et déjà que le Preneur ne réalisera pas l’entretien du Terrain prévu au 4.2.1.

4.3. Modalités de paiement des rémunérations

La Rémunération de Base et la Rémunération Complémentaire seront payables le 31 janvier de chaque année pour l’année passée par virement sur le compte bancaire du Preneur.

Article 5. Charges et conditions

Ce Prêt à Usage est consenti et accepté de bonne foi entre les parties et en conformité avec les usages, charges et conditions suivantes, que le Preneur et le Prêteur s'engagent à respecter :

5.1. Conditions de prise de possession

Le Preneur prendra le Terrain dans son état actuel, sans aucune garantie d’erreur dans la désignation et la contenance indiqués et sans pouvoir exercer aucun recours contre le Prêteur notamment, pour mauvais état du sol et du sous-sol, ou encore vices apparents ou cachés, existence de servitudes passives apparentes ou occultes.

Nonobstant ce qui précède, le Prêteur sera tenu des vices cachés dès lors qu’il connaissait leur existence et n’en a pas averti le Preneur.

5.2. Obligations et engagements du Preneur

5.2.1. Obligations du Preneur

Le Preneur doit se servir personnellement du Terrain et veillera tant à sa garde qu’à sa conservation. En conséquence, il s’opposera à tous empiètements et usurpations et préviendra immédiatement le Prêteur, le cas échéant.

Le Preneur aura notamment la charge de :

- L’entretien et le maintien en bon état du Terrain, le cas échéant, s’il l’accepte par le broyage mécanique des arbustes et refus ;
- L’entretien et le maintien en bon état des équipements pastoraux, notamment de la clôture électrique amovible que le Preneur s’est engagé à construire à l’intérieur du Terrain pour les ovins (ci-après la « **Clôture Electrique** »), des parcs et abreuvoirs sur le Terrain ;

- La fermeture de la Clôture entourant le Terrain et de l'entretien, après chaque passage de ses ovins, de l'accès au site afin de garantir le passage aux engins destinés à réaliser l'entretien du parc photovoltaïque ;
- Effectuer la surveillance vétérinaire des animaux et plus généralement veiller au bien-être des animaux — aucune maltraitance animale ne se sera acceptée sur le Terrain. En cas de maladie, le Preneur informera sans délais le Prêteur et se conformera aux différentes réglementations en vigueur ;
- La gestion de l'équarrissage, le cas échéant pour les animaux morts ;
- L'évacuation des éventuels déchets qu'il pourrait générer.

5.2.1. Engagements du Preneur

Le Preneur s'engage à :

- Donner au Prêteur dans les 15 jours suivant le début de la période de pâturage la liste des éleveurs et le nombre de bêtes leur appartenant pâturant sur le Terrain, dans le cas où les animaux ne seraient pas ceux du Preneur.
- Ne pas utiliser le Terrain pour un usage autre que celui expressément prévu aux présentes ;
- Ne faire paître aucun autre animal que des ovins (en particulier aucune chèvre, aucun bovin) ;
- Ne pas faire paître plus de bétail que la capacité totale fixée à l'Article 3 ;
- Ne pas laisser son ou ses chiens demeurer dans les locaux à usage d'exploitation ;
- Ne pas gêner le Prêteur, ou toute personne le représentant, sur la totalité de la zone d'exploitation durant la présence de ses ovins ;
- Respecter les règles de sécurité du site qui lui seront communiquées à son arrivée par le Prêteur, ou toute personne le représentant ; à cet effet, le Prêteur met d'ores et déjà un guide de bonnes pratiques du pastoralisme agrivoltaïque (Annexe 1).
- Stocker le Matériel (tel que ce terme défini ci-après) entre les Périodes de Pâturage.

Le Preneur préviendra le Prêteur par courrier ou courriel 15 jours avant de pénétrer avec ses ovins sur le Terrain. De même il informera le Prêteur lorsqu'il fera quitter le Terrain à son bétail.

5.3. Obligations du Prêteur

Le paiement des impôts fonciers afférant aux Terrains reste à la charge exclusive du Prêteur.

Le Prêteur fournira au Preneur l'eau nécessaire aux besoins d'abreuvement des ovins, le cas échéant.

Le Prêteur fournira au Preneur le matériel nécessaire à la construction et à l'entretien de la Clôture Electrique (ci-après le « **Matériel** »)

Ledit Matériel sera remis au Preneur par le Prêteur contre signature d'un bordereau de réception sur le modèle de celui prévu en annexe 2.

Au terme du présent contrat, le Preneur remettra le Matériel au Prêteur, lequel confirmera la bonne réception par émargement du Bordereau de réception dont le modèle est joint en annexe 3.

Le Prêteur sera tenu du remboursement des dépenses de conservations, à savoir des dépenses nécessaires, extraordinaires et urgentes que le Preneur aurait été contraint d'avancer pour éviter la dégradation du Terrain.

Article 6. **Conditions spécifiques liées à l'Installation photovoltaïque**

Le Preneur s'engage à tout mettre en œuvre afin d'éviter tous dégâts ou dommages qui pourraient être causés par son activité à l'Installation Photovoltaïque.

Si toutefois, des dommages ou dégâts devaient être causés à l'installation photovoltaïque, le Preneur s'engage à prévenir immédiatement le Prêteur, ou toute personne le représentant, afin que celui-ci puisse y remédier dans les meilleurs délais.

Le Preneur ne pourra être tenu responsable vis-à-vis du Prêteur des dommages causés à l'Installation Photovoltaïque en raison de la présence des ovins sur le Terrain à l'exception des cas de négligence ou de faute grave, notamment s'il omet de prévenir le Prêteur des dommages et que ceux-ci s'aggravent.

A titre de précision, ne constitue ni une négligence, ni une faute grave du Preneur le dommage causé par le comportement malveillant d'un tiers ou par une attaque d'animaux sauvages, chiens errants ou appartenant à des tiers.

De même, le Prêteur ne pourra être tenu responsable de quelque dommage que ce soit vis-à-vis du Preneur à l'exception d'un dommage résultant d'une négligence grave ou d'une faute grave de celui-ci. Dans tous les cas, la responsabilité globale du Prêteur vis-à-vis du Preneur au titre du présent contrat est limitée à XXXX euros. En outre, le Prêteur renonce à exercer à l'encontre du Preneur quelque recours que ce soit au titre des présentes.

Le Preneur, le Prêteur et leurs assureurs respectifs déclarent ainsi renoncer à tout recours réciproque selon les modalités et conditions fixées ci-dessus.

Article 7. État des lieux

Préalablement à la signature du Prêt à Usage, le Prêteur et le Preneur établissent, par écrit et en double exemplaire, un état des lieux qui sera annexé (Annexe 4) aux présentes lors de sa signature.

Article 8. Assurance

Chacune des Parties s'engage à être valablement assurée au titre du présent contrat pendant toute la durée des présentes et s'engage à pouvoir le justifier à l'autre partie à première demande de celle-ci.

Article 9. Résiliation

En cas de non-respect de ses obligations contractuelles, par l'une ou l'autre des Parties, la présente convention pourra être résiliée unilatéralement après une mise en demeure restée sans effet pendant un délai de trente (30) jours, adressée par l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10. Cession du Prêt à usage

Le Prêt à usage est conclu intuitu personae. Il ne pourra être transféré par une partie, sauf accord préalable écrit de l'autre partie.

Article 11. Election de domicile

En cas de litige quant à l'application de la présente convention, le tribunal compétent est celui du lieu de situation du Terrain.

Article 12. Nécessité d'un écrit

Les parties conviennent expressément que le présent Prêt à Usage ne pourra être modifié que par un accord écrit entre les parties.

Fait en X exemplaires.

A, le/...../..... ,

Signatures	
Le Prêteur	Le Preneur

Annexe 1 : Guide de bonnes pratiques du pastoralisme agrivoltaïque.**Guide de bonnes pratiques pour la cohabitation entre une centrale photovoltaïque et du pâturage ovin.**

Informations concernant le projet de DONGAY :

Adresse :

Z.A. Les Vieilles Vignes
46500 Rignac

Localisation GPS :

Latitude : 44.7961111°
Longitude : 1,71°

Gestionnaire :

EnergieKontor France
19 Chemin de la Loge
31400 Toulouse
Tél. : 06 33 31 07 11

Propriétaire :

Hubert Faure
Lieu-dit Dongay
46500 Rignac
Tél. : 05 65 38 73 56

Exploitant :

GAEC Esperança
Lieu-dit Soulié
46500 Gramat
Tél. : 05 65 38 82 40

Numéros d'urgence :

Pompier : 18 / 112

SAMU : 15

Police : 17

Société de gardiennage :

O&M EnergieKontor France :

Un partenariat durable entre éleveur et gestionnaire :

Situation nécessitant une vigilance particulière :

• **Dégradation des équipements photovoltaïques par les animaux :**

- Créer un périmètre de sécurité en cas de potentiel risque électrique.
- Contacter le gestionnaire immédiatement afin de signaler la dégradation.

• **Incidents électriques :**

- Localiser l'incident.
- Définir un périmètre de sécurité.
- Contacter le gestionnaire immédiatement.

• **Incendies :**

- Alerter les secours.
- Contacter le gestionnaire.

• **Blessures d'animaux du fait des équipements :**

- Localiser l'incident.
- Contacter le gestionnaire immédiatement afin de faire remonter tout risques ou dégradations liés à l'installation photovoltaïque (câbles détachés qui pendent, modules cassés, fixations desserrées...).

• **Décès d'animaux dans la centrale photovoltaïque :** en cas d'électrification ou de contact entre un animal et un équipement électrique :

- Ne pas entrer en contact avec l'animal.
- Définir un périmètre de sécurité.
- Contacter le gestionnaire immédiatement.

Technique de pâturage :

Le pâturage tournant dynamique ou classique demande de redécouper le parc avec une clôture électrique amovible, que l'éleveur doit pouvoir poser sans difficultés parallèlement ou perpendiculairement aux rangées de panneaux photovoltaïques.

Afin d'optimiser la communication entre le gestionnaire et l'exploitant, il est recommandé de partager un calendrier de pâturage (via l'application happy grass par exemple) et des interventions sur le parc photovoltaïque (maintenance).

Abreuvement :

Le besoin en eau des animaux est conséquent. Par exemple pour un troupeau de 100 brebis, le besoin quotidien varie de 300 à 600 litres. Plusieurs solutions existent pour assurer un approvisionnement en eau. Un abreuvoir peut être installé sur le parc, les éleveurs peuvent gérer l'apport en eau à l'aide de citernes. En cas de système d'abreuvement, un point de vigilance est à apporter au fait qu'aucun courant électrique ne parasite l'eau (tension électrique de l'eau inférieure à 150mVA).

Clôtures :

Les parcs photovoltaïques sont délimités par des clôtures visant à éviter les intrusions humaines ou animales sur le site. Dans le contexte d'une coactivité, l'éleveur bénéficie de ces clôtures car elles permettent de délimiter et protéger la zone de pâturage. D'une hauteur minimale de 2m, le grillage doit épouser le relief avec un écart sol-clôture maximal de 10cm pour éviter qu'un animal ne puisse se glisser dessous. Des aménagements sont prévus pour le passage de la petite faune mais pas des prédateurs potentiels (renard, loup, chien). Les poteaux doivent être solidement ancrés grâce à un substrat solide afin de garantir l'efficacité de la clôture en tout point du parc.

Les parcs photovoltaïques sont soumis à une législation exigeante concernant leur intégration paysagère. Ainsi des haies végétales sont souvent implantées sur le périmètre du projet. Dans le cadre du pastoralisme, des clôtures amovibles sont mises en place et doivent prendre appui sur la clôture dans la mesure du possible.

Clôtures mobiles : pour l'organisation des parcelles, valoriser les équipements existant sur le parc : clôture fixe, allées, rang entre les panneaux... Prévoir des fils électroplastiques ou des filets.

Accès à la centrale :

Les éleveurs doivent pouvoir accéder à la parcelle 24/24h et 7/7j. Le protocole d'entrée et de sortie du parc solaire doit être adapté à cette contrainte, de même que les protocoles de sécurité et de communication. Même s'il n'a pas d'impact direct sur le fonctionnement de la centrale, l'éleveur est amené à travailler à proximité d'installations électriques. Il est donc important qu'il soit sensibilisé aux dangers liés à ces dernières. Il est recommandé que les éleveurs suivent la formation « habilitation électrique H0B0 ». De même, il est recommandé de sensibiliser les intervenants techniques aux enjeux de la présence d'animaux dans la centrale. (signalétique adaptée à définir)

La clôture d'un parc photovoltaïque est généralement équipée d'un système anti-intrusion, matérialisé par un fil de contact sur la clôture. Ce système constitue un point de vigilance car il peut être déclenché par la présence d'animaux à son contact ou à proximité. Il est recommandé d'adapter les paramètres du système de détection pour qu'il ne prenne pas en compte le contact des animaux jusqu'à 1m du sol.

L'éleveur est tenu de garantir l'accès à l'ensemble de la centrale solaire en cas de danger imminent, aussitôt qu'il en a été prévenu par le gestionnaire (les bêtes ou le matériel (clôtures, engins) ne doivent pas entraver une intervention sur l'installation photovoltaïque).

Le gestionnaire veillera à attirer l'attention de toute personne pénétrant l'enceinte de la centrale sur la nécessité de veiller aux bien-être de bête et tout particulièrement à la fermeture des portes. Tout accès doit être coordonné au préalable avec l'éleveur.

En cas de travaux nécessaires sur la centrale photovoltaïque, le gestionnaire en informe l'éleveur 5 jours ouvrables avant le début des opérations, sauf en cas d'urgence ou de danger imminent.

Annexe 2 : Bordereau de réception du matériel mis à disposition

Matériel mis à disposition	Quantité	Date de remise

Fait à _____
Le _____

Fait à _____
Le _____

Pour

Pour

Annexe 3 : Bordereau de retour du matériel mis à disposition

Matériel mis à disposition/ Quantité	Date de remise	Date de retour

Fait à _____
Le _____

Fait à _____
Le _____

Pour

Pour

Annexe 4 — Etat des lieux avant démarrage du contrat*Remarques:*

<i>Le Prêteur</i>	<i>Le Preneur</i>

Annexe 5 : Projet lettre d'engagement mutuel entre EnergieKontor et la CUMA de Rignac

EKF Parc Solaire Dongay
19 Chemin de la Loge
Hôtel d'entreprises du Ramier
31400 Toulouse

Coopérative d'Utilisation de
Matériel Agricole de Rignac
Lieu-dit Tremoulet
46500 Thégra

LETTRE D'ENGAGEMENTS MUTUELS

ENTRE

EKF Parc Solaire Dongay

ET

Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole de Rignac

Compte tenu du projet de réalisation d'un parc photovoltaïque sur la commune de Rignac porté par la société EKF Parc Solaire Dongay qui est soumis à compensation agricole collective (loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt) ;

Constatant les besoins développement de la CUMA pour maintenir et renouveler son parc de matériel ;

La société EKF Parc Solaire Dongay et la CUMA conviennent des engagements suivants :

Objet de la présente lettre d'engagements

La présente lettre d'engagements mutuels a pour objet de définir les relations et modalités d'investissements mutuels entre les deux parties.

En l'occurrence, cette présente lettre précise le cadre de l'éventuelle participation financière de la société EKF Parc Solaire Dongay à l'appui de la CUMA de Rignac.

Engagements de la société EKF Parc Solaire Dongay

Dans le cadre de la mise en œuvre de la compensation collective agricole liée à la réalisation du parc photovoltaïque sur la commune de Rignac, EKF Parc Solaire Dongay s'engage, en cas de réalisation du parc photovoltaïque, à verser une dotation à la CUMA de Rignac.

Le montant de cette compensation agricole collective est fixé à 29'379 € suite à l'avis de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) et du Préfet du Lot en date du XX/XX/2022.

La totalité de cette somme sera engagée selon un calendrier établi entre EKF Parc Solaire Dongay et la CUMA de Rignac. La mise œuvre de l'ensemble de la compensation agricole collective débutera au plus tôt à la mise en service de la centrale photovoltaïque et s'achèvera au quatrième anniversaire de ladite mise en service.

Engagements de la CUMA

La CUMA de Rignac s'engage à identifier et à détailler le montant de la donation de EKF Parc Solaire Dongay et son utilisation dans son rapport d'assemblée générale et d'en fournir une copie à EKF Parc Solaire Dongay.

La CUMA de Rignac s'engage à faire un compte rendu par écrit à la société EKF Parc Solaire Dongay des travaux ou investissements qui ont été financés en tout ou partie par cette donation.

Lettre d'engagements mutuels signée en trois exemplaires originaux,

A _____, Le _____,

EKF Parc Solaire Dongay

CUMA de Rignac

Annexe 6 : Projet lettre d'engagement mutuel entre EnergieKontor et la CAUVALDOR

EKF Parc Solaire Dongay
19 Chemin de la Loge
Hôtel d'entreprises du Ramier
31400 Toulouse

Communauté de communes
Causses et Vallée de la Dordogne.
Bramefond
46200 Souillac

LETTRE D'ENGAGEMENTS MUTUELS

ENTRE

EKF Parc Solaire Dongay

ET

Communauté de communes Causses et Vallée de la Dordogne

Compte tenu du projet de réalisation d'un parc photovoltaïque sur la commune de Rignac porté par la société EKF Parc Solaire Dongay qui est soumis à compensation agricole collective (loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt) ;

Constatant les actions prévues dans le Projet Alimentaire de Territoire de Cauvaldor pour maintenir et développer l'offre de produits locaux, favoriser l'accès aux produits locaux, et valoriser le patrimoine alimentaire ;

La société EKF Parc Solaire Dongay et la CdC Cauvaldor conviennent des engagements suivants :

Objet de la présente lettre d'engagements

La présente lettre d'engagements mutuels a pour objet de définir les relations et modalités d'investissements mutuels entre les deux parties.

En l'occurrence, cette présente lettre précise le cadre de l'éventuelle participation financière de la société EKF Parc Solaire Dongay à l'appui de la CdC Cauvaldor.

Engagements de la société EKF Parc Solaire Dongay

Dans le cadre de la mise en œuvre de la compensation collective agricole liée à la réalisation du parc photovoltaïque sur la commune de Rignac, EKF Parc Solaire Dongay s'engage, en cas de réalisation du parc photovoltaïque, à verser une dotation à la CdC Cauvaldor.

Le montant de cette compensation agricole collective est fixé à 29'379 € suite à l'avis de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) et du Préfet du Lot en date du XX/XX/2022.

La totalité de cette somme sera engagée selon un calendrier établi entre EKF Parc Solaire Dongay et la CdC Cauvaldor. La mise œuvre de l'ensemble de la compensation agricole collective débutera au plus tôt à la mise en service de la centrale photovoltaïque et s'achèvera au quatrième anniversaire de ladite mise en service.

Engagements de la CdC Cauvaldor

La CdC Cauvaldor s'engage à identifier et à détailler le montant de la donation de EKF Parc Solaire Dongay et son utilisation dans son rapport d'activités principal et d'en fournir une copie à EKF Parc Solaire Dongay.

La CdC Cauvaldor s'engage à faire un compte rendu par écrit à la société EKF Parc Solaire Dongay des actions Projet Alimentaire de Territoire ou investissements qui ont été financés en tout ou partie par cette donation.

Lettre d'engagements mutuels signée en trois exemplaires originaux,

A , **Le** ,

EKF Parc Solaire Dongay

CdC Cauvaldor